



Le Galopin

Un petit journal qui ne respecte rien !
Série internet – N°253 20 mars 2021
Le retour des beaux jours ?

SOMMAIRE

- P1** EH DITES OH !, image à la Une
- P2-3** Agenda
- P4-5** Mobilisation pour les premières de corvée
- P6** Grève du 19 mars pour le climat
- P7-8** Mobilisation contre les violences policières et le racisme le 20 mars
- P9-10** Mobilisation contre les lois liberticides le 20 mars et la répression le 23
- P10** Connaissez-vous l'association "Le Grand Rassemblement"?
- P11** Mobilisation contre l'aérodrome de Meythet le 29
- P12** Mobilisation des retraités le 31 mars
- P13** 31e semaines d'Éducation contre les discriminations et le racisme
- P14** Contre la surveillance biométrique de masse : signez la pétition européenne ; Urgence Mumia
- P15-17** Lettre du 28 février 2021 de Patrick Le Hyaric
- P18-19** Le CRIF au bord de la crise d'Israël
- P20** La glaciation du modèle énergétique libéral
- P21-26** L'université menacée par « l'islamo-gauchisme » ? Une cabale médiatique bien rodée
- P26** Sciences Po Grenoble : pour la liberté académique et pour les libertés syndicales des personnels et des étudiants
- P27** Universitaires jetés en pâture à la vindicte publique : le ministère est responsable
- P28** Communiqué PCF en soutien à la municipalité de Lyon
- P29-30** L'inversion perverse entre victime et bourreau
- P30** CNews : 200.000 euros d'amende pour les propos de Zemmour sur les migrants mineurs
- P31** Bolloré : un grain de sable dans la « procédure-bâillon »
- P31-32** Aérodrome de Meythet : un projet inutile
- P32** Pour le rassemblement, une candidature PCF qui porte la revendication d'unité et de sortie du présidentia-lisme
- P33-35** Les propositions du PCF Reconstruire l'espoir
- P36** House of Caronnade ; Brèves sur les élu-e-s à Annecy
- P36-46** En bref – divers
- P47** Cactus
- P48-49** Le Hot-parade N°2100
- P50** Perroquets : le bingo des fachos



Une « brève » du N°251 disait : 2021 sera moins pire que 2020 car a un jour de moins. C'est en effet heureux que février se soit arrêté à 28 jours. Mal débuté par une mobilisation insuffisante le 4, le mois a vu les mamours entre la droite macroniste et l'extrême-droite, tandis qu'en Italie se constituait un gouvernement alliant droite, extrême-droite, socio et écolo libéraux et populistes (qui n'avaient pas hésité à s'allier à l'extrême-droite dans une union des partis se prétendant anti-système).

On doit se demander : que signifie « anti-système » ? Contre quel système s'engagent ces forces ? Un élément est leur anti-communisme souvent virulent. Il y a beaucoup plus d'anticommunistes que d'anticapitalistes et d'antifascistes. Or les victimes du capitalisme et du fascisme excèdent de beaucoup celles attribuées au communisme. Le Pen père avait vendu une partie de la mèche, se proclamant « ni droite ni gauche, nazional ! ».

On voit dans le « grand rassemblement » (national) la collaboration (le mot s'impose) entre extrême-droite islamophobe classique, homophobes de Civitas, antisémites de Soral-Dieudonné, anti-gauche de Chouard, complotistes pro-Trump et... des éléments de gauche qui croient lutter contre Macron. En fait, ils apportent de l'eau (Bénito) à son entreprise de démolition du droit à la santé pour tout le monde, avec en ligne de mire la destruction de la Sécu d'Ambroise Croizat. !

La chasse à l'islamo-gauchisme lancée par Vidal sous les bravos d'extrême-droite relève clairement du racisme anti-arabe partagé par les élites du système LRPRNEM (LR, PR, RN, EM). Mais aussi -surtout ?- de la haine de la gauche de transformation sociale, qu'elle soit politique, syndicale, associative ou de réseau.

Une énième polémique nationale partie d'un fait divers local a permis d'ouvrir en grand les antennes à l'extrême-droite, le débat a porté sur... la dissolution de l'UNEF en parallèle à Génération Identitaire. Quoi que l'on pense de la dissolution, il est ahurissant de comparer un groupuscule composé exclusivement d'extrémistes radicalisés et un syndicat de gauche modérée, qui rassemble des centaines de milliers d'étudiant-es dont la situation mériterait une autre attention que les instrumentalisation en vue de la présidentielle.

Pour celle-ci, il convient de rappeler la règle : premier tour on choisit, second tour on élimine. Voter « utile » au premier tour, les sondages le montrent, réduit l'offre et démobilise un électoralat déjà peu mobilisé. Ne pas éliminer l'extrême-droite, si par malheur très envisageable elle parvient au second tour, la renforce et démobilise la gauche pour les législatives. Il suffit de comparer le nombre de député-es de gauche de 2002 et 2017 pour s'en convaincre.

Ce mois-ci, des mobilisations permettront d'occuper un peu la rue, notamment le 27 contre l'islamisme belliqueux. Le 6, un collectif antifasciste s'est recréé : un collage commun a été réalisé le 7 pour reconquérir les murs. **C'est ainsi que nous pourrons collectivement sortir de l'ornière et travailler à reconstruire les beaux jours, les jours heureux !**

Pierre Boukhalfa

Ceci est de la politique. DANGER !

Rappel l'agenda est mis à jour régulièrement sur le blog : <http://gemcran.wordpress.com>



Le Galopin est ouvert aux articles de tout partenaire : journaliste en herbe, association, syndicat ou parti aux infos n'intéressant pas la presse Macron. Polémistes ou poètes aux coups de gueule ou de cœur, et surtout caricaturistes sont recherchés avec le plus grand intérêt. Adresse : Boukhalfa Pierre 2, rue Pierre Mendès France Cran-Gevrier. Site : <http://galopin74.free.fr> Blogs électoraux : <http://gemcran.wordpress.com> et <https://sites.google.com/site/umpfn74degage> Blog censuré : <http://galopin74.gauchepopulaire.fr>
On peut me retrouver aussi sur Facebook et Twitter



Agenda détaillé

Attention, au vu des contraintes sanitaires, les événements peuvent de subir annulations ou modifications (horaires, lieux, passage en distanciel...)

1 lundi sur 2 rencontres Annemasse du Doxaty. Infos sur son site ou Facebook. Pour remplacer le Repaire de Cervens.

Mardi Rencontres sur terrain Incroyables Comestibles.

Mercredi dès 14h rond-point de Margencel : Gilets Jaunes & sympathisants ; 14h-17h, l'Élef ouvre ses portes Maison des associations Chambéry ; Permanence Amis de la Terre pour résister aux compteurs Linky ; Thonon Alternati-Bar du Chablais, Apéro des actions écologiques et citoyennes locales : se rencontrer, échanger et créer ensemble...

Jeudi Réunion collectif Roms ; de 15h à 18h Marché BIO ... logique Place du Palais de Justice Chambéry ; Les rencontres Incroyables jardin Benicasim Évian

Vendredis de la Transition Genève : pause faute de lieu

Samedi 14h-18h les gilets jaunes Annecy sont sur le Pâquier

Calendriers de la Vélobricolade en Savoie <http://bulletintransition73.fr/events/event/velobricolade-chambery/>

Horaires du magasin coopératif Alpar 7, rue du Vieux Moulin Meythet <https://www.alpar.fr>: Lundi 12h-17h Mercredi 10h-17h Jeudi 12h-17h Vendredi 12h-17h Samedi 10h-17h

Lundi 1 mars Réunion RESF

Réunion Libre Pensée

Réunion Greenpeace Annecy

Réunion Alpar

Réunion ANACR

Réunion CGT

Formation en ligne : Monnaie locale, se former pour agir Mieux comprendre les enjeux des monnaies locales citoyennes dans un contexte économique et financier mondialisé. En savoir aussi plus sur le fonctionnement de la Gentiane. En savoir plus ou envie de la rejoindre comme bénévole, cette formation est un premier pas pour agir ! Places limitées. Événement gratuit sur inscription. Deux bénévoles de la Gentiane assurent cette formation. <https://www.helloasso.com/associations/la-gentiane/evènements/monnaies-l...>

Mardi 2 mars Réunion Les Amis de la Terre 74

Réunion Greenpeace Chambéry

Mercredi 3 mars

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

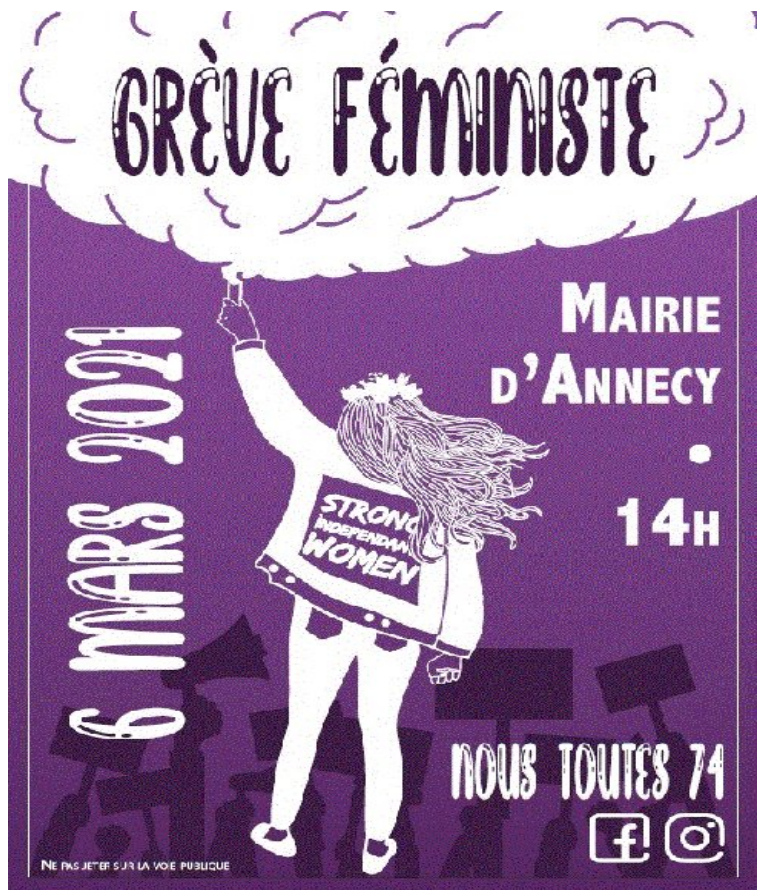
Jeudi 4 mars Réunion CLRR-POI

Vendredi 5 mars Réunion d'information ALPAR

Samedi 6 mars Réunion collectif antifasciste

14h Manifestation Nous Toutes mairie Annecy

Dimanche 7 mars Collage antifasciste



Lundi 8 mars 14h Atelier "Faites vos produits ménagers et décortiquez étiquettes et labels" Sur inscription : lesvachesfolles73@gmail.com ou 06.12.91.98.66 à Puygros lieu-dit le plan du Nant dans la Brasserie du Merle (il n'y a qu'une seule maison avec une passerelle au-dessus de la route) L'atelier est gratuit et ouvert à tous en famille, entre amis, en solo, entre collègues, avec vos enfants...

19h Matinée Jeux coopératifs en mouvement – Adultes AQC, Association de quartier du centre ville, 3 rue du Laurier, à Chambéry. Mél : contact73@envies-enjeux.com Tel : 06.76.40.62.01

En savoir plus : <https://www.envies-enjeux.com/dans-les-2-savoie-isere>

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 9 mars Réunion CGT

Réunion ATTAC Annecy

Mercredi 10 mars 14h Ateliers de confections de bocaux Du soleil dans nos assiettes (La Chavanne)

Réunion CGT

Jeudi 11 mars Réunion CGT

Réunion CGT

Samedi 13 mars Réunion Alpar

8h30 Repair Café La Serre Cran-Gevrier

Lundi 15 mars Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mercredi 17 mars Réunion PCF

Jeudi 18 mars Réunion semaines contre les discriminations et le racisme

Réunion PCF

Réunion Alpar

20h Réunion mensuelle Les Amis de la Terre en Savoie
K Fé T Aix-les-Bains

Vendredi 19 mars 15h manifestation Youth for Climate pour l'urgence écologique et les conditions étudiantes. Départ devant Courier Annecy.



Réunion PCF

Samedi 20 mars 8h30 Repair Café Espace culturel « La Ferme » 60 Route du Barioz Argonay

Réunion collectif antifasciste

Bourse à vélo Roule & Co place des Arts Cran gevrier
<https://www.roule-co.org/bourse-aux-velos-le-samedi-20-mars/>

14H Paquier face préfecture Annecy manif contre les lois liberticides

Dimanche 21 mars 14h Pour une réouverture progressive du secteur culturel avec bien entendu les mesures de sécurité sanitaire (il n'y a pas plus de risques au théâtre qu'à la messe ou au supermarché). Le collectif Chambérien a décidé de soutenir les précaires de tout bord en donnant une appellation à leur collectif « Collectif de précarité en lutte, unissons ! » Rendez-vous sur l'Esplanade devant Malraux à Chambéry pour des prises de parole entrecoupées d'intermèdes musicaux, en présence de HK.

Lundi 22 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 23 mars 9h rassemblement devant le tribunal d'Annecy pour soutenir la quinzaine de

camarades convoqué-es suite à une manif sur l'aéroport de Meythet

Mercredi 24 mars 10h Matinée Jeux coopératifs Parents-enfants AQCV, Association de quartier du centre ville, 3 rue du Laurier, à Chambéry. Tel : 06.76.40.62.01 Mél : contact73@envies-enjeux.com En savoir plus : <https://www.envies-enjeux.com/dans-les-2-savoie-isere/>

14h Ateliers de confections de bocaux Du soleil dans nos assiettes (La Chavanne)

18h A.G. La Gentiane

Jeudi 25 mars Réunion ATTAC Annecy

Samedi 27 mars 9h Rendez-vous solidaire « Atelier d'écriture de dossier » Espace François Mitterrand, 2 Rue Marius Baboulaz Montmélian Inscription avant le 24 en cliquant [ici](#) Vu les conditions sanitaires, port du masque obligatoire durant toute la durée de l'atelier. Aucune boisson ou collation ne pourra être proposée. Du gel hydroalcoolique sera disponible dans la salle. Si le contexte sanitaire ne permet pas le présentiel, une formule en ligne sera proposée. Informations complémentaires auprès de Romain Ferrut : romain.ferrut@paysdesavoiesolidaires.org

11h rassemblement pour dénoncer la vente d'armes à l'Arabie Saoudite Mairie de Chambéry

A l'appel d'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), d'Action contre la Faim, d'Amnesty International, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Mouvement de la Paix, un rassemblement aura lieu devant la mairie de Chambéry pour exiger que la France cesse ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Le PCF soutient totalement cette initiative.

Une guerre particulièrement meurtrière pour les populations civiles

L'Arabie saoudite mène, au Yémen, une sale guerre qui a déjà fait plus de 230.000 victimes. 5 millions de Yéménites ont été déplacé-es et la majorité des 30 millions d'habitante-es sont au bord de la famine dont, en particulier, des enfants. C'est, en 2021, la pire crise humanitaire dans le monde. Hôpitaux, écoles et marchés bombardés, la population civile est matraquée.

Et la France a sa lourde part de responsabilité dans ce drame, car elle vend officiellement 1,38 milliards d'euros d'armes à l'Arabie Saoudite et pour 287 millions d'euros aux Émirats Arabes très impliqués dans le conflit. Les ministres des armées qui se sont succédé-es (accompagné-es trop souvent des commentaires « compréhensifs » de la plupart des intervenant-es à la télévision!) osent justifier cette vente d'armes en disant : elle crée des emplois ! C'est lamentable !

La France tourne le dos à ses engagements internationaux !

Notre pays a signé le traité sur le commerce des armes, traité qui demande aux États de ne pas vendre d'armes aux pays susceptibles de les utiliser pour commettre ou faciliter un génocide, des crimes contre l'Humanité, ou de graves atteintes au droits de l'Homme. Et elle vend des armes à des pays au cœur d'une guerre abominable. Alors, ça suffit, rassemblons-nous nombreux pour dénoncer ce soutien à la guerre !

Dimanche 28 mars 14h Marches pour une vraie Loi Climat Paquier Annecy et Mairie Chambéry

Lundi 29 mars Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Premières de corvées, nous voulons l'égalité maintenant !

Le 8 mars, ce n'est pas la journée de LA femme, ce n'est pas non plus la Saint Valentin ou la fête des mères... C'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, c'est le moment de se mobiliser pour gagner enfin l'égalité!

Cette lutte est indispensable, car nous sommes encore très loin de l'égalité entre les femmes et les hommes, particulièrement au travail : les femmes

gagnent, en moyenne, toujours 25 % de salaire en moins ! Chaque jour, c'est comme si les femmes arrêtaient d'être payées à 15h 40.

Revaloriser les métiers essentiels

Lorsque pendant le confinement, les applaudissements aux fenêtres saluaient les salariées en première ligne, il s'agissait très majoritairement de femmes : les infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, caissières, agentes d'entretien, assistantes maternelles ou ouvrières dans l'agroalimentaire... et aussi enseignantes, administratives... Pourtant, les promesses de revalorisation de leur métier ont fondu comme neige au soleil : la majorité

des salariées n'ont même pas vu la couleur des primes Covid !

Pour mettre fin aux écarts de salaires et de retraites, il faut impérativement revaloriser les métiers à prédominance féminine, reconnaître les qualifications, la technicité du travail, les responsabilités et la pénibilité des métiers... et avoir la volonté politique d'appliquer « simplement » la loi qui prévoit un salaire égal pour un travail de valeur égale !

Temps partiels/précarité : ce n'est pas aux salarié-e-s de payer la crise !

80 % des salarié-e-s à temps partiel sont des femmes, avec des salaires souvent en dessous du seuil de pauvreté et une flexibilité maximum (travail le soir, le dimanche, horaires variables, amplitudes horaires énormes...).

Il faut instaurer :

- un droit automatique au passage à temps plein ;
- une surcotisation patronale retraite sur les emplois à temps partiel ;
- une majoration de toutes les heures complémentaires à 25 % et 50 % ;
- une rémunération des temps de trajet entre deux emplois.

Index « égalité salariale » : stop à l'hypocrisie

Comment expliquer le fait que 90 % des entreprises aient obtenu une bonne note, ce qui les exonère de sanction, alors que les femmes gagnent en moyenne 25 % de moins que les hommes ? C'est parce que l'index « égalité salariale » comporte des biais qui invisibilisent les inégalités et qu'il n'y a aucune transparence : les syndicats et l'inspection du travail ne peuvent pas vérifier le calcul de l'employeur. La CGT exige qu'il soit modifié au plus vite !

Non, on ne peut pas garder ses enfants tout en télétravaillant !

Mis en place sans encadrement, le télétravail ou ce qu'il conviendrait mieux d'appeler le travail à la maison, a exacerbé les inégalités entre les femmes et les hommes.

Les études montrent que les femmes sont moins bien équipées et installées... et cumulent le « télétravail » avec les tâches domestiques et la garde des enfants.

La CGT revendique:

L'arrêt pour « enfant malade » ou « cas contact » doit être accessible aussi aux salariées en télétravail !

Le télétravail doit être encadré pour garantir la prise en charge des frais, le respect des horaires de travail, le droit à la déconnexion et des critères objectifs et transparents pour l'accès et la réversibilité du télétravail.

Violences et sexisme au travail : stop !

Ouvrières, employées ou cadres, les femmes sont toutes confrontées au sexisme et aux violences dans le travail. Ce qui a notamment pour conséquences une remise en cause de leur professionnalisme, de les assigner à une position d'infériorité, à des tâches subalternes.

Trop souvent, c'est la victime qui est sanctionnée, déplacée ou licenciée, pas l'agresseur.

En 2019, la CGT, avec la Confédération syndicale internationale, a gagné l'adoption de la première loi mondiale contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail, la 190^e Convention de l'Organisation internationale du travail. Pour qu'elle s'applique, il faut maintenant qu'elle soit ratifiée

par la France et qu'elle s'accompagne de la mise en place de nouveaux droits :

- sanction pour toutes les entreprises qui n'ont pas de plan de prévention ni de dispositif interne de signalement (comme ce que la CGT a obtenu à TF1) ;
- formation de toutes les RH, managers, représentant·es du personnel et sensibilisation de toutes les salariées (comme ce que la CGT a obtenu à la Tour Eiffel ou à la CAF) ;
- protection des victimes, y compris de violences conjugales: interdiction de licenciement, droits à absences rémunérées, à la mobilité géographique ou fonctionnelle choisie.

« Par tout dans le monde, les femmes se mobilisent et de plus en plus d'hommes refusent d'être enfermés dans des rôles stéréotypés et aspirent à sortir des rapports de domination.

Le 8 mars, syndicats et associations féministes appellent à une grève féministe pour exiger l'égalité, au travail comme dans la vie. »

Le 8 mars, femmes comme hommes, faisons grève, manifestons et débrayons à 15h40 ou deux heures avant la fin de la journée pour dénoncer les inégalités salariales !

ANNECY - Rassemblement - 14h30 - Préfecture

pour manifester

Lundi 08 mars 2021



NOUS TOUTES 74



MARS 19

VENDREDI

DÉSASTRE
ÉCOLOGIQUE,
DETRESSE
ETUDIANTE

GRÈVE MONDIALE POUR L'AVENIR.

IL EST TEMPS DE CRIER CE
QUE NOUS VOULONS VOIR

15 H
COURIER
PLACE FRANÇOIS
DE MENTHON

Contrôles au faciès et harcèlement policier dans les quartiers: la police étouffe les jeunes, la justice étouffe les affaires. Et viennent les lois punitives de sécurité globale et contre le prétendu séparatisme. Chacun chez soi, les moutons seront bien gardés: de moins en moins de droits pour circuler, se rassembler, manifester.

Frontières fermées aux migrant-e-s, des milliers de mort-e-s, hommes, femmes, enfants, noyé-e-s en mer, asphyxié-e-s dans des camions, tué-e-s sur les routes, dans la rue.

C'EST LA LIBERTÉ QU'ON ÉTOUFFE
Les discours de haine à l'encontre des sans-papiers prononcés par le ministre de l'Intérieur, les polémiques islamophobes initiées par la ministre de l'Enseignement supérieur, des journalistes ou «experts» fachos se relayant sur les plateaux téléés pour affirmer que Trappes ce n'est plus la France à cause des musulman-e-s: on étouffe.

L'extrême droite légitimée par tous ces discours ambiants, des milices identitaires qui ne cessent leurs exactions à l'encontre des migrant-e-s: on étouffe!

À Calais et ailleurs, des milices d'État vandalisent les campements de réfugié-e-s, les photographes journalistes ont l'interdiction de témoigner: on crève les yeux de la presse et on étouffe la voix de migrant-e-s pour ne pas faire entendre les cris des appels à l'aide, le bruit des noyades, des violences subies et les cris de la colère.

C'EST LA SOLIDARITÉ QUI ÉTOUFFE.
L'Union européenne lutte contre la propagation du virus mais bloque les migrant-e-s dans des campements insalubres en Grèce. Le



président Macron enferme des sans-papiers dans les centres de rétention, précarise les foyers de travailleurs-euses immigré-e-s, laisse les migrant-e-s à la rue, les jeunes isolé-e-s sans protection, les sans-papiers sans accès aux droits.

Cette politique anti-migratoire, mâtinée d'islamophobie, de nationalisme et d'autoritarisme du gouvernement actuel voudrait casser toute solidarité envers les personnes migrantes, les sans-papiers.

C'est ainsi que les Obligations de quitter le territoire français (OQTF) pleuvent et sont la plupart du temps accompagnées d'Interdiction de retour sur le territoire français (IRTF).

La stratégie est d'invisibiliser tout en se servant de leur force de travail essentielle.

Mais, depuis mai 2020, le mouvement des sans-papiers et la Marche des Solidarités s'opposent avec détermination et courage à cette politique. Partie prenante du mouvement social d'opposition à la politique du gouvernement Macron, elles et ils ont ouvert la voie en brisant l'interdiction de manifester le 20 mai 2020 et en construisant un mouvement qui a investi la rue et les routes de France avec les Actes 1, 2, 3 et 4 pour la régularisation de toutes et tous et la liberté de circulation et d'installation.

C'EST L'ÉGALITÉ QU'ON ÉTOUFFE.

Chacun chez soi c'est plus de racisme et de nationalisme, plus d'inégalités et de pauvreté, moins de libertés.

C'EST L'AVENIR QUI ÉTOUFFE. DE L'AIR!

Le 20 mars on manifeste pour:

- LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION
- LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS
- LA PROTECTION AUTOMATIQUE, DÈS LEUR ARRIVÉE, DES JEUNES ÉTRANGER·ÈRES ISOLÉ·E·S
- LA FERMETURE DES CENTRES DE RÉTENTION
- L'ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOU·TE·S DANS TOUS LES DOMAINES (TRAVAIL, LOGEMENT, SANTÉ, ÉDUCATION...)
- LE DROIT DE VOTE DES ÉTRANGER·ÈS
- LA FIN DES CONTRÔLES AU FACIÈS ET DES VIOLENCES POLIÉIÈRES
- VÉRITÉ ET JUSTICE POUR LES FAMILLES DE VICTIMES
- ABROGATION DE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE
- L'ABROGATION DE LA LOI SÉPARATISME
- LA FIN DES DISCOURS STIGMATISANTS



MARCHE DES SOLIDARITÉS

SAMEDI 20 MARS ~ 14H ~ LUXEMBOURG (RERB)

20 MARS 2021

2 JOURNÉES INTERNATIONALES CONTRE

LE RACISME SYSTÉMIQUE ET LES VIOLENCES POLICIÈRES, CARCÉRALES, JUDICIAIRES

10 ANS



STOP À L'IMPUNITÉ !

13h 12, place Édmond-Rostand,
Paris 6e

MARCHES VÉRITÉ ET JUSTICE POUR TOUTES LES VICTIMES
ORGANISÉES PAR LES FAMILLES DES TUÉ·E·S ET LES BLESSÉ·E·S

Communiqué de la Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale du 4 Mars

Mobilisation générale du 13 au 20 mars pour nos libertés !

Vers une grande semaine d'actions contre la loi Sécurité globale et pour la restauration de nos libertés

Après que la proposition de loi « Sécurité globale » a été adoptée le 24 novembre dernier par l'Assemblée nationale, le texte est arrivé en commission de lois au Sénat ce mercredi 3 mars 2021. 256 amendements ont été déposés par la chambre haute. Les débats en séance plénière se tiendront les 16, 17 et 18 mars. La Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale appelle à se mobiliser partout en France dès le 13 mars pour mettre en échec ce texte et la logique liberticide qui l'accompagne.

Face à la colère citoyenne qui s'exprime depuis le 8 novembre à travers des centaines de manifestations partout en France, le gouvernement a tenté de trouver des échappatoires au sujet de l'article 24, et les rapporteurs de la proposition de loi au Sénat ont indiqué qu'ils réécriraient totalement cet article.

Cependant, le sénateur Loïc Hervé (UDI Haute-Savoie), corapporteur, s'est publiquement inquiété ce mardi 2 mars des dispositions de l'article 21 qui permet aux autorités de rendre public l'enregistrement des caméras-piétons : "La police va devenir une agence de presse."

Malgré la pression de la rue et les alertes de la Défense des droits, de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), de cinq rapporteurs spéciaux des Nations Unies ou encore de la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi « Sécurité globale ». Usant de démagogie, la majorité présidentielle fait glisser la France vers une société de la surveillance généralisée en toute connaissance de cause.

Les sénateurs, quel que soit leur bord politique, ont une responsabilité déterminante : montrer qu'au-delà des calculs politiques et de la surenchère sécuritaire permanente qui a présidé à l'élaboration de ce texte, ils restent attachés aux libertés publiques inscrites dans la Constitution et aux droits humains internationalement reconnus

Face à cette menace, la Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale appelle les défenseurs des libertés publiques à se mobiliser avec force contre ces textes liberticides, qui s'empilent dans le calendrier parlementaire. Elle invite la population à se rassembler :

- **du samedi 13 mars au vendredi 19 mars, partout où cela sera possible en régions ;**
- **mardi 16 mars**, jour de l'arrivée de la proposition de loi « Sécurité globale » en séance, devant **le Sénat à Paris** et devant **les préfetures et sous-préfetures en régions (détails à venir)**
- **samedi 20 mars**, lors des marches des collectifs de familles et victimes de violences policières, notamment celle qui se déroulera à Paris de la place Edmond-Rostand vers Bastille.

La proposition de loi « Sécurité Globale », représente une atteinte gravissime à l'État de droit et aux libertés fondamentales. Son article 24 cherche à dissuader tout citoyen de filmer l'action de la police, ce qui entraverait la liberté d'informer et d'être informé et invisibiliserait davantage les violences policières.

L'ensemble de la loi élargit de manière indiscriminée les pouvoirs de surveillance de la police, en généralisant l'usage des drones et de caméras-piétons, dispositifs pouvant être reliés à des logiciels de reconnaissance faciale qui annihilent toute notion de vie privée dans l'espace public.

Ce texte, avec le projet de loi « Confortant les principes de la République », les décrets élargissant le fichage politique ou les récentes attaques contre les libertés académiques, est le symbole d'une évolution d'un État de droit vers un État de police, dans lequel le citoyen est considéré comme une menace. Enfin, le Schéma national de maintien de l'ordre (SNMO) du 16 septembre, dont la coordination demande sa suppression, assimile les journalistes à des manifestants.

La France glisse doucement mais sûrement vers un état illibéral, autoritaire et policier, alors que le monde entier est confronté à une pandémie. Nos libertés, si chèrement acquises, fondent comment neige au soleil depuis de nombreux mois. La société civile toute entière doit prendre conscience que le jour d'après que nous espérons plus solidaire se transforme finalement en cauchemar d'après.

Créée le 8 novembre 2020, la Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale est déterminée à s'opposer à tous ces textes liberticides sur lesquels les parlementaires légifèrent en service commandé par le gouvernement pour restreindre nos libertés.

La Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale fédère des syndicats, sociétés, collectifs, associations de journalistes, de réalisateurs/trices et photographes, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de victimes de violences policières, de collectifs de quartiers populaires, d'exilé-es et de Gilets jaunes.

Paris, le 4 mars 2021.



**POUR LE RETRAIT DE
LA LOI "SÉCURITÉ GLOBALE"
ET LES AUTRES
TEXTES LIBERTICIDES
DU GOUVERNEMENT**

MARCHE DES LIBERTÉS

Samedi 20 mars à 14h

à ANNECY (Pâquier)

Coordination #StopLoiSécuritéGlobale 74

Contact : libertespubliques.annecy@laposte.net

Pendant "l'État d'urgence sanitaire"

on démantèle la démocratie :

- Loi "sécurité globale": une police à l'abri des caméras, davantage municipalisée et privatisée, une grave remise en cause de la liberté de la presse...
- Projet de "loi confortant les principes républicains": contrôle de toutes les associations, religieuses ou pas, rendues plus faciles à dissoudre
- Décrets du 4/12/2020: fichage des opinions politiques et religieuses, des données de santé, des orientations sexuelles, etc. des citoyens et de leurs organisations
- Projet de loi "Instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires": limitation à tout moment des libertés publiques sous prétexte de risque d'urgence sanitaire
- "Beauvau de la sécurité" en cours : concertation gouvernement-police (sans les citoyens) pour conforter les pratiques liberticides de la police et lui donner plus de moyens technologiques de surveillance de masse
- etc...

Face à la crise économique, financière et sociale en cours, le gouvernement utilise la pandémie pour remettre en cause la démocratie. C'est inacceptable !

LES PEUPLES SE MOBILISENT DANS LE MONDE

*C'est à chacun de nous d'agir
pour préserver les libertés démocratiques*

<https://stoploisecuriteglobale.fr/>

Connaissez-vous l'association "Le Grand Rassemblement"?

<https://www.facebook.com/debunkersdehoaxED/posts/3943784102309956>

>>> COMMUNIQUÉ Debunkers des rumeurs/hoax d'extrême droite <<<

Ils organisent le "printemps des libertés" à Annecy dimanche prochain, 21 mars.

Le mot d'ordre est le suivant:

"Venez réaffirmer vos libertés dans un état d'esprit pacifique, avec vos tenues les plus créatives et colorées pour célébrer le printemps, le renouveau !

Venez défiler, danser et chanter au rythme d'une batucada enthousiaste et d'artistes engagés !

On vient à titre personnel pour sa souveraineté personnelle sans banderole ni affichage d'appartenance."

Et nous avons appris la venue de diverses "personnalités" dont HK, par nos "contacts culturels".

Or cette association est dirigée par Jacques Roura, un complotiste de la plus belle eau. Défendant Fourtillan (<https://www.debunkersdehoax.org/davos-covid-depistage.../>), Peronne, les théories du complot sur les "taux vibratoires", et les thérapies prouvées comme inutiles comme l'HCQ/azythromycine, etc...

Le "Grand Rassemblement" est un groupe complotiste anti-masque. Mais pas que. Actuellement, tous leurs événements sont en lien avec les "libertés". Ils ont été filmés récemment par l'équipe de TMC à leur marche des libertés (<https://www.tf1.fr/.../martin-weill-tous-complotistes...>) où était invité la responsable Qanon suisse, Chloé Frammery (<https://www.heidi.news/.../ce-que-chloe-frammery...>)...

Ils s'en prennent aussi à l'éducation nationale sous couvert également de ces "libertés" (<https://libinfo74.fr/le-grand-rassemblement-pour-les-.../>).

UN AVANT-GOÛT DE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE



Suite à une action du mouvement "Extinction Rébellion" le 12 septembre 2020 sur le terrain de l'aéroport de Meythet pour interpellier les pouvoirs publics sur l'utilisation pour des avions privés ou de tourisme de 110 ha de terre arable

Jean-Marie Hubert, activiste d'Extinction Rébellion, est cité à comparaître devant le tribunal de police le 23 mars, « pour avoir pénétré en compagnie de 15 autres individus sur le site de l'aéroport d'Annecy, côté piste, en escaladant la clôture et déployé ensuite des banderoles »,

Gérard Fumex, journaliste qui couvrait l'événement est également cité à comparaître pour les mêmes motifs alors qu'il intervenait à titre professionnel

et ce sans préjuger des cas d'un deuxième journaliste présent et des autres activistes

La Coordination "StopLoiSécuritéGlobale 74" appelle à un rassemblement de soutien devant le Palais de Justice d'Annecy le 23 mars à 9h

CONTRE LA CRIMINALISATION DE L'ACTION MILITANTE ET POUR LA LIBERTÉ D'INFORMER

Restons vigilants !

Coordination #StopLoiSécuritéGlobale 74

Contact : libertepubliques.annecy@laposte.net

3 groupes sont liés au Grand Rassemblement:

- Reinfocovid (<https://france3-regions.francetvinfo.fr/.../covid-19-5...>)
- "Réaction19" dirigé par Carlo Brusa, l'avocat star des complotistes (<https://www.tf1.fr/player/13759253>)
- Et "Bon sens" (<https://www.liberation.fr/.../la-deputee-martine-wonner.../>)

Ces sites star de la "covidosphère" sont bien évidemment puissamment relayés par les médias de l'extrême droite (Sud Radio et Radio Courtoisie par ex) et la fachosphère en général.

Leur référence scientifique? Le magazine "Nexus" dont nous avons parlé récemment dans notre dernier article sur Béchamp/pasteur.

Nexus est un média promouvant les pseudosciences et les théories du complot ainsi que, une paille, l'antisémitisme et le négationnisme. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nexus_\(revue\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nexus_(revue)) L'avis de "PSIRAM" est sans appel:

"Cette revue est en effet spécialisée dans tout ce qui est guerre contre la science, de la physique à la biologie en passant par les pratiques médicales. Elle souscrit à toutes les thèses les plus folles pourvu qu'elles soient contestataires et sectaires, voit des complots partout, mais se targue d'esprit libre."

https://www.psiram.com/fr/index.php/Magazine_NEXUS

D'ailleurs, la page du "Grand Rassemblement" est à cette image...

Maintenant, sous couvert d'organisation d'un "Carnaval", beaucoup d'associations culturelles locales ont été sollicitées sans que le "GR" fasse état de leurs réelles intentions politiques affichées.

C'est pourquoi les Debunkers alertent d'ores et déjà toute association, personnalité, groupe qui pourrait être tenté(e)s de se joindre à ce mouvement complotiste fascistoïde.

A lire et à relayer au plus vite.



A 3 mois de la fin du mandat, le Conseil Départemental a osé signer, *pour la seconde fois*, une concession de 15 ans avec le groupe Vinci pour l'exploitation de l'aérodrome d'Annecy (la concession qui se termine était de 7 ans).

Et, *pour la seconde fois*, le tribunal administratif retoque la décision pour non-respect de la législation.

Mais qu'est-ce qui pousse les 34 conseillers départementaux à vouloir coûte que coûte figer la situation pour 15 ans avant, pour certains, de tirer leur révérence ? Pourquoi veulent-ils à tout prix installer Vinci aux commandes ?

Quelle est l'utilité de cet aérodrome : 110 hectares capturés en pleine agglomération, pour des activités de loisirs bruyantes et très onéreuses, pour une aviation d'affaires lucrative et très polluante, et surtout sans aucun service public depuis 2013. Pourtant, le Conseil Départemental a réalisé de très gros investissements depuis 7 ans et apporte une subvention conséquente chaque année, pour limiter les déficits de fonctionnement du concessionnaire.

Gaspillage de l'argent public, bruit incessant, pollution :

Stop à l'exploitation de l'aérodrome d'Annecy !

Pour une reconversion du terrain, à partir de projets portés par la population.

Le Conseil Départemental se réunit le 29 mars 2021. Nous irons les accueillir puisqu'ils refusent de nous rencontrer !

Rendez-vous

lundi 29 mars 2021 dès 8H30 devant le siège du Département

1, Rue du 30eme régiment d'infanterie (à côté de la Préfecture)

Collectif CRASH. Annecy : 8 associations et mouvements : ACDNA, ADP, Amis de la Terre, AVVM, Terre d'Union, EELV, Les Annéciens, XR

LES RETRAITÉS VEULENT VIVRE !

Depuis de nombreuses années, les retraités vivent de plus en plus mal, car ils subissent une dégradation importante de leur pouvoir d'achat et leur niveau de pension ne cesse de se détériorer. De nombreux retraités ont des pensions mensuelles égales ou inférieures à 1 000 euros et sont contraints à des privations importantes pour boucler leurs fins de mois.

La revalorisation de 0,4% au 1^{er} janvier 2021 et le gel des retraites complémentaires constituent une véritable provocation. Ce n'est plus possible de vivre décemment dans de telles conditions.

Nous exigeons une revalorisation immédiate de 100 euros mensuels dans l'attente d'un véritable rattrapage des pensions.

Pas une retraite en dessous du SMIC !

Le saccage des hôpitaux et de la santé publique : ça suffit !

Des dizaines de milliers d'opérations sont déprogrammées. Plus de 30% de la population, dont de nombreux retraités, ne peuvent plus se soigner, faute de moyens financiers.

100 000 lits hospitaliers ont été supprimés en 30 ans par les gouvernements successifs (avec des suppressions massives de personnel), et le gouvernement Macron en a fermés 7 500 en 2019 et 2020 !

Aucun lit de réanimation n'a été ouvert depuis le début de l'épidémie ! On nous parle de saturation pour la réanimation, mais les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- en Ile de France 1100 lits de réanimation pour 12 millions d'habitants !
- aggro de Dunkerque : 14 lits de réa pour 180 000 habitants !
- en Haute-Savoie : moins de 100 lits de réa pour 850 000 habitants !

Nous exigeons la réouverture des lits supprimés, la création de lits de réanimation et les embauches correspondantes.

Et que dire de la campagne de vaccination, comme hier sur les masques et les tests, c'est une véritable gabegie, le «chaos» vaccinal et le parcours du combattant pour celles et ceux qui veulent se faire vacciner !

NON aux mesures et décrets restreignant les libertés démocratiques qui cherchent à empêcher de revendiquer !

Ensemble, Retraité-e-s, Jeunes, Actif-ve-s, toutes générations que le gouvernement tente d'opposer en permanence, faisons-nous entendre ENSEMBLE.

Les conquêtes sociale, elles sont à nous !

On s'est battu pour les gagner, on se bat pour les garder !

Nos vies valent mieux que leurs profits !



Pour un droit à l'autonomie dans le cadre de la branche Maladie de la Sécu

La perte d'autonomie est indissociable d'une approche globale de la santé et doit être reconnue dans la branche maladie de la sécurité sociale, avec un financement par les cotisations sociales.

Ce n'est pas aux retraités de financer la perte d'autonomie, ni par l'impôt, ni par des mesures fiscales supplémentaires.

Solidarité entre générations

(extrait de la déclaration commune syndicats de retraités / syndicats lycéens de Haute-Savoie)

«Hier et plus encore aujourd'hui, depuis le début de la pandémie, le gouvernement et ses relais médiatiques cherchent à opposer les retraités à la jeunesse. Les premiers seraient des nantis, ils mettraient en péril l'avenir des jeunes ; pourtant, qui est responsable de l'appauvrissement des retraités, des salariés, des jeunes ? Qui est responsable de la précarité de la jeunesse ? Ce sont toutes les prétendues réformes des gouvernements successifs qui brisent une à une ces conquêtes sociales intergénérationnelles et privatisent sur ordre de l'Union Européenne, sous l'égide du patronat et du CAC40. Remise en cause du Code du Travail qui tente à généraliser l'ubérisation chez les jeunes, attaque contre la sécurité sociale (exonérations des cotisations patronales, CSG, CRDS...), recul de l'âge de la retraite et mise en chantier d'un système de retraite dit «universel», remise en cause des diplômes nationaux...»

MERCREDI 31 MARS

**TOUS AU RASSEMBLEMENT / MANIF
14 H - PRÉFECTURE - ANNECY**

EXPOSITION

DU 13 AU
24 AVRIL 2021

MÉDIATHÈQUE
LA TURBINE
L'ÉGALITÉ EN BD

Exposition :

**LES CARTES DE LA
FRATERNITÉ**

**RACISME, DISCRIMINATION :
COMPRENDRE POUR AGIR**

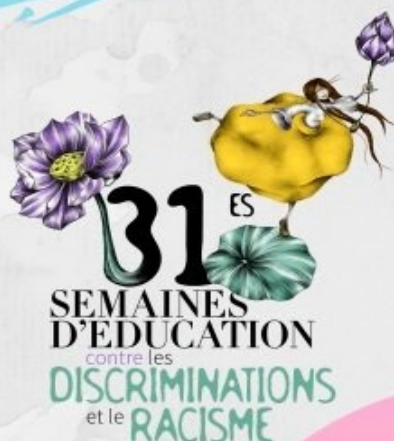
**L'UNIVERS
CONCENTRATIONNAIRE NAZI**

**HISTOIRE ET
GÉNÉALOGIE**

**IL N'Y A PAS D'ÉTRANGERS
SUR CETTE TERRE**

Comité local Annecy SECDR

BALANCE
TES
PRÉJUGÉS,
SANS HAINE



EXPOSITION

DU 30 MARS AU
3 AVRIL 2021

MÉDIATHÈQUE
BONLIEU

EXPOSITION

DU 27 AU
30 AVRIL 2021

MÉDIATHÈQUE
LA TURBINE

EXPOSITION

DU 6 AU
10 AVRIL 2021

MÉDIATHÈQUE
DE SEYNOD



ANNECY



La Cimade
Annecy-Haute-Savoie
L'humanité passe par l'autre



GF
GROUPE
FRANÇAIS
D'ÉDUCATION
NOUVELLE



Avec le soutien de : Ville d'ANNECY, DDCS, Conseil Départemental

Contre la surveillance biométrique de masse : signez la pétition européenne

<https://technopolice.fr/blog/contre-la-surveillance-biometrique-de-masse-signez-la-petition-europeenne/>

Le collectif « Reclaim your Face », lance aujourd'hui sa campagne contre la surveillance biométrique et notamment la reconnaissance faciale. « Reclaim Your Face » est composé de plus de quarante associations de défense des libertés et menée par l'organisation européenne EDRI. Cette campagne prend la forme d'une « initiative citoyenne européenne » : il s'agit d'une pétition institutionnelle visant à recueillir 1 million de signatures au sein de plusieurs pays de l'Union européenne pour demander à la Commission d'interdire les pratiques de surveillance biométrique de masse

En décembre 2019, l'OLN, accompagnée de 124 organisations, demandait déjà [l'interdiction de la reconnaissance faciale sécuritaire](#). Nous avons souligné les dangers de cette technologie : le risque d'une surveillance permanente et invisible de l'espace public, nous transformant en une société de suspects et réduisant nos corps à une fonction de traceurs constants pour abolir l'anonymat dans l'espace public.

La surveillance biométrique ne se limite pas à la reconnaissance faciale. Un an après, notre demande d'interdiction n'a pas abouti et les techniques de surveillance biométrique se sont multipliées, notamment dans le contexte de la crise sanitaire. Alors que la police continue d'utiliser de façon massive la reconnaissance faciale à travers le fichier des Traitements des Antécédents Judiciaires (TAJ), plusieurs villes et administrations ont déployé des dispositifs de contrôle de température, de détection de port du masque ou des projets de vidéosurveillance intelligente pour suivre et tracer les mouvements sociaux.

La France n'est malheureusement pas le seul pays où se développe cette surveillance biométrique. En Italie, en Serbie, en Grèce ou aux Pays-Bas, l'État déploie plusieurs dispositifs qui promettent à l'Europe un avenir de surveillance automatisée permanente.

Des batailles contre la société de contrôle se jouent donc aujourd'hui : dans les mobilisations sociales contre les projets de loi sécuritaires, dans la lutte contre l'opacité qui entoure le déploiement de ces techniques, dans les tribunaux où sont contestées ces expérimentations de surveillance.

Chaque initiative compte. Cette pétition européenne a pour objectif de montrer le refus populaire massif et d'imposer un débat sur l'arrêt du déploiement de ces outils de contrôle, et nous l'espérons permettra d'obtenir un texte protecteur à l'échelle de l'Union européenne.

C'est un combat important contre des futurs où nos corps et nos comportements seraient en permanence scannés.

Demandons donc ensemble l'interdiction formelle de la surveillance biométrique : de la reconnaissance faciale sécuritaire, de l'analyse des émotions et des comportements par la vidéosurveillance, des prédictions automatisées en raison de caractéristiques physiques, de l'analyse automatisée biométrique de nos profils sur les réseaux sociaux, de l'analyse automatique de nos voix et de nos comportements pour nous contrôler.

Pour rejoindre cette lutte, nous vous invitons donc à signer et à relayer cette pétition sur la page de campagne de la Coalition Reclaim Your Face : <https://reclaimyourface.eu/fr/>

Organisations signataires relais de la campagne en France

Organisations membres de l'OLN :

La Quadrature du Net ([LQDN](#)), - La Ligue des Droits de l'Homme ([LDH](#)), - Le Syndicat de la Magistrature ([SM](#)). - Le Syndicat des Avocats de France ([SAF](#)), - [Le CECIL](#), - [Creis-Terminal](#), - [Globenet](#),

Ainsi que : [Le Mouton Numérique](#), [Lève les yeux](#), [Attac](#).

Pour aller plus loin :

Le communiqué de lancement d'EDRI traduit en français.

Le texte de l'initiative validé par la Commission européenne et ses annexes disponibles [ici](#) en français et reproduit ci-dessous :

« Initiative de la société civile en vue d'une interdiction des pratiques de surveillance biométrique de masse »

Nous exhortons la Commission européenne à réglementer strictement l'utilisation des technologies biométriques afin d'éviter toute atteinte injustifiée aux droits fondamentaux. Nous demandons en particulier à la Commission d'interdire, en droit et en pratique, les utilisations indifférenciées ou arbitrairement ciblées de la biométrie pouvant conduire à une surveillance de masse illégale. Ces systèmes intrusifs ne peuvent être développés, mis en place (même à titre expérimental) ou utilisés par des entités publiques ou privées dans la mesure où ils sont susceptibles d'entraîner une atteinte inutile ou disproportionnée aux droits fondamentaux des personnes.

Il apparaît que certaines utilisations de la surveillance biométrique de masse dans les États membres et par des agences de l'UE ont donné lieu à des violations de la législation de l'UE en matière de protection des données et ont indûment restreint les droits des personnes, y compris le droit au respect de la vie privée, le droit à la liberté d'expression, le droit de manifester et le droit à la non-discrimination. Le recours généralisé à la surveillance biométrique, au profilage et à la prédiction constitue une menace pour l'état de droit et pour nos libertés les plus fondamentales.

Par cette ICE, nous prions donc instamment la Commission de proposer un acte juridique qui s'appuiera sur les interdictions générales prévues par le RGPD et la directive en matière de protection des données dans le domaine répressif et respectera pleinement lesdites interdictions, pour faire en sorte que le droit de l'Union interdise explicitement et spécifiquement la surveillance biométrique de masse.

Urgence Mumia

Mumia Abu Jamal, testé positif au covid 19 est en danger de mort, seule sa libération et son hospitalisation dans un hôpital public permettrait de le sauver or seule la pression internationale permettra cette décision, le passé l'a prouvé, chaque message compte

c'est pourquoi nous vous sollicitons pour envoyer le texte suivant

- au Gouverneur Tom Wolf / brunelle.michael@gmail.com
- au Procureur Larry Krasner / justice@phila.gov
- au Secrétaire d'Etat John Wetzel / jowetzel@state.pa.us

Textes à copier-coller (anglais + français) :

We are extremely worried about Mumia Abu Jamal's state of health. He has tested positive for Covid-19 and has been diagnosed with congestive heart failure. Taking into consideration his medical history (hepatitis C) he is especially vulnerable. If he remains incarcerated his chances of survival are extremely low. Because of this we request his immediate hospitalisation so that he may receive whatever treatment is necessary in the care of independent professionals. We would also request his release from prison as soon as his health allows him to re-join his family. To avoid massive contamination through the Covid pandemic we would also request that all sick, elderly inmates should be freed.

NOM / PRENOM / VILLE / FRANCE

Nous sommes très préoccupés par l'état de santé de Mumia Abu-Jamal, testé positif pour Covid-19 et diagnostiqué avec une insuffisance cardiaque congestive. Tenant compte de ses antécédents médicaux (hépatite C) il est très vulnérable. S'il reste incarcéré, ses chances de survie seraient extrêmement faibles. En conséquence, nous demandons son hospitalisation immédiate pour qu'il reçoive les soins appropriés par des professionnels indépendants et sa libération dès qu'il sera en état de rejoindre sa famille. Pour éviter la contamination de la pandémie de Covid, nous vous demandons également de libérer tous les détenus les plus vulnérables, malades et âgés.

Bonjour à chacune et chacun,

Je souhaite revenir cette semaine sur deux aspects liés à la situation politique en France et en Europe notamment au travers de ce qui vient de se passer en Italie.

D'abord abordons la tactique du rideau de fumée de notre pouvoir.

Nos concitoyens vivent dans l'angoisse, ils souffrent parfois pour leurs proches hospitalisés. Pire, ils pleurent ceux des leurs qui sont décédés. Ils sont dans l'incertitude quant à l'avenir. Une multitude d'indicateurs montre une progression de la pandémie, du nombre d'hospitalisations. Les élus alertent sur les risques.

Pendant ce temps-là, que fait le pouvoir ? Des conférences de presse avec des tableaux complexes. Il semble oublier, ce pouvoir, que derrière la sécheresse des courbes, il y a des morts. On peut moquer les effets de la pandémie aux USA : la proportion de décès par rapport au nombre d'habitants est la même qu'en France. On nous explique qu'on attend les effets des vacances scolaires. Autrement dit on reconnaît que l'ouverture ou non des écoles a un effet sur la pandémie alors qu'on nous a expliqué le contraire il y a quelques mois.

Après le confinement « après » 18h, voici le confinement le week-end. Ah bon ! On peut se contaminer le soir après 18h, et le samedi et le dimanche mais pas pour aller au « turbin ». Le virus s'évanouit dès lors que l'on prend le chemin du travail ! La politique macroniste, durant la pandémie, ne perd jamais de vue qui elle doit servir en priorité : les entreprises. Pas la culture, pas la rencontre, pas les loisirs, pas les repas de famille ! Non, la valorisation du capital. Peu importe que ce soit une nouvelle fois les catégories populaires les plus sacrifiées, dans le transport et devant l'établi, le chantier, la caisse du supermarché, à l'hôpital ou au bureau. L'important pour le pouvoir et ceux qu'il sert, c'est l'économie comme ils disent. Doit-on rappeler que ce sont dans les quartiers populaires qu'on a le moins accès au vaccin. Les populations et les organisations démocratiques devraient se faire davantage entendre sur l'égalité d'accès au vaccin et sur la gratuité des masques.

Un nombre important de nos concitoyens doit faire face à la précarité (notamment énergétique), aux fins de mois de plus en plus difficiles, licenciements, chômage... La pauvreté de masse est si étendue que les organisations de solidarité sont dépassées. Ceci a lieu en France, sixième puissance mondiale en 2021. Un comble ! Et de quoi nous parle-t-on en haut lieu ? De sécurité globale, de séparatisme, de viande dans les cantines, d'écriture inclusive, d'islamo-gauchisme – lequel envahirait nos universités comme hier le « judéo-bolchevisme » tenait le pays. Et le président descend dans l'arène du petit cirque médiatique en faisant joujou avec deux Youtubeurs. C'est dérisoire. Puis l'un des principaux ministres du gouvernement, celui de l'intérieur, discute un jour paisiblement avec la cheffe de l'extrême droite puis le lendemain avec un chroniqueur télévisuel porté par les vents du grand capital sur C-News, après avoir rendu sa copie au Figaro ?

Ne nous trompons pas : rien de ceci n'est dû au hasard. Tout ici est calcul. C'est la fumée qu'on pousse devant nos yeux pour camoufler l'essentiel : la violence de la lutte des classes engagée par les puissances d'argent contre les classes populaires. Ainsi, cette belle polémique autour de la viande à la cantine, alors qu'on ferme les restaurants, cache bien les millions de tonnes de viande importée des pays d'Amérique Latine et des USA contre nos élevages limousins et charolais.

Mais il y a une autre fonction cachée et plus insidieuse de ces polémiques politiciennes bien orchestrées : diviser, cliver. Diviser toujours, cliver encore. Polémiquer sur les repas d'une municipalité dirigée par un maire écologiste a pour fonction de faire monter les écologistes dans la perspective des élections à venir et donc de diviser et affaiblir le camp de la gauche. Reprendre les arguments de la droite (en les durcissant) avec la loi sécurité globale et l'islamo-gauchisme fantasmé dans quelques cellules noires proche du pouvoir a pour objectif de mettre la pagaille au parti « les républicains » et d'attirer leurs électeurs.

Un jeu dangereux s'impose : déporter sans cesse la politique du côté de la droite extrême et de l'extrême droite devenue « molle », trop « molle » selon le ministre de l'intérieur. En effet le parti d'extrême droite tend à se normaliser, avec l'acceptation de L'Euro, puis il y a trois semaines de l'espace « Schengen » et, voici une semaine, il s'est prononcé contre l'annulation des dettes. Autrement dit, les forces du capital préparent comme en Italie une nouvelle alliance pour sauver le système.

Le moment où la droite, le pouvoir et l'extrême droite circuleront en covoiturage n'est peut-être pas si loin. Dans un tel contexte, face à un tel danger, inconscients seraient ceux qui ne travailleraient pas à une riposte unitaire aux côtés des penseurs, des intellectuels, des chercheurs, des ouvriers et employés, des privés d'emplois, des jeunes à l'avenir bouché. La riposte des 18000 universitaires soit déjà 20% des enseignants du supérieur contre les accusations gouvernementales « d'islamo-gauchisme » est très intéressante et doit être confortée. Ce concept forgé de toute pièce par l'extrême-droite à ceci de redoutable qu'il est destiné à exister par le seul fait d'en parler, de le propager pour créer une police de la pensée au moment même où l'université est en souffrance, que des étudiants ont faim, que certains vont jusqu'au suicide.

Cette attaque est évidemment plus large : elle vise à créer une égalité de terme dans un imaginaire fantasmé entre Gauche, Islamisme et Terrorisme. La création d'un tel monstre fait froid dans le dos et peut avoir de dramatiques conséquences sur le rapport des forces politiques, sociales et culturelles contre les universitaires, les travailleurs, la gauche dans son ensemble. Personne ne sera épargné par un concept qui selon l'aveu même de la ministre des universités dans le Journal du Dimanche n'a aucun fondement scientifique mais correspond à « un ressenti de nos concitoyens » ; autrement dit, on fait exister de toute pièce un concept en lui donnant un nom, espérant que même sa vacuité va remplir un « impensé » et fabriquer des fantasmes contre La République. Le moment est sérieux, grave, préoccupant. Il est grand temps que nous nous levions. Empêchons la bête immonde de franchir le seuil de la porte !

Le laboratoire italien ?

En lien avec ce que je viens de dire, je souhaite qu'on puisse s'attarder sur ce qui vient de se passer en Italie. Un basculement vers un scénario inédit d'une immense portée : la formation d'un gouvernement dit « d'union nationale » dirigé par ce que les médias du système appellent « un technicien » autrement dit une personnalité prétendument apolitique, Mario Draghi. Le motif ? Utiliser les 209 milliards du plan de relance européen présenté comme une manne salvatrice tombant du ciel. Or, il s'agit en vérité de 82 milliards de subventions et de 127 milliards de prêts qui s'étaleront sur une période de six années. Les subventions pour tous les pays européens seront alimentées par chaque pays de l'Union Européenne en fonction des richesses qu'ils produisent (ou PIB produit intérieur brut). Or, L'Italie devra contribuer pour ce plan à hauteur de 40 milliards d'euros. Ceci réduit donc la subvention à 42 milliards. L'Italie bénéficiera d'une aide européenne qu'on peut évaluer à 11 milliards par an sur six ans alors que la chute de son produit intérieur brut avoisine 160 milliards pour la seule année 2020. Le peuple Italien va donc être enchaîné aux exigences des marchés financiers et aux demandes pressantes de la commission européenne agissant en leur nom. Ce sera le sens des nouvelles « contre-réformes structurelles » qui seront exigées. C'est la raison de cette union nationale au gouvernement. J'y reviendrai.

Voici donc celui qui a fait ses preuves comme garant des marchés financiers. Je parle de Mario Draghi. Il a fait ses classes sous les lambris dorés de la banque états-unienne Goldman Sachs pendant que celle-ci s'illustrait en inondant les marchés de créances toxiques qui allaient déclencher la crise de 2008. Il a également maquillé les comptes d'États européens. Le voilà installé à la tête de la troisième puissance européenne à la demande des industriels et des banquiers avec l'ardent soutien de Mme Merkel et de M. Macron.

A la présidence de la banque centrale européenne, il épon-geait l'écroulement financier qu'il avait contribué à créer pour offrir des débouchés au capital en manque d'investissements lucratifs tout en exigeant des peuples privatisations et sacrifices sociaux, non sans avoir dépecé la Grèce au nom de la « stabilité monétaire ». Nous avons ici le prototype ce ceux qui sont présentés comme constituant « l'élite » pour cacher qu'il s'agit de valets du capital.

La grande nouveauté du scénario italien tient à un renver- sement des données d'un débat initié depuis plus d'une dé- cennie, dans lequel, à la faveur de l'affaiblissement des partis communistes, il est expliqué depuis quelques années que « la gauche » et « la droite » ça n'existe plus. Les structurations politiques ont été déportées des enjeux des antagonismes de classe vers l'invention de catégories nouvelles comme « les eu- ropéistes » ou « mondialistes » contre les « souverainistes de tout bord », le « peuple » s'opposant aux « élites », ou « les élites » contre les « populistes » de droite ou de gauche ; les cosmopolites contre les identitaires.

Dans chacune de ces oppositions « artificielles », c'est le capitalisme qui est toujours protégé tandis que la classe des travailleuses et des travailleurs est toujours plus exploitée et ses conquies rongés. Autrement dit l'affaiblissement des partis communistes et des anciens partis authentiquement sociaux- démocrates permet aux mandataires du capitalisme de redé- finir les clivages politiques, de brouiller tous les repères dès lors que les partis sociaux-démocrates sont devenus libéraux, que libéraux et socialistes ont voté ensemble tous les aspects des matrices politiques actuelles de l'organisation mondiale du commerce au Fonds Monétaire international puis des déci- sions aussi lourdes que l'acte unique européen, le traité de Maastricht intégré par la suite dans le traité de Lisbonne. En- semble, ils ont voté toutes les directives d'austérité de la commission et du conseil européen.

La crise du libéralisme ouvre elle-même un espace à une droite extrême et à l'extrême droite détournant toujours les regards des exploités vers d'autres exploités : les immigrés, la concurrence de pays à bas salaire (que le capital organise lui-même) le prétendu coût du travail sans jamais parler des coûts monstrueux du capital.

Dit autrement, les mandataires politiques des forces du ca- pital ont conquies une hégémonie politique dans les institutions et l'encadrement de L'État, les médias, pour détruire les conquies de la période du Front populaire et de la Libération.

Nous passons avec M. Macron a un nouveau stade puisque ce sont les avancées de la fin du XVIIIème siècle et du milieu du XIXème qui sont aujourd'hui violemment attaquées au tra- vers des lois « sécurité globale » ou « séparatisme » sans par- ler de la loi « pacte ». Cela ne signifie pas que les tenants du pouvoir ont l'accord des citoyens pour le faire. Ils doivent même faire face à de puissants rejets. Mais leur hégémonie idéologique a pour effet de repousser à la marge les questions sociales essentielles : l'avenir de la protection sociale, les services publics, la rémunération du travail, la garantie d'un travail ou d'une formation pour chacune et chacun au profit d'enjeux sociétaux susceptibles de diviser de l'intérieur tous les partis politiques et la société.

Nous vivons un moment très particulier aujourd'hui en France : loi séparatisme, débats pour affronter la pandémie, urgence sanitaire, Trappes, viande dans les cantines, écriture inclusive, prise de position très réactionnaires, de ministres comme Darmanin et Blanquer. Signalons d'ailleurs brièvement ici que le parti de M. Macron veut se structurer en vue de la prochaine élection présidentielle en créant des « causes ». On parlera donc de taumachie, du bio ou pas à la cantine, de la parité dans les conseils d'administration, du CAC40, du bien- être animal, mais jamais des conditions de production, jamais évidemment des rapports de classe, du plein-emploi, de l'aug- mentation des salaires, des services publics... La restructura- tion du champ politique, y compris par la promotion de l'ex- trême droite, est un projet idéologique et politique. Voilà qui explique ce qui est à l'œuvre en Italie.

Sous couvert de « gouvernement technique », l'alliance scellée sous l'égide de l'ancien président de la BCE réunit le Parti démocrate, la droite de Forza Italia, les populistes du Mouvement cinq étoiles et l'extrême droite de la Ligue du Nord. Autrement dit les représentants « des élites » et « les popu- listes » de toutes tendances qui, en apparence défendaient jusque-là des choix inconciliables. Rappelons-nous que la ligue du Nord de M. Salvini qui se prononçait pour la sortie de l'Euro devient l'alliée de son gestionnaire. Notons les mêmes mures de Mme Le Pen chez nous.

L'intérêt supérieur, ici, n'est autre que celui du capital euro- péen qui compte bien faire du cas italien un cas d'école pour tous les pays européens. Car l'union nationale sert de parfait prétexte et de vecteur idéal à l'approfondissement des « ré- formes » imposées par la Commission européenne. La « récon- ciliation nationale » s'opère ainsi sous les auspices du marché capitaliste et d'un nouveau degré de financiarisation de l'éco- nomie. Mais surtout sur le dos des travailleurs qui sont une fois de plus appelés à servir de monnaie d'échange contre les lignes de crédit de la Banque Centrale Européenne.

Dans son discours d'investiture le 17 février dernier, M. Dra- ghi est revenu avec force sur l'obligation de contre-réformes nouvelles pour renforcer la concurrence, simplifier le système des impôts au profit des plus fortunés, abaisser un certain nombre de prélèvements sur le capital, réformer l'administra- tion publique, créer des pôles d'excellence pour l'industrie, la transition écologique ou la croissance. Il a insisté sur ce qu'il appelle « les entreprises Zombie » c'est-à-dire la multitude de PME qui ne fonctionnent pas dans le marché capitaliste et qu'il faut laisser mourir.

Bref, ce sont les recommandations européennes. Les mêmes qu'on nous ressasse en France. Son discours sera basé sur la nécessité de « réformes structurelles » pour obtenir les fonds du plan de relance européen. Par ricochet, la voie est ainsi ou- verte aux néofascistes du parti Fratelli d'Italia pour incarner l'opposition à ce consensus bruxellois droitier, mais sur des bases précisément et ouvertement... fascistes.

Ce fameux discours de Mario Draghi en dit long sur la nature de ce consensus : une dose de xénophobie pour complaire à la Ligue du nord, une autre d'écologie pour satisfaire le Mou- vement cinq étoiles, une suivante de baisse de la fiscalité sur le capital pour neutraliser la droite berlusconienne, et enfin une ode à l'Union Européenne pour s'accorder les faveurs du Parti démocrate. Le tout agrémenté d'un serment de fidélité à l'Alliance atlantique.

Les représentants des classes dominantes considèrent à juste titre qu'elles ne disposent plus de majorité populaire pour progresser vers l'étape nouvelle que réclame le système capitaliste pour son déploiement et sa survie. Elle travaille à l'alliance des anciens partis sociaux-démocrates et des forces baptisées populistes de droite ou de gauche pour tenter de s'assurer la majorité sociale et politique qui leur échappe, et d'éviter ainsi toute forme de contestation trop radicale.

Les mouvements sociaux discontinuent et celui des gilets jaunes avec le soutien massif qu'ils ont reçu, comme la sourde protestation qui se répand sur les enjeux de la santé fait co- giter en haut lieu et bien au-delà de la France. Ceci au prix d'une inquiétante redéfinition du champ politique qui se dé- porte toujours plus vers la droite et tend à gommer toute ex- pression anticapitaliste.

Le mouvement de rupture entamé en Italie connaîtra des secousses dans toute l'Europe : déjà des voix s'élèvent à la ligue du nord et au parti populaire européen pour que le parti de Salvini rejoigne le groupe PPE au parlement européen. L'ingestion par le pouvoir macroniste et la droite des thèses de l'extrême droite en France, spectaculaire ces derniers jours, laisse augurer une nouvelle recomposition politique si ceux qui ont intérêt à un changement de politique et de société ne se lèvent pas. Entre des pans entiers d'électorat socialiste conquies en 2017 et neutralisés depuis, et M. Darmanin qui braconne sans vergogne sur les terres idéologiques de l'ex- trême-droite, l'arc macroniste n'est en effet pas si éloigné de celui de M. Draghi. Avec, encore une fois, les réformes struc-

tuelles contre les retraites, la propriété publique et la Sécurité sociale pour viatique.

De ce point de vue, le scénario inquiétant d'un duo de l'élection présidentielle Macron-Le Pen aboutit non seulement à boucher toute perspective de changement politique, social, démocratique, écologique mais il porte en lui-même des années « de sang et de larmes » pour les travailleurs et le peuple. Si, par malheur, l'extrême était élue, cela va sans dire ; mais si dans ce contexte M. Macron était réélu (pour un dernier mandat), il est certain que les contre-réformes des retraites, de l'État, du droit du travail, de l'école et de l'université et surtout c'est la sécurité sociale qui serait jetée dans les crocs des marchés financiers au nom du remboursement de la dette.

On observera dans l'actualité italienne que « la faiblesse de la force communiste » est un handicap pour le mouvement populaire et les travailleurs. Et il est à souligner que les forces qui avaient prétendu la remplacer, celles se réclamant du populisme, notamment de gauche, refusant d'organiser leur action sur une base solide de classe et recourant à des raccourcis souvent outranciers, n'ont pas créé de perspectives politiques favorables pour le peuple et se trouvent finalement ballottées par le vent politique. Jusqu'à se fondre dans un gouvernement au service des puissances financières.

Ceci nous oblige à faire plus de politique, à susciter des débats publics avec les citoyens. Ceci nous oblige à l'action. Les forces libérales, instruites par le succès de Trump et des extrêmes droites européennes, sont en train de pactiser avec ces dernières pour déminer le terrain d'une offensive redoublée contre les droits sociaux et démocratiques. Avec pour notable conséquence un glissement considérable du débat public vers l'extrême droite. La séquence xénophobe orchestrée par le pouvoir la semaine dernière - entre le rapprochement Darnain/Le Pen, la loi séparatisme, la polémique sur Trappes puis sur un prétendu « islamo-gauchisme » - l'illustre parfaitement.

Cette opération d'envergure a pour principale fonction de rendre invisible le durcissement de la lutte de classes, les désastres sociaux, la corruption de l'industrie pharmaceutique, la misère galopante, et les mauvais coups en préparation contre le monde du travail, la jeunesse et les familles populaires sous prétexte des dettes contractées par l'État pour faire face aux conséquences de la pandémie.

Sans l'organisation d'une résistance contre la dé-civilisation capitaliste, sans force ni visée communiste rassembleuse sur un projet de civilisation nouvelle, la stratégie adoptée par les forces capitalistes risque d'entraîner notre continent vers de très sombres lendemains. Travailler à l'union populaire pour des changements de politique et de société relève d'une urgente nécessité.

L'Italie, un laboratoire ?

L'éditorial de L'Humanité Dimanche du 25 février 2021.

[Lire ici](#)



L'Humanité célèbre avec vous le 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris.

Commandez sans attendre le Hors-série « spécial 150 ans de la Commune de Paris : Un espoir mis en chantier ».

Phare d'espoir pour les opprimés, spectre effrayant pour les possédants, la Commune de Paris reste une balise de la lutte des classes. Cent cinquante ans après cette expérience politique pionnière, une telle persistance interroge. Antiraciste et internationaliste, sociale, démocratique, féministe, laïque... la Commune a laissé de nombreux héritages, à commencer par cette radicalité concrète qui continue d'inspirer la visée communiste. Revivez ces 72 jours de révolution, l'histoire de leurs acteurs et la richesse des débats qui leur succédèrent.

124 pages – 8,90 €

[Commander](#)

Le 11 mars le nouveau numéro de la revue La Terre

Profitez de notre offre d'abonnement. Faites-le connaître autour de vous !

[S'abonner](#)

Donnez votre opinion sur L'Humanité et L'Humanité Dimanche en répondant à l'enquête Ifop/L'Humanité

Nous souhaitons toujours mieux répondre aux demandes et besoins des lectrices et lecteurs de L'Humanité pour mettre à disposition des informations, des analyses, des points de vue divers parfois de telle sorte que chacune et chacun puisse réfléchir par lui-même et participer à des actions visant à modifier l'état des choses existant.

Le rôle original de L'Humanité et de L'Humanité Dimanche est déjà très important de ce point de vue même si faute de moyens et de place suffisante nous n'arrivons pas à traiter toute l'actualité comme nous le souhaiterions. Evidemment vos courriers ou vos interpellations sont précieux pour connaître vos avis sur tel ou tel traitement et nous permettre d'y revenir les jours suivants soit dans L'Humanité ou L'Humanité Dimanche, ou encore à travers la plateforme numérique humanite.fr. Mais nous voulons aller plus loin : mieux connaître votre appréciation sur nos journaux afin de les améliorer.

C'est en ce sens que nous avons mandaté l'institut d'enquête l'IFOP pour vous interroger à cet effet. Dans les prochains jours l'IFOP vous contactera donc à notre demande pour vous demander de vous inscrire dans le panel de lectrices et de lecteurs à qui sera proposé de répondre à un questionnaire sur vos appréciations sur L'Humanité et L'Humanité Dimanche.

D'autres initiatives sont engagées pour connaître l'avis de celles et de ceux qui se sont désabonnés ces derniers mois ou de ceux qui viennent sur notre plateforme numérique.

Ce travail vise à engager une amélioration de nos journaux au mois de septembre prochain. Réservez un bon accueil aux équipes de l'IFOP qui vous contacteront dans les prochains jours.

Restant à votre disposition, Amicalement, Patrick Le Hyaric
Pensez à faire connaître cette Lettre hebdomadaire autour de vous en la partageant ou en abonnant vos proches, ami-e-s, collègues...

[s'abonner à La Lettre](#)

[Voir la version en ligne](#)

<https://orientxxi.info/magazine/le-crif-au-bord-de-la-crise-d-israel,4543>

Enquête · Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se veut avant tout le représentant des Français juifs, en première ligne dans le combat contre l'antisémitisme. Mais au fil des années, il est devenu le fidèle porte-parole de la droite au pouvoir en Israël.

« *Nous ne sommes pas une deuxième ambassade de l'État d'Israël* », tonne Francis Kalifat, président depuis 2016 du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). « *Nous ne sommes pas un lobby, bien que la défense d'Israël et sa légitimité soient au cœur de nos préoccupations*, ajoutait-il dans l'entretien qu'il nous a accordé. *Le volet Israël ne représente qu'une petite partie de l'action du CRIF, dont l'essentiel est en France et exclut le champ confessionnel. Le CRIF fédère 73 associations, soit la quasi-totalité du spectre communautaire juif. C'est ce qui en fait l'organisation représentative de la communauté juive française* ».

Une bonne partie de l'action du CRIF est d'ailleurs consacrée à la vie de la communauté, à des rencontres avec les pouvoirs publics, à l'entretien et la redécouverte de la mémoire juive dans notre pays et à la lutte contre l'antisémitisme, et ce de façon indiscutable. Certes aussi, c'est une petite organisation avec des moyens limités, qui n'a rien à voir avec la puissance de frappe d'un véritable lobby assumé, comme [l'Aipac aux États-Unis](#) et ses centaines de salariés.

Institution dont l'engagement est « *républicain et l'action avant tout citoyenne* », précise Kalifat, le CRIF s'est de façon assez récente aligné sur la droite israélienne. Théo Klein, avocat et président de l'organisation de 1983 à 1989, « *on pouvait lui parler, mais le CRIF aujourd'hui c'est le Likoud France* », déplore un ancien ambassadeur de France. « *Cela n'a cessé de se dégrader par la suite*, prolonge l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, *le CRIF relayant sans nuances les positions du Likoud. Les successeurs de Théo Klein ont même essayé de lui retirer son titre de président d'honneur du CRIF, le trouvant trop modéré.* » Une députée de la majorité déplore en off le « *côté unilatéral des positions du CRIF. Avec eux, on a l'impression que tous les Israéliens sont pro-Nétanyahou et que les Palestiniens n'existent pas* ». « *Ils sont obsédés par le soutien à Israël, la moindre critique fait de vous un suspect d'antisémitisme. On ne peut pas discuter avec des ânes bûtes* », déplore un élu d'une grande ville.

Silence sur Nétanyahou, haro sur le BDS

Certes Francis Kalifat ne passe pas forcément toutes ses journées à parler d'Israël, mais l'agenda du CRIF est bel est bien devenu à ce sujet celui du gouvernement israélien. Un exemple parmi cent l'illustre. Le 21 septembre 2020, *Libération* publie une tribune de David Grossman, « *Israël au miroir de Nétanyahou* ». Avec Amos Oz, décédé en 2018, Grossman est l'un des plus importants romanciers israéliens. Ses livres sont traduits dans de nombreuses langues. Partisan désabusé du défunt « *camp de la paix* », Grossman évoque dans cet article les milliers de personnes qui manifestent chaque vendredi devant la résidence de Nétanyahou rue Balfour à Jérusalem, près de sa villa privée de Césarée et sur 315 carrefours sur les routes. Il décrit un premier ministre « *coupé du reste du monde, confiné dans un espace qui ne lui renvoie que sa personne et ses intérêts* », qui « *aime à se considérer comme "le père de la nation", mais il s'agit tout au plus d'un père manipulateur à nul autre pareil, un père cynique, profiteur et utilitariste* ». Grossman réclame son départ, pour que « *nous sachions éteindre l'hostilité et la méfiance qui nous embrasent lorsque nous regardons nos frères, chair de notre chair, qui pensent différemment de nous* ».

Ce même 21 septembre, que trouve-t-on à la une du site du CRIF ? Des vœux pour le Nouvel An juif, le compte-rendu d'une rencontre entre le premier ministre Jean Castex et le président du CRIF Francis Kalifat sur « *l'antisémitisme du quotidien* » et la « *haine en ligne* », autant de sujets malheureusement incontestables. Et puis la présentation d'un ouvrage, *De quoi le boycott d'Israël est-il le nom ?* de Joël Kotek et Alain

Soriano, avec une préface de Philippe Val, publiée en avant-première par le site du CRIF. Val écrit que « *le BDS est une flaque de boue dans laquelle pataugent les personnalités et les groupements les plus divers* ». Il s'inquiète de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), que soutient « *Caetano Veloso, ce musicien si doué, si délicat... Ou encore, pour les plus âgés, Gilles Vigneault, ce chanteur québécois qui eut son heure de gloire — méritée — en France, auteur de quelques chansons mémorables. Quelle sale mouche a pu les piquer ? Comment peuvent-ils croire que ceux qui préconisent l'interdiction de dialoguer avec David Grossman ou Amos Oz font avancer la cause de la paix et de la justice ?* »

Je trouve le nom de David Grossman sur le site du CRIF, avec une contre-vérité au passage : le BDS n'interdisant nullement de dialoguer avec quiconque et n'appelant pas au boycott des individus, mais des institutions. Ni Grossman ni Oz n'ont jamais soutenu le BDS, mais Oz, à la fin de sa vie, refusait tout contact officiel dans son pays et boycottait — mais oui, c'est le mot — les ambassades d'Israël dans ses tournées à l'étranger.

Après les extraits de la préface de Val, le site publie une interview vidéo de 38 minutes des auteurs de l'ouvrage sur le BDS, Joël Kotek et Alain Soriano, qui parlent fort peu de la France, où le BDS est assez faiblement implanté. S'ils ne lisent pas *Libération*, les juifs de France ne sauront rien de la crise sociale et morale que décrit Grossman. Drôle de « *dialogue* », comme dirait Val. Pas un mot sur le site, pas une citation dans la revue de presse quotidienne publiée par le CRIF, mais cette obsession de contrer le BDS. « *Je ne surjoue pas la menace du BDS*, affirme Francis Kalifat. *Je suis convaincu que ses campagnes indignes ont des conséquences réelles sur les Français juifs, c'est en cela que le BDS contribue à l'aggravation de l'antisémitisme dans notre pays. On a créé autour d'Israël une bulle de haine et les Français juifs en subissent les conséquences. Il faut que cela change, car l'antisémitisme rend la vie impossible aux Français juifs. S'attaquer à la légitimité d'Israël comme le fait BDS c'est bien sûr discriminatoire et antisémite* ».

Un combat originel contre l'antisémitisme

Le combat contre l'antisémitisme est certes indispensable, et le CRIF a mis en place une cellule chargée de repérer les contenus antisémites sur le web, où se déchaînent sans retenue des partisans des antisémites plusieurs fois condamnés par la justice, comme le comique Dieudonné ou Alain Soral. Mais cela ne devrait pas être instrumentalisé pour faire accepter la politique israélienne, « *y compris la plus blâmable* », pour reprendre des mots de la sénatrice Esther Benbassa. « *Quand le CRIF combat l'antisémitisme, il fait son boulot*, explique Bertrand Heilbronn, le président de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS). *Quand il l'utilise contre la politique de la France, c'est plus problématique, et encore plus quand il l'utilise contre les militants* ».

À l'origine, la question d'Israël n'est d'ailleurs pas au centre des préoccupations du CRIF, tant s'en faut, comme l'ont raconté Samuel Ghiles-Meilhac dans un ouvrage solidement documenté, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby* (Robert Laffont, 2011), ainsi que [Charles Enderlin](#) avec *Les juifs de France entre République et sionisme* (Seuil, 2020). Né dans la France occupée en 1943 sous le nom de « *Conseil représentatif des Israélites de France* », alors que la branche officielle de l'Union générale des israélites de France a sombré dans la collaboration, le CRIF regroupe essentiellement des résistants juifs se revendiquant du communisme ou des mouvements sionistes socialistes. Après-guerre, ils feront alliance avec le Consistoire, qui représente depuis Napoléon les lieux de cultes juifs, et aura comme objectif commun de faire du CRIF « *l'interprète du judaïsme en France devant les pouvoirs publics* ».

Mais à la création de l'État d'Israël en 1948, les communistes, toujours très présents dans ses rangs, refusent que le CRIF le soutienne sans réserve. Ils expliquent, rapporte Samuel Ghiles-Meilhac, que « *la question sioniste ne devrait pas figurer dans la charte du CRIF, de même que n'y figure pas la question polonaise* ». Le CRIF évite alors tous les sujets

qui fâchent, en dehors des affaires communautaires, et n'a que peu de liens dans les années 1950 avec le lobby pro-israélien très actif dans les rangs de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) et dans le complexe militaro-industriel. Pendant la guerre d'Algérie qui déchire l'opinion française et voit les communistes dans les premiers rangs de la mobilisation contre elle, le CRIF ne s'engagera pas pour éviter les divisions internes, des dizaines de milliers de juifs vivant en Algérie. Jacques Soustelle, alors président de la modeste Alliance France-Israël qui n'a jamais caché son « admiration » pour Israël, fera lui le choix de l'Algérie française, et soutiendra l'Organisation armée secrète (OAS). Et Israël soutient la France en Algérie.

« *Jusqu'au début des années 2000, le CRIF s'interdisait d'intervenir en tout cas officiellement dans les affaires israéliennes* », explique un ancien proche. « *En France dans les années 1980, il est très peu engagé sur la question israélienne*, se souvient Hubert Védrine. [François] Mitterrand et [Roland] Dumas ont invité [Yasser] Arafat à Paris afin d'obtenir de lui des concessions. Des intellectuels comme Jean Daniel approuvent Mitterrand, le CRIF était divisé, les relations étaient excellentes avec Théo Klein. Mais la majorité du CRIF était hostile. De façon très gaullienne, Mitterrand leur a dit : "la politique étrangère de la France c'est moi, ce n'est pas vous". Grâce à cette invitation, Arafat a déclaré que la Charte de l'OLP était "caduque" ».

Les relations avec Arafat provoqueront plus tard une quasi-rupture entre le CRIF et Israël quand Henri Hajdenberg — passé en 1995 de la direction du Renouveau juif, mouvement né de l'hostilité à la politique proche-orientale de Valéry Giscard d'Estaing, à la présidence du CRIF —, partisan des accords d'Oslo rencontre le leader palestinien en 1999. Nétanyahou, déjà premier ministre à l'époque, refuse de recevoir la délégation du CRIF à Jérusalem. Leila Shahid, déléguée de l'autorité palestinienne en France entre 1994 et 2005, assiste même à plusieurs dîners du CRIF, tout comme la plupart des dirigeants du Parti Communiste Français (PCF) et des Verts dont Francis Kalifat considère aujourd'hui qu'ils sont avec l'extrême gauche « *des soutiens logistiques très forts du mouvement BDS* ». Ils ne sont plus conviés aux agapes annuelles qu'avaient initiés Théo Klein. Mais des secrétaires généraux comme Robert Hue puis Marie-Georges Buffet y ont eu table ouverte.

La rupture avec le PCF

Entre le PCF et le CRIF, deux partenaires qui ont partagé une histoire certes complexe, mais commune, « *le basculement se fait entre la sortie de Sharon sur l'esplanade des Mosquées en 2000, l'offensive au Liban en 2006 et l'offensive à Gaza en 2008-2009*, raconte Jacques Fath, qui fut longtemps le responsable international du parti. *S'il faut sourcer la cassure, elle est d'abord liée à la façon dont les Israéliens ont traité la question de la Palestine dans cette période* ». Et encore, le procès sera long. Dans un communiqué commun en décembre 2003, PCF et CRIF réaffirment leur attachement « *à l'existence d'un État israélien et d'un État palestinien* ». Marie-George Buffet et Roger Cukierman écrivent de concert : « *Les différentes appréciations sur la situation et les solutions au conflit israélo-palestinien en France et le débat démocratique ne sauraient en aucun cas justifier une quelconque forme de violence, verbale ou physique, et ne sauraient dégénérer en stigmatisations de quiconque, en accusations et en amalgames dangereux.* »

Cette belle entente va cependant voler en éclats, au fur et à mesure que, comme le résume Jacques Fath, se développe en Palestine « *une colonisation renforcée, permanente, la séparation avec une configuration d'apartheid, géographique, social, juridique, politique et la domination, avec l'écrasement de toute résistance possible et une extrême violence de la répression* ». Le gouvernement israélien exigeant des organisations juives à travers le monde un soutien sans réserve, le CRIF va changer de ton. Roger Cukierman, puis Richard Prasquier et enfin Francis Kalifat ne vont plus supporter aucune voix critique d'Israël, ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Désormais, il faut être inconditionnel.

« *Le PCF a fait des efforts pour maintenir un dialogue qui respectait l'identité de chacun, mais c'est devenu impossible, se souvient Jacques Fath. L'agressivité du CRIF a été inqualifiable : nous avons toujours été ensemble dans le combat contre l'antisémitisme, mais il n'était pas question de s'engager dans un soutien à la politique israélienne. Il y a eu des amalgames entre des organisations extrémistes rouge-brun tournées vers l'antisémitisme et le PCF, et l'équation antisémitisme=antisémitisme perdure. Pour le CRIF, toute critique contre Israël devient de l'antisémitisme* ».

PCF et CRIF n'ont plus rien à se dire, et la tentative de renouer « *le fil d'un dialogue opposé* », entre Roger Cukierman et le secrétaire général du PCF Pierre Laurent à l'automne 2013 tourne court, soulevant d'ailleurs une mini-tempête à l'intérieur du Parti Communiste, nombre de militants croyant à « *un canular* ».

Soutiens inconditionnels à Israël

Le CRIF est devenu plus dur, totalement aligné sur les positions de la droite israélienne. « *Sous la présidence de Roger Cukierman, confirme Hubert Védrine, le CRIF a plusieurs fois mis en cause l'antisémitisme du Quai d'Orsay, par exemple après que j'ai cité à l'Assemblée le président de la Knesset d'alors, Avraham Burg, ou quand nous reprenions les déclarations préparées par la présidence en exercice de l'Union européenne !* » Burg est alors un partisan modéré du camp de la paix, comme Oz, comme Grossman.

Les temps avaient décidément bien changé, mais le CRIF n'a pas été seul à évoluer. En France, beaucoup de forces politiques y ont contribué, soutenant Israël en dépit de la politique de son gouvernement. D'abord la droite et l'essentiel du Parti socialiste (PS), et puis Emmanuel Macron et les siens. « *Ce qui compte, écrivait la sénatrice Esther Benbassa dès 2010 à propos du CRIF, c'est qu'il est perçu comme un lobby (mot horripilant en France) par les politiciens. Et considéré comme tel, il l'est bien, un lobby, en fait. Ceux qui s'agglutinent à son dîner croient vraiment qu'il joue un rôle important dans la machine électorale. On y vient à la pêche aux voix juives* ».

En 2019, avec comme invités d'honneur Brigitte et Emmanuel Macron, le dîner annuel (dernier en date en raison de la crise de la Covid-19) recevait plus de mille invités, dont l'ex-président François Hollande, son ex-premier ministre Manuel Valls, Christophe Castaner ministre de l'intérieur, et Nicole Belloubet, ministre de la justice, ainsi d'ailleurs que la majorité du gouvernement, des maires de grandes villes, des vedettes de la télévision. Le fidèle Philippe Val était bien sûr présent et honoré du prix du CRIF pour « *son combat contre l'ignorance et l'obscurantisme* ».

« *Je ne voudrais pas que l'on réduise l'activité du CRIF à notre dîner annuel, c'est un événement unique, sous les projecteurs, avec une couverture médiatique très importante, un moment républicain qui incarne parfaitement notre action*, explique Francis Kalifat. *Le fléau de l'antisémitisme, par exemple, ne concerne pas seulement les juifs, mais l'ensemble des Français. Derrière ceux qui haïssent les juifs, on trouve souvent ceux qui haïssent la France et ses valeurs* ».

« *Pour moi le président du CRIF est le porteur des inquiétudes et des préoccupations des Français juifs auprès des pouvoirs publics* », répète pour conclure notre entretien Francis Kalifat. Et quand je lui dis que certains Français juifs s'inquiètent aussi de la politique du gouvernement israélien, il répond : « *Je ne peux pas représenter celui qui ne veut pas l'être* ». CQFD.

À suivre.

Jean Stern

Ancien de Libération et de La Tribune, collaborateur de La Chronique d'Amnesty International. Il a publié en 2012...

Soutenez Orient XXI

Orient XXI est un média **gratuit et sans publicité**.

Vous pouvez nous soutenir en faisant un don défiscalisé.



La seule ville de Houston compte dix décès par hypothermie. Tamir Kalifa/The New York Times/Redux/REA

Les Texans se souviendront de ces quelques jours de février où, brusquement, les températures ont chuté à des niveaux quasi canadiens. La vague de froid allait avoir un effet dévastateur sur le réseau d'électricité de l'État : quelque 5 millions de foyers allaient subir des coupures. On déplora au moins 24 morts, dont 10 par hypothermie dans la seule ville de Houston. Les pannes ont affecté nombre d'installations essentielles, comme les stations d'épuration d'eau.

Pendant quatre jours, les habitants de l'un des États les plus riches de la première puissance économique mondiale et les mieux dotés au monde sur le plan... énergétique ont eu le sentiment de revenir à un âge de pierre, sans courant électrique, sans gaz, sans eau potable et souvent sans téléphone, les réseaux de télécoms ayant aussi été touchés. Pourtant, si un coup de froid au Texas est vraiment un phénomène rare, il n'est absolument pas exceptionnel. Des antécédents météorologiques du même type sont repérés environ une fois tous les dix ans.

Ceux qui ont eu la chance de ne pas figurer parmi les 5 millions de particuliers condamnés à grelotter, victimes de coupures intempestives ou de délestages de longue durée, viennent de recevoir des factures d'électricité d'un montant hallucinant. Elles peuvent s'élever jusqu'à 16 000 dollars (environ 13 000 euros) pour seulement quelques jours de consommation. Certains opérateurs ont bravement annoncé « un possible étalement » du paiement des douloureuses, l'État texan a promis des aides et Joe Biden, des « mesures d'urgence ».

TEXAS

La glaciation du modèle énergétique libéral

La vague de froid qui a durement frappé le sud des États-Unis a révélé le réseau dérégulé de l'État, condamnant des millions de citoyens à grelotter ou à payer des factures astronomiques.

La publicité de lancement de Griddy, l'un des 70 prestataires qui vanta jadis la bonne affaire à ses clients potentiels sachant « consommer malin ou écolo pendant les heures creuses », a désormais un retentissement bien différent. Durant la vague de froid, en vertu de l'application sans freins, y compris aux ménages, de la loi de l'offre et de la demande, la rareté de la denrée électricité a catapulté son prix à des hauteurs inimaginables.

Course à la compétitivité

La loi 7 du Sénat de l'État texan, adoptée en 2002, est à l'origine de cette dérégulation totale. Adoptée par la majorité républicaine, elle a bénéficié d'un consensus ambiant bipartisan en faveur de la libéralisation, donc du soutien de bon nombre d'élus démocrates. L'Electric Reliability

Council of Texas, chargé alors de gérer le réseau, n'a plus eu aucun pouvoir d'investissement dans la modernisation ou l'entretien des équipements. Son rôle s'est borné à la surveillance du respect des règles de concurrence entre les prestataires.

Dans leur course à la compétitivité, les opérateurs ont « oublié » des investissements de maintenance élémentaires. Résultat : en ces jours glacials de février, leurs installations sont tombées en panne les unes après les autres, faute de systèmes antigel et de possibilité de déclencher la moindre procédure de fourniture alternative d'électricité.

Le Texas constituait une sorte de poisson-pilote mondial de la banalisation de la marchandise électricité. Les réformes de 2002 plaident l'instauration d'un système « diversifié et décentralisé », ca-

Le modèle décentralisé texan a rendu impossible tout transfert d'électricité venue d'autres régions, contribuant au désastre.

pable d'intégrer les énergies nouvelles (éolienne et solaire), selon une rhétorique largement répandue sur une planète libérale en mal de greenwashing. Au point qu'on en trouve la marque jusque dans le paquet dit « énergie-climat » de l'Union européenne, référence lui-même d'un certain projet Hercule de dérégulation auquel s'opposent aujourd'hui les salariés français d'EDF. Ô combien à raison...

Des services publics dénigrés

Haut lieu de l'exploitation des hydrocarbures conventionnels, le Lone Star State (le Texas) multiplia les sources de production électrique. Le gaz naturel de schiste, qui gela massivement dans les conduites en février, s'est taillé une place de choix. Mais l'installation d'énergies renouvelables fut également encouragée. Elle représentait près du quart de l'électricité texane en 2020, ce qui a fait de l'État la zone la plus densément équipée en fermes éoliennes de la fédération, en particulier dans la plaine réputée très venteuse, non loin de Houston. Attirés par les conditions d'installation (somp-tueux avantages fiscaux) et de vente sur ce marché dérégulé, nombre de groupes ont investi dans des fermes éoliennes géantes, dont le français Engie.

Fort de ce modèle décentralisé, le Texas s'est peu à peu désolidarisé du reste du réseau fédéral. Ce fonctionnement en vase clos devait « faire la démonstration de l'efficacité et de la supériorité du modèle texan dérégulé », relève James K. Galbraith, économiste hétérodoxe à l'université de Houston. Seulement, durant la vague de froid, il a rendu impossible tout transfert d'électricité venue d'autres régions des États-Unis, et a donc contribué au désastre.

Occupés à dénigrer les services publics comme autant « d'ébauches de socialisme », les dirigeants républicains du Texas ont privilégié une approche politique, prisonnière du dogme libre-échangiste, ignorant une particularité essentielle des réseaux électriques : il faut, précise James K. Galbraith « veiller en permanence à garantir les moyens d'assurer en toutes circonstances l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité ». Sous peine de risquer un complet black-out ou de condamner une partie de la population à grelotter des jours durant. ■

ODILE TSAN

L'université menacée par « l'islamo-gauchisme » ? Une cabale médiatique bien rodée <https://www.acrimed.org/L-universite-menacee-par-l-islamo-gauchisme-Une> par **Nicolas Roux, Pauline Perrenot**, mardi 2 mars 2021

Problème public numéro un à l'université ? Depuis les déclarations de la ministre Frédérique Vidal face à Jean-Pierre Elkabbach autour des « universités en proie à "l'islamo-gauchisme" » (un des thèmes de « l'interview-tribune » de CNews), et ses velléités de commander une enquête sur le prétendu phénomène dans les facultés françaises, le sujet est traité partout dans les grands médias. Énième illustration de la capacité de ces derniers à co-construire un problème public en grossissant et déformant les faits convoqués en plus de balayer les positions du CNRS d'un revers de main, l'épisode nous invite à nous repencher sur une précédente séquence, ayant largement labouré le terrain de la cabale politico-médiatique actuelle : le « Manifeste des 100 » publié dans *Le Monde* en octobre 2020, et pour ce qui concerne Acrimed, ses dites « preuves à l'appui », composées majoritairement d'articles de presse.

« Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités » (Une du *Figaro*, 12/2), « alliance entre Mao Tsé-Toung et l'ayatollah Khomeini » (Jean-Pierre Elkabbach, CNews, 14/2), « peste intersectionnelle qui ronge les facs » (Raphaël Enthoven, Twitter, 16/2), « Nos facs sont-elles gangrenées par l'islamo-gauchisme ? » (« Grandes gueules, RMC, 17/2), « Islamisme à l'université : faut-il confier l'enquête au principal suspect ? » (*Le Point*, 17/2), « "Islamo-gauchisme" à l'université : comment Frédérique Vidal s'est piégée » (*L'Express*, 19/2), « Islamo-gauchisme : la ministre persiste » (en Une du *JDD*, 21/2), « Islamo-gauchisme dans les universités : "Il n'y a pas lieu de faire de polémique", selon Vidal » (en interview chez RTL, 22/2), « Islamo-gauchisme : il faut sauver la soldate Vidal » proclame Franz-Olivier Giesbert qui parle lui de « totalitarisme » (*Le Point*, 25/2), « Universités : les nouveaux fanatiques » (LCI, 27/2)... Une nouvelle séquence de chasse aux sorcières médiatique, coproduite avec une partie de la classe politique et du gouvernement (ministre de l'Enseignement supérieur en tête), s'est déroulée en ce mois de février 2021 sur les plateaux des chaînes d'info, dans les pages de certains quotidiens nationaux et d'une grande partie de la presse magazine, en passant par les comptes Twitter des éditeurs, gagnant une nouvelle fois l'ensemble du paysage médiatique.



Si tous les médias ne versent pas dans le même degré d'outrances, et si certains (rares) ont même (enfin) l'idée d'inviter des chercheurs jusqu'alors inaudibles dans l'espace du débat autorisé, le sujet de « l'islamo-gauchisme » – et de sa prétendue omniprésence dans les universités françaises – occupe bel et bien le haut de l'agenda. La mécanique est alimentée par d'innombrables dépêches AFP, occupées à titrer sur la moindre « petite phrase » de responsable politique, par d'interminables « débats » et par de multiples interviews, conduites par d'in-fatigables journalistes tribuns... sans compter les tribunes et pseudo « enquêtes », en passant par les instituts de sondage, qui ne résistent pas à entretenir la machine médiatique (sa-

vamment sollicités par les médias eux-mêmes) en fabriquant l'opinion qu'ils prétendent sonder [1].

19 février 2021

24 février 2021



Les émissions de service public n'y coupent pas non plus : « Islamo-gauchisme : entre opportunisme politique et débat scientifique » titre la matinale de France Culture (23/2), « Enquête ouverte sur "l'islamo-gauchisme" à la fac » annonce « C à vous » (France 5, 17/2) dans une discussion avec... Gérald Darmanin ; « Islamo-gauchisme : fantasme ou réelle menace politique ? » demande encore « C ce soir » (France 5, 17/2) ; « Islamo-gauchisme : la polémique » titre à son tour « C l'hebdo » (20/2), « Islamo-gauchisme à l'université : fantasme ou réalité ? » radote « Les Informés » (France Info, 18/2), « Islamo-gauchisme : Frédérique Vidal s'invite au cœur du débat politique » ose le 20h de France 2 (21/2). Revenant sur les propos de la ministre, France Inter en fait même son « mot de la semaine » (21/2), dont le « décryptage » est confié au fin analyste et expert Renaud Dély, éditorialiste sur France Info et Arte [2]. Et le 26 février, à peine deux minutes avant la fin de l'interview matinale, Nicolas Demorand (France Inter) demande à Gabriel Attal, porte-parole de LREM, s'il « estime que "l'islamo-gauchisme" gangrène l'université [...], oui, non ? »

Pendant ce temps, les problèmes structurels qui frappent de plein fouet l'université (manque de moyens et des postes pérennes, précarité voire détresse économique et morale des étudiants, etc.) sont relégués au second plan dans les grands médias, les angles morts révélés par ce genre d'obsessions éditoriales se multipliant. La loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) par exemple, menée par le gouvernement actuel et encore combattue par « 114 universités et écoles, 330 labos, 30 collectifs de précaires, 157 revues, 16 sociétés savantes, 47 séminaires, 39 sections CNU et 11 sections CoNRS, 54 évaluateur-trices de l'HCERES... » [3], reste ainsi plus que jamais « d'actualité » dans les faits, quoique négligée et traitée de manière superficielle par une grande partie des médias dominants. Car rien n'y fait : déformant ou hypertrophiant certains "faits" d'actualité encore plus que d'ordinaire, la focale médiatique construit « l'islamo-gauchisme à l'université » et les théories intersectionnelles ou décoloniales comme un problème public de premier plan. Ainsi *Le Figaro* peut-il se fendre de trois Unes sur le sujet entre le 12 et le 26 février, et *Le Point* y consacrer pas moins de trois éditoriaux dans son numéro du 25 février, dont celui de BHL qui a tranché du haut de sa superbe : « Un spectre hante les universités et que ce soit celui de l'islamo-gauchisme n'est pas douteux. Que les universités [...] ne puissent elles-mêmes s'y dérober et devenir je ne sais quels territoires perdus de la pensée critique me semble également l'évidence. »

Un terrain médiatique labouré de longue date : le cas du « Manifeste des 100 »

Il faut dire que ce discours contre l'université française (et les études post-coloniales en particulier) a gagné en amplitude depuis l'assassinat de Samuel Paty.

En octobre 2020 s'étaient en effet déjà multipliés les tribunes alarmistes, les éditos survoltés et les Unes tapageuses. Et depuis, les stars de l'info n'ont cessé d'entretenir le même climat anxigène à coups de questions désinformées, comme ce 1er février où Léa Salamé interrogeait Gérald Darmanin :

Si on parle de ce qui se passe dans nos universités françaises, ces idées racistes, indigénistes, qui viennent des campus américains, cette idéologie... idée différentialiste, aujourd'hui, elle n'a pas gagné selon vous dans les universités françaises ? Vous n'avez pas l'impression qu'elle gagne du terrain chaque jour ?

Les « polémiques » et « controverses » actuelles ne sauraient donc être abordées sans rappeler combien le terrain médiatique est labouré de longue date par des « entrepreneurs de cause », reçus à colonnes ouvertes et micros branchés.

Revenons ainsi sur un cas emblématique. Le 31 octobre 2020, une centaine d'universitaires (auxquels se sont ajoutés cent-cinquante-huit nouveaux signataires) publiaient dans *Le Monde* une tribune en soutien à Jean-Michel Blanquer, lequel dénonçait au micro d'Europe 1 un « *islamo-gauchisme* » qui « *fait des ravages à l'université* » [4]. Les signataires reprenaient alors à leur compte ces graves accusations. Ils s'alarmaient en outre d'un « *militantisme parfois violent* » et d'un « *déni* » des universitaires (en général), et d'une « *liberté de parole tend[ant] à [se] restreindre de manière drastique* » à l'université. Que pointaient-ils du doigt ? « *L'islamisme* », et plus diversement « *les idéologies indigéniste, raciale et "décoloniale" (transférées des campus nord-américains)* » qui nourrirait une « *haine des "blancs" et de la France* ». Des « *idéologies* » dont les signataires s'attachaient à montrer la matérialisation en-dehors de l'université, en pointant notamment « *le port du voile [...] qui se multiplie ces dernières années* ». En conclusion, ils demandaient à la ministre Frédérique Vidal « *de mettre en place des mesures de détection des dérives islamistes [à l'université], de prendre clairement position contre les idéologies qui les sous-tendent, et d'engager nos universités dans ce combat pour la laïcité et la République* ».

Des « preuves à l'appui » médiatiques

L'histoire aurait pu en rester là : une prise de position dans les pages « idées » d'un grand quotidien, comme il y en a des dizaines chaque semaine. Mais les signataires du « Manifeste » sont allés plus loin, en créant un site internet sur lequel ils revendiquent — entre autres — de mobiliser des « preuves » à l'appui de leur propos. Ce qui était « *opinion* » deviendrait ainsi « *faits* », comme on peut le lire sur la page d'accueil du site : « *[...] Tous les éléments rassemblés sur ce site depuis la publication du Manifeste en témoignent : articles de presse, livres, témoignages, mais aussi exemples de connivences entre des islamistes patentés et certains universitaires et chercheurs militants. [...] Parlons moins mais parlons vrai. Parlons des faits.* »

Or il s'avère que le corpus des « preuves » en question est presque exclusivement constitué d'articles et d'émissions publiés et diffusés majoritairement dans les grands médias : 47 articles, cinq livres, trois émissions de radio et un documentaire [5]. Ce qui ne pouvait manquer d'interpeller un observateur des médias comme Acrimed [6]. « *Parlons des faits.* » Dont acte. Nous nous sommes donc attelés à analyser et objectiver le corpus fourni : les articles/émissions cités s'appuient-ils sur des données scientifiques, statistiques et sur un ensemble d'éléments à même d'étayer les accusations contre l'université française dans son ensemble ? Quel statut ont ces articles ? Sont-ce des enquêtes, des reportages ou des tribunes et des commentaires ? Quel est le statut de leurs auteurs ? Comment présentent-ils les travaux en sciences sociales incriminés ? Les relayent-ils seulement ? Etc.

Le nombre important d'articles laissait penser que les universitaires s'étaient donné la peine de bien faire leur travail ; qu'ils avaient puisé dans un corpus hétérogène (où le commentaire se nourrit de l'enquête et des statistiques) et plura-

liste (où les journaux d'opinion côtoient les journaux d'information et d'investigation). Et pourtant...

Vous avez dit « preuves » ?

Sauf erreur de notre part, il n'y a tout simplement aucune statistique ou étude empirique approfondie sur l'invasion des théories dites « indigénistes » ou « racistes », encore moins sur les prétendues « *connivences entre des islamistes patentés et certains universitaires et chercheurs militants* », pas plus que sur la restriction « *drastique* » de « *la liberté de parole* » à l'université. Ces questions sont pourtant au centre du propos du « Manifeste ». Vous avez dit « preuves » ?

Une absence d'autant plus problématique que les différents articles du corpus usent (et abusent) de qualificatifs soulignant la progression, en nombre et en intensité, de ce qui est présenté comme une « *menace* » ou un « *danger* ». Entre autres : « *montée croissante des pensées raciale, décolonialiste et indigéniste* » qui « *inquiète de nombreux étudiants et parlementaires* » (*Le Figaro*, 10 janvier 2021) ; « *le politiquement correct et l'affirmation du droit des minorités se sont largement répandus dans les facultés* » (*L'Opinion*, 30 octobre 2019) ; « *l'emprise croissante d'un dogme qui [...] ignore la primauté du vécu personnel et dénie la spécificité de l'humain* » (*Le Monde*, 25 septembre 2019) ; « *En quelques années, les théories intersectionnelles se sont imposées dans les amphithéâtres des sciences sociales* » (*Marianne*, 12 avril 2019) ; « *l'influence grandissante de l'islamo-gauchisme sur la faculté* » (*Causeur*, 20 novembre 2017)...

Une menace grandissante sans statistique ? Et pour cause [7]...

Mais cette absence de données chiffrées ne suffit évidemment pas à rejeter en bloc les « preuves à l'appui » du Manifeste. Une autre interrogation peut alors porter sur le nombre d'enquêtes et de reportages dans le corpus. Et force est de constater que le journalisme d'investigation n'y a pas bonne presse...

Les tribunes ou formats apparentés (communiqués, éditos...) arrivent largement en tête : près de la moitié des articles (21 sur 47), auxquels il faut ajouter les interviews (8). Ils sont suivis des chroniques (ou d'articles non basés sur un reportage) signées de journalistes « maison » (13). En résumé, seuls cinq articles se basent sur une enquête. Et encore reste-t-il à souligner la déontologie pour le moins approximative qui les caractérise, notamment en termes de pratique du contradictoire et de pluralité des sources (voir en annexe 1, une courte analyse de l'une des enquêtes). Ces enquêtes se résument bien souvent à l'interview de quelques enseignants, étudiants et militants (dont on ne sait pas comment ils sont sélectionnés, ni à quel point ils sont représentatifs ou illustratifs de l'objet de l'article) et/ou à la retranscription de propos entendus durant un événement. Le tout est rarement contextualisé et circonstancié. Quel statut accorder en effet à une invective lancée par un étudiant à un enseignant durant un cours ou un séminaire, ou à des tensions et conflits entre militants lors d'une réunion ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une tendance régulière ou croissante à l'université, et si c'est bien le cas, dans quelles proportions ?

Plus généralement, il est pour le moins significatif qu'aucun article scientifique publié dans une revue à comité de lecture (faisant appel à des pairs et à des relecteurs extérieurs pour évaluer l'article) ne vienne « appuyer » une tribune d'universitaires. Pour gage de sérieux scientifique, peut-être ses auteurs se contentent-ils des cinq livres référencés sur leur site, qui font la part belle à l'essai et qui ne s'éloignent guère de leur espace intellectuel de prédilection. L'un d'eux est ainsi écrit par un des premiers signataires du « Manifeste » (Pierre-André Taguieff, à l'origine du « concept » d'« islamo-gauchisme »), qui occupe également une bonne place dans les articles de presse « à l'appui » : une fois comme auteur, deux fois dans des entretiens donnés au *Figaro* et une fois avec un extrait de l'un de ses essais. Un deuxième ouvrage « preuve » (constitué, en guise d'enquête, de « *témoignages et verbatim [...] recueillis lors de colloques, de sessions universitaires ou de rassemblements associatifs* ») est rédigé par Anne-Sophie Noga-

ret et Sami Biasoni. Tous deux écrivent pour *Causeur*. La première apparaît à plusieurs reprises dans les articles de presse du corpus. Et le second est, en plus de ses fonctions universitaires (chargé de cours à l'Essec, doctorant en philosophie à l'ENS), banquier d'investissement et conseiller politique LR... Les autres livres sont : un essai de Pascal Bruckner, que l'on ne présente plus (et qui a préfacé l'ouvrage d'Anne-Sophie Noguaret et Sami Biasoni...) ; un essai de Fatiha Boudjahlat, habituée des colonnes de *Causeur* et *Valeurs actuelles* ; un ouvrage du sociologue Manuel Boucher, dont une tribune publiée dans *Marianne* figure également dans le corpus, dans laquelle il s'en prend à Clémentine Autain (députée du groupe La France insoumise) qui serait dans « une logique munichoise servant les intérêts des extrémistes nationalistes ». Sic.

Vase clos : des médias d'opinion (de droite) massivement mobilisés

L'impression de vase clos se poursuit lorsque l'on regarde d'un peu plus près les médias mobilisés, ainsi que la circulation entre ses signataires et les intervenants des articles de presse. Sur les 50 auteurs des 47 articles, on dénombre 26 auteurs universitaires [8], parmi lesquels... 22 sont logiquement signataires du « Manifeste des 100 ». Ainsi, on ne s'étonne guère que plus de la moitié des articles (28) comporte au moins une référence à un signataire de la tribune, ou que leur auteur se retrouve dans une autre « preuve à l'appui ».

Ensuite, il est à noter que près de la moitié des articles (20) proviennent de médias d'opinion, marqués à droite voire à l'extrême droite : Figarovox (5), *Le Point* (7), *L'Opinion* (3), *Causeur* (2), *Atlantico* (2), *Le Figaro* (1).

En deuxième position du corpus figurent une diversité de sources intermédiaires (12 au total), que l'on ne peut soupçonner d'être en opposition à ce peloton de tête. On y trouve d'abord cinq articles de médias dédiés à l'information ou à la discussion « intellectuelle » : le « portail des livres et des idées » Nonfiction livre quatre contributions (en réalité une contribution en quatre parties, du même auteur : un sémanticien... François Rastier), la cinquième venant d'une revue électronique de philosophie « dévolue à la présentation et l'analyse des nouveautés éditoriales publiées en langue française » (Actu Philosophia). Quatre autres articles de cette deuxième catégorie viennent ensuite de médias qui se destinent à la réponse à l'actualité, à l'opinion ou à la demande politique : une plateforme se définissant comme un « organisateur de débats pressants » (Persuasion), une « agence intellectuelle » se disant « d'inspiration réformiste » (Telos), un observatoire du « conspirationnisme » (Conspiracy Watch) et un blog (Mezettle). Les trois derniers sont signés du journal satirique *Charlie Hebdo*, par deux fois, et d'une association, la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

Enfin, une troisième et dernière catégorie est composée de médias classés « au centre » ou « à gauche » (15 au total) : *Le Monde* (5), *Marianne* (5), *Libération* (3), *Télérama* (1) et *L'Obs* (1).



À propos de ce panorama, on remarquera que les médias les plus représentés contribuent activement depuis au moins une décennie à construire le « problème » de l'islam et de l'immigration dans le débat public, et à fustiger sans discontinuer les « obsédés de la race, du sexe, du genre, de l'identité », pour

reprendre la formule placardée en Une de *Marianne* (avril 2019) : trois thématiques dont ces médias font régulièrement leurs choux gras, quand elles ne sont pas érigées en obsessions éditoriales [9]... En témoignait (encore) dernièrement la Une du *Point* [10] (14 janvier 2021), agitant comme des épouvantails les « déboulonneurs », « indigénistes », la « gauche raciale » mais également « l'écriture inclusive ».

Si d'autres médias et acteurs politiques (du côté de la gauche républicaine notamment) se sont appropriés ce sujet, une récente étude statistique de l'Ina [11] corrobore d'ailleurs le rôle joué par cette (petite) poignée d'entrepreneurs médiatiques – chroniqueurs ou titres de presse – dans la légitimation et la promulgation du pseudo « concept » d'« islamo-gauchisme » et partant, dans la banalisation de son usage dans le débat public :

À compter de cet événement [l'attentat contre *Charlie Hebdo*], le terme [« islamo-gauchisme »] trouve ses entrepreneurs de cause : un petit nombre de journalistes le convoqueront désormais à l'envi, contribuant à en ritualiser l'usage. Ivan Rioufol, Gilles-William Goldnadel, surtout, mais aussi Éric Zemmour, Alexandre Devechio, Étienne Gernelle et Michel Onfray à la fin de l'année 2015, forment ce personnel médiatique rassemblé autour d'un petit nombre de titres — *Le Figaro*, *Le Point*, *Marianne*.

Autant dire qu'au total, ce corpus est l'incarnation d'une information et d'idées qui circulent en vase clos [12] : forte homogénéité de médias mobilisés qui répond à l'homogénéité toute aussi importante des auteurs des articles. En résumé, les opinions de ces universitaires (notamment les plus médiatiques d'entre eux) ne pouvaient que rencontrer celles des médias qui en assurent déjà la visibilité et la promotion...

Un corpus qui révèle davantage les biais ordinaires du journalisme dominant que des « preuves » factuelles

Sans même mentionner la part non négligeable de productions du corpus dans lesquelles on peine à trouver le moindre lien avec la problématique initiale (l'université) [13], il faut enfin souligner combien les différents articles de presse et émissions mis en avant sont avant tout des « preuves à l'appui » des travers ordinaires du journalisme dominant. Un journalisme notamment marqué par l'affranchissement quasi systématique du contradictoire, entre autres règles professionnelles de base : ainsi les termes du débat ne sont-ils quasiment jamais interrogés, les travaux universitaires incriminés rarement cités, et le pluralisme... piétiné (dans le cas des cinq enquêtes figurant dans le corpus).

Et quand il ne s'agit pas de tribune (un format qui ne permet pas la contradiction), il n'est pas rare que les interviews soient d'une complaisance à l'égard des intervenants (voir deux exemples en annexe 2), n'ayant d'égal que la disqualification violente et arbitraire des chercheurs, étudiants et universitaires taxés contre leur gré [14] d'« indigénistes » ou d'« identitaires ». Souvent en leur absence, et plus encore en leur présence : car lorsque ces derniers ont la rare occasion de présenter leur point de vue, on peut apprécier les conditions dans lesquelles ils sont reçus...

Reportons-nous pour cela à l'une des trois émissions de France Culture citées « à l'appui » du Manifeste : « Signes des temps » (25 octobre 2020), consacrée à « la crise dans l'enseignement et crise de la gauche après l'assassinat de Samuel Paty ». Une émission bien connue d'Acrimed puisque nous l'épinglions déjà dans notre article consacré à la traque médiatique des « islamo-gauchistes », comme une illustration exemplaire d'« interrogatoires journalistico-policiers en règle », durant laquelle Marc Weitzmann [15] est rapidement sorti de son rôle de présentateur pour endosser celui de procureur contre Mélanie Luce, présidente du syndicat étudiant Unef. En effet, si les trois autres intervenants avaient eu droit à des questions ouvertes les invitant à rebondir sur les termes de leurs propres écrits, Mélanie Luce s'est vue sommée de répondre à une série d'accusations. Le tout enrobé de sous-entendus, amalgames et suspicions à son encontre (voir en annexe 3).

Ainsi la question du pluralisme dans les différentes productions médiatiques « à l'appui » se joue-t-elle autant dans l'absence – ou la disqualification immédiate – de contradicteurs que dans les cadrages à sens unique du débat. L'escroquerie des « preuves à l'appui » est de taille lorsque l'on constate que France Culture (dont trois émissions sont citées dans le corpus, et dans lesquelles on peut aisément repérer des nuances et contre-arguments au propos du « Manifeste »), a pourtant beaucoup produit sur la question. Notamment, une série documentaire de l'émission « LSD » en quatre épisodes (« Les débats de société à l'assaut de l'université », quatre heures au total), n'apparaît pas dans les « preuves à l'appui », alors qu'elle donne à voir ce que la pratique d'un (vrai) pluralisme, incluant donc les chercheurs concernés, apporte à la salubrité du débat public.

Ainsi les amalgames et les analyses fourre-tout (« islamisme », travaux « décoloniaux/racialistes », port du voile, etc.) cachent-ils donc très mal le caractère hautement politique du « Manifeste », appuyé par et sur une série d'articles loin d'être « factuels » ou « neutres ». **Tous répondent en réalité d'un raisonnement circulaire, qui pourrait se résumer comme suit : « Il existe un danger "islamiste" et "racialiste" à l'université. La preuve ? Nous le dénonçons. »**



Le problème n'est pas tant que ce monde d'entre-soi puisse se satisfaire d'une circulation intellectuelle et médiatique en circuit fermé : ils ont évidemment le droit de penser ce qu'ils veulent, et de le dire publiquement ! **C'est finalement le pluralisme des idées et des opinions dans les médias dominants qui est en jeu, et son déséquilibre structurel flagrant. De même que l'appauvrissement en continu du débat public.** Il est ainsi pour le moins surprenant, de la part d'universitaires et chercheurs censés être au fait des courants de pensée et des discussions et controverses académiques nécessaires à la progression de la connaissance, de les voir rabattre un ensemble de recherches en sciences humaines et sociales à une « haine des "blancs" » ou à des traces suspectes d'« islamogauchisme »... Encore plus surprenant d'accuser des adversaires de faire œuvre d'idéologie et non de science, de sacrifier les idéaux de la recherche pure sur l'autel de leur militantisme – une conception en outre épistémologiquement douteuse de la « neutralité » absolue du savant – tout en déroulant d'un autre côté une litanie de jugements éminemment marqués idéologiquement, sans avoir recours au moindre travail scientifique rigoureux – ou en ignorant superbement les travaux existants. Le tout en recevant les soutiens d'Emmanuel Macron, en mobilisant les analyses d'une conseillère régionale du Val-d'Oise, ou encore en étant signataires de l'appel des 80 intellectuels contre le « décolonialisme » aux côtés d'Alain Finkielkraut et... Bernard de la Villardière.

De tels discours bifaces et autres pétitions de convictions pourraient ainsi faire sourire s'ils ne s'inscrivaient pas dans une offensive politico-médiatique d'ampleur. Et dont les conséquences dépassent en réalité de loin le bavardage hors sol : ainsi des attaques concrètes contre la recherche, son autonomie et les libertés académiques voient-elles le jour, depuis la mission d'information sur les « dérives idéologiques à l'Université » réclamée par deux députés LR, jusqu'à l'enquête sou-

haitée au plus haut sommet de l'État par la ministre Frédérique Vidal [16]. Une croisade médiatico-politique, décuplée depuis les attentats de 2015, qui montre plus que jamais les dangers d'un fonctionnement médiatique donnant, à travers un ensemble de mécanismes, le primat à « l'opinion » sur l'information et la connaissance scientifique.

Nicolas Roux et Pauline Perrenot

[1] Voir L'Ifop pour CNews et Sud Radio, « Les Français et la notion d'islamo-gauchisme », 19/2 et Odoxa pour France Info et *Le Figaro*, « Islamogauchisme : les Français soutiennent F. Vidal mais doutent de la sincérité de sa démarche », 24/2.

[2] Contre-vérités à l'appui, Renaud Dély exposera durant les premières minutes de la chronique les « piliers fondamentaux » de ce « concept politique » pour affirmer quelques phrases plus tard que « l'islamo-gauchisme » « n'est pas un concept scientifique » et que « le CNRS a raison de dire qu'il n'y a pas de réalité scientifique »... L'émission est disponible en replay sur le site de France Inter.

[3] Selon le décompte de la Coordination nationale « Université ouverte », motrice dans une mobilisation d'ampleur ayant cours depuis des mois.

[4] Le ministre dénonçait alors « ce que l'on appelle communément islamogauchisme », une idéologie qui « fait des ravages à l'université » et « mène au pire ». Le ministre y pointait des « complicités intellectuelles » menant à des crimes comme l'assassinat de Samuel Paty (Europe 1, 22 octobre).

[5] Notre analyse ne prend pas en compte les « preuves à l'appui » concernant « l'étranger » : les signataires se limitant à attaquer l'université française, nous cantonnerons nous aussi l'analyse dans ce périmètre. Par ailleurs, les auteurs continuant d'alimenter leurs « preuves à l'appui », il faut souligner que notre recensement s'arrête au 12 février.

[6] Précisons aussi d'emblée qu'il n'entre pas dans les intentions des auteurs ni les attributions d'Acrimed de se prononcer sur le caractère politique de la tribune, ni sur le bien-fondé épistémologique des approches intersectionnelles, des perspectives post-coloniales ou des études de genre à l'université. L'article porte le regard sur ce qui fonde le « Manifeste des 100 » et soutient son argumentation.

[7] Cherchant à apporter des éléments tangibles au débat, Mediapart a publié des statistiques de deux chercheurs (Patrick Simon et Juliette Galonnier) portant sur une quinzaine de revues de sciences sociales. Leur étude indique que, sur la période 1960-2018, les articles traitant de la « question raciale » représentent 2% du total des publications, la proportion passant à 3% pour la période 2015-2020. Voilà qui relativise l'idée d'une « emprise » et qui explique sans doute l'absence de chiffres parmi les « preuves à l'appui ». « En France, les recherches sur la question raciale restent marginales », Mediapart, 8 février 2021.

[8] Nous avons intégré à ce décompte les auteurs collectifs comme Vigilances université par exemple, qui est plusieurs fois cité dans les « preuves à l'appui ».

[9] À ce sujet, consulter nos rubriques « Islam » et « Islamisme », notamment nos recensions des « obsessions islamiques de la presse magazine » et du *Point* en particulier, en pointe sur le sujet depuis 2015. Mais également notre analyse des « enquêtes » de *Marianne* à ce propos ou la contre-enquête et critique des médias en actes de Sihame Assbague et Widad Ketfi, « *Le Figaro* à Saint-Denis : Désinformation-sur-Seine ».

[10] Voir à ce titre le numéro du *Point* (14/1/2021) consacrant un dossier aux « nouveaux fanatiques », dont les « indigénistes » et la « gauche raciale », tout comme le récent édito du *Figaro* intitulé « Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités » (12/2/2021).

[11] Voir « Islamogauchisme : carrière médiatique d'une notion polémique », Ina, La revue des médias, 27 novembre 2020. Voir aussi « Le rôle de la presse dans la diffusion du terme "islamo-gauchisme" », Nikos Smyrniaios, *Ephemeron*, 28 février 2021.

[12] Il nous reste à mentionner que le seul documentaire mobilisé dans le corpus (« Islamogauchisme, la trahison du rêve européen ») parachève la démonstration du « vase clos » : des habitués des interventions médiatiques sur ce sujet comme Philippe Val, Raphaël Enthoven, Pascal Bruckner, Carline Fourest, Brice Couturier ou encore Zohra Bitan y interviennent en tout confort d'entre-soi. La journaliste Judith Bernard en a d'ailleurs livré une critique (*Contretemps*, 4/2).

[13] À titre d'exemple, l'article de Hugues Micheron et Bernard Haykel dans *Persuasion* (15/11/2020) n'étudie pas l'université française mais les réseaux terroristes islamistes à l'échelle mondiale. On pense également à des articles portant sur les débats en cours dans les institutions culturelles autour de l'interprétation d'œuvres d'art et d'objets culturels. C'est par exemple le cas de l'article de *Télérama* cité dans le corpus (« Appropriation culturelle : vers une nouvelle forme de censure ? », 31/3/2020), ou encore un article de juin 2017, faisant état de débats au sein de cercles militants et non universitaires (« La gauche déchirée par le "racisme antiraciste", *Le Monde*, 9/6/2017).

[14] Comme le souligne la journaliste Chloé Leprince, « *sauf erreur, on ne trouve ainsi personne à se définir soi-même de cette étiquette bizarre de "chercheur identitaire". Ni d'ailleurs des travaux que leurs auteurs désigneraient comme des recherches "identitaires". Quand des textes académiques mobilisent le mot "identité", leurs auteurs sont bien plus souvent du côté de ceux qui veulent s'en défier. [...] En disant "identitaire" aussi bien pour des polémiques médiatiques, des affrontements à hauteur de réseaux sociaux que pour des travaux universitaires, on contribue en fait à oxyder le débat intellectuel en floutant ses frontières. On corrode aussi, au passage, quantité de travaux qui à la fois sont bien plus précis sur les mots et les catégories qu'ils mobilisent, et qui souvent les mettent en tension et les problématissent.* » « Identité et race : le débat peut-il être autre chose qu'un champ de mines ? », France Culture, 5 février.

[15] Dont nous relevions précédemment une *fake news* à propos de l'agression de deux femmes voilées. Lire sur le site d'Acrimed « Après Conflans, toujours moins de pluralisme », 9 décembre 2020.

[16] Rappelons que la ministre de l'Enseignement supérieur a affirmé vouloir confier au CNRS une enquête « *bilan de l'ensemble des recherches* » à l'université, provoquant l'ire des institutions (des présidents des universités au CNRS) mais également des enseignants-chercheurs, dont plus de 600 ont réclamé sa démission par le biais d'une tribune publiée dans *Le Monde* (20/2), rejoints depuis par plus de 10 000 signataires.

[17] Qui est présenté comme « *philosophe, politiste et historien des idées, directeur de recherche au CNRS, et l'auteur d'une cinquantaine d'ouvrages* », et dont l'interview commence par l'évocation de son dernier ouvrage *L'Imposture décoloniale. Science imaginaire et pseudo-antiracisme*, Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2020.

Annexe 1

« L'enquête » telle que pratiquée par *Le Figaro*

La question du pluralisme peut être aussi posée à l'aune des sources mobilisées dans les (rares) enquêtes du corpus. Voici un exemple tiré du *Figaro* (« À Sciences Po Paris, l'idéologie raciale fait peu à peu son nid », 10/1/2021). L'article pointe du doigt « *une montée croissante des pensées raciale, décolonialiste et indigéniste* » dans la grande école parisienne. Le journaliste amorce son reportage par le témoignage d'un étudiant qui « *préfère conserver son anonymat par peur de représailles* », situant d'emblée le lecteur dans une ambiance de terreur. Deux polémiques sur les réseaux sociaux et une « *controverse* » feront office de « *terrain journalistique* » à l'appui de la thèse initiale. Parmi elles, la perturbation d'une conférence d'Alain Finkielkraut en avril 2019, co-organisée par un membre d'une association souverainiste de Sciences Po Paris, mais également... journaliste au Figaro (ainsi qu'à *Marianne*). C'est bien peu... et fort partial, à l'image des interlocuteurs mobilisés par *Le Figaro* pour cette « *enquête* » : un élu LR, le secrétaire général du groupe LR à Sciences Po Paris, le

responsable du syndicat Uni de l'école (marqué à droite) ainsi que Sami Biasoni (encore lui !), Anne-Sophie Nogaret (encore elle !), et... Barbara Lefebvre (omniprésente sur les plateaux des « *Grandes gueules* », LCI, écrivant également pour *Causeur*). Un représentant de l'Unef sera cité comme caution. Quant aux étudiants incriminés, ils auront droit à une phrase dans l'ensemble de l'article. Fermez le ban.

Annexe 2

Complaisances et (gros) mots valise : les cas du « Grand entretien » avec Pierre-André Taguieff dans le FigaroVox (10 novembre 2020) [17] et de l'interview d'Atlantico avec l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler (22 octobre 2020).

- Le Figarovoix face à Pierre-André Taguieff

Le journal commence par rapporter une citation tonitruante, toute gonflée de généralités (« *le postcolonialisme [...] risque d'entraîner toutes les familles de la gauche dans l'adhésion à une vision identitaire* »), avant d'exprimer sa compassion avec l'invité en reprenant les mêmes termes du débat : « *Quelle est cette vision identitaire qui vous inquiète ?* » Puis, Taguieff nage dans les propos dénonciateurs et caricaturaux au sujet non plus de l'université mais cette fois-ci d'une certaine gauche (la « *gauche de la gauche est rageusement anti-occidentale* », la gauche « *molle* », celle des « *bien-pensants* ») ou des théories intersectionnelles (qu'il qualifie de « *supplément de verbiage pseudo-savant* »), sans être questionné sur de telles affirmations/disqualifications. Au contraire : les relances (du type : « *Il est facile de reconnaître dans cette bouillie discursive des traces de l'utopie communiste. Qu'est-ce qui vous donne à penser que nous faisons face à un "marxisme racialisé" à l'heure où les marxistes purs et durs sont difficiles à dénicher ?* ») vont dans le même sens.

Taguieff peut donc terminer aisément son « *analyse* » (dénuée d'enquête, de références ou de statistiques) par un adage dogmatique (à l'aide d'une référence littéraire, gage d'engagement éclairé) dont on se demande, à la lecture de l'interview, si elle ne pourrait pas tout aussi bien être retournée à son auteur : « *Rien n'est plus pitoyable que la bonne conscience et la lâcheté tranquille de ceux qui, pour paraphraser Camus, n'ont jamais placé que leur fauteuil ou leur micro dans ce qu'ils croient être le sens de l'histoire.* »

OK, ON AVOUE TOUT:



**LE COMMUNISME EST
EFFECTIVEMENT UNE CRÉATION
SATANICO-REPTILIENNE
(LES CONSPIS AVAIENT RAISON)**

⚡ COURANT ANARCHOSTALINIEN

- Atlantico face à Florence Bergeaud-Blackler

Autre exemple : l'interview de l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler (Atlantico). Passons sur le titre choisi par le média (« Comment les islamistes ont réussi à noyauter la pensée universitaire sur... l'islamisme »), qui ne s'embarrasse pas de nuance.

Le chapô est encore plus instructif car plus ambigu : « *Après l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, de nombreuses questions se posent sur les défis au cœur de l'Éducation nationale. L'université est également concernée. La pensée universitaire est-elle suffisamment mobilisée face à certaines idéologies ? Les chercheurs qui travaillent sur l'islamisme ont-ils des difficultés ?* »

On découvrira rapidement que les réponses sont dans les questions... Il faut dire que l'universitaire est encouragée par l'intervieweur, qui reprend son vocabulaire (« *Que suggérez-vous pour traiter la forêt de l'islamisme ?* ») ; le tout en passant par quelques questions *a priori* hors sujet au vu de l'angle initial de l'article, comme ce moment où le journaliste demande s'il faut « *dissoudre le Collectif contre l'islamophobie en France* », en réalité grand accusé de l'entretien.

Car ce qui compte, au fond, c'est que le propos de l'universitaire vienne nourrir l'obsession éditoriale sur le « problème » de l'islam, bien plus que de voir en quoi consistent précisément les théories intersectionnelles et décoloniales, dans leur profondeur historique et leur diversité.

Que recouvrent-elles dans le champ de la recherche ? On ne le saura point, car les travaux ne sont jamais cités ou donnés à voir de manière précise et référencée. L'auteure se contente de les incriminer, en les dépeignant comme des « *"idéologies bulldozers" caricaturales et culpabilisantes* », qui « *réduisent les êtres humains à la combinatoire de trois variables – sexe, race, classe –, et combattent l'"Occident" accusé d'être responsable des malheurs du monde* ». Une fois encore, on admettra que c'est là une façon pour le moins caricaturale de « présenter » ces théories.

Annexe 3

Exemple de deux questions adressées à Mélanie Luce par Marc Weitzmann (« Signes des temps », France Culture, 25 octobre 2020).

- Mélanie Luce, en tant que présidente de l'Unef qu'est-ce que vous pensez de tout ça ? Parce que vous avez été vous-même... alors le syndicat a été mis en cause, notamment dimanche dernier [lors de la manifestation hommage à Samuel Paty], [...] et s'est fait traité par certains manifestants de « collabo ».

- Sur les questions d'enseignement, sur les questions d'égalité homme-femme, y a-t-il oui ou non une progression de l'islamisme militant dans les écoles et dans les facs, puisqu'une de vos figures publiques est elle-même voilée ?

Chacun appréciera la mise à l'index d'une étudiante portant le voile, qualifiée de « preuve » ultime d'un « *islamisme militant* ».

Et en réalité, peu importent les réponses de Mélanie Luce. Le journaliste-procureur (reconnaissant littéralement « *met[tre] en cause* » la syndicaliste) n'y entend rien... tant l'affaire est, elle, entendue : l'Unef fait l'objet de « *nombreux problèmes* », comptaible d'une « *histoire [...] parsemée de problèmes* » et Mélanie Luce, légitimement étrillée parce que « *dans le déni* ».

Voilà un bel exemple d'émission à charge et du deux poids deux mesures (temps de parole inégal entre les invités, relances différenciées encourageant l'un à poursuivre et interrompant l'autre, prise à partie d'un camp pour mieux soutenir l'autre) qui peut sévir sur les antennes, y compris de radio publique.

Acrimed est une association qui tient à son indépendance. Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions. Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en adhérant à l'association.

Sciences Po Grenoble : pour la liberté académique et pour les libertés syndicales des personnels et des étudiant·e·s

lundi 8 mars 2021

<http://cgt.fercsup.net/syndicats/auvergne-rhone-alpes/universite-de-grenoble/article/sciences-po-grenoble-pour-la-liberte-academique-et-pour-les-libertes-syndicales>



Face aux propos et échanges par mails, et suite aux diffuses réactions autour du groupe de travail de l'atelier « Racisme, islamophobie, antisémitisme » prévu pour la Semaine pour l'Égalité de Sciences-Po Grenoble, nous tenons à affirmer notre soutien plein et entier à une collègue enseignante-chercheuse de Science-Po Grenoble attaquée personnellement dans l'exercice de sa liberté académique.

En effet, non seulement sa légitimité et les travaux scientifiques qu'elle mobilisait pour l'organisation de l'atelier ont été déniés au nom d'opinions personnelles par deux enseignants, mais elle s'est retrouvée empêchée, suite aux pressions exercées par ces deux enseignants, d'organiser cet atelier comme initialement prévu. La violence morale et symbolique subie par notre collègue et l'absence de protection par la direction sont inacceptables.

Nous voulons ici réaffirmer l'indépendance des recherches de l'ensemble des universitaires comme une nécessité absolue. Le débat contradictoire doit se faire dans le respect de l'autre et dans la sérénité. Les échanges d'arguments et la méthode scientifique doivent toujours être le socle nécessaire à tout échange permettant ainsi les controverses scientifiques, nécessaires au progrès des connaissances dans tous les domaines. Nous apportons à ce sujet notre soutien à la direction du laboratoire PACTE, et affirmons notre accord complet avec leur communiqué.

Par ailleurs, nous souhaitons ici réaffirmer que le racisme et l'islamophobie n'ont pas leur place, ni dans les établissements d'enseignement supérieur, ni dans la société, et qu'il est donc nécessaire de les étudier pour les déconstruire. Censurer ou laisser censurer de tels champs de recherche n'est pas acceptable.

Enfin, nous apportons notre soutien aux étudiant·e·s et aux syndicats étudiants. Un enseignant de Sciences Po a tenté d'exclure de ses cours les étudiant·e·s syndiqué·e·s à l'Union Syndicale. Il s'agit purement et simplement de discrimination syndicale. La liberté syndicale, pour les personnels comme pour les étudiant·e·s, n'est pas négociable.

Depuis des collages nominatifs sur les façades de Sciences Po le 4 mars, l'emballage médiatique présente les deux collègues comme des victimes. Si nous ne cautionnons pas les collages nominatifs, nous souhaitons réaffirmer que la mise en danger de l'ensemble des collègues ayant pris part à cette affaire résulte non pas d'affiches localisées, mais bien essentiellement du recours irraisonné aux médias : ce sont bien certains de ces médias, et ceux qui les ont prévenus et qui y ont témoigné, qui ont aussi fait le choix d'afficher publiquement les noms des personnes impliquées.

Nous demandons à la direction de Sciences Po Grenoble de condamner publiquement ces propos et faits et de prendre les mesures qui s'imposent pour que le débat académique puisse se tenir dans un cadre serein et respectueux.

CGT Université de Grenoble, CNT Jeunes 38, RER-A, Solidaires étudiant·e·s Grenoble, Sud éducation Grenoble, Union des Étudiant·es de Grenoble, UNEF Grenoble, Union Syndicale Sciences Po Grenoble

Communiqué

Universitaires jetés en pâture à la vindicte publique : le ministère est responsable

12 mars 2021

Suite aux déclarations provocatrices et menaçantes sur le prétendu « islamo-gauchisme » de la ministre de l'ESR, la pétition « *Nous, universitaires et chercheurs, demandons avec force la démission de Frédérique Vidal* » a été signée par plus de 22.000 collègues en quelques semaines.

Or, un blog assez misérable a repris les noms de plusieurs milliers de signataires de la pétition et les a publiés sur un site web, sous le titre « *Liste des 600 gauchistes complices de l'islam radicale (sic) qui pourrissent l'université et la France.* » (La liste contient en réalité plusieurs milliers de noms avec mention, le plus souvent, des établissements d'appartenance).

Le blog jette ainsi en pâture les signataires en tant que « *personnes, toutes payées par l'état donc par l'impôt des français, souvent fonctionnaires* ». Ce sont donc bien les agent-es publics qui sont explicitement visé-es. Ce blog, en ligne depuis plusieurs jours, est toujours accessible.

La CGT FERC Sup constate que des individus mal-intentionnés, manifestement encouragés par l'inaction, voire les provocations, de la ministre, peuvent ainsi sans vergogne menacer des universitaires. C'est pourquoi la CGT FERC Sup rappelle la ministre à ses obligations de garantir la sécurité des travailleurs dans tous les aspects liés au travail et exige qu'elle agisse sans délai et efficacement afin :

- d'obtenir la suppression de cette page web menaçante ;
- de diligenter une enquête pour identifier le ou les auteurs de cette mise en ligne et les faire condamner ;
- de présenter ses excuses aux agent-es de son ministère- pour ses propos inconséquents.

Elle pourra ensuite démissionner...

La CGT FERC Sup exige par ailleurs que les directions de tous les établissements accordent la protection fonctionnelle à tous leurs personnels ciblés par cette mise en ligne qui en feront la demande. Les établissements doivent faire des signalements ou porter plainte auprès du Procureur de la République. Plusieurs établissements et organismes ont d'ores et déjà annoncé des mesures de cet ordre.

La CGT FERC Sup invite les collègues à demander la protection fonctionnelle à leur employeur (<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45074>), et d'obtenir de sa part un signalement auprès du procureur de la République au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

En effet, la situation d'aujourd'hui a conduit à la rupture entre la ministre et son ministère ; elle est l'aboutissement d'une politique contestée (loi ORE et Parcoursup, loi Fonction publique, LPR...), menée sans les agent-es, leurs organisations ou leurs représentants. Ainsi, la ministre n'a jamais siégé au Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail du ministère (CHSCT MESR), elle a imposé un séminaire de 21h au CNESER en juin 2020. Puis, ce fut l'inaction face à la pandémie. Aujourd'hui, ce sont des propos indignes repris à leurs comptes par toute une frange de la droite et de l'extrême droite.

Pour la CGT FERC Sup, c'est la ministre qui est entièrement responsable de la situation.

Elle a créé les conditions pour que le travail, la recherche universitaires soient stigmatisés, pour que des personnels de son ministère soient montrés du doigt, dénoncés et leurs noms jetés en pâture sur la place publique. Par ses propos et déclarations, par ses attaques publiques, elle a mis en danger des personnels de son ministère, malgré les alertes et les courriers de la CGT FERC Sup

Elle a ainsi engagé sa responsabilité pénale.

Contact presse : Frédérique Bey, Jean-Marc Nicolas

<https://cgt.fercsup.net/cgt-ferc-sup/qui-sommes-nous/>



Lyon,



le 22 février 2021

Elus et militants communistes lyonnais apportent leur soutien à l'équipe municipale et en particulier à Stéphanie Léger, Adjointe à l'éducation, dans la pseudo-polémique des menus uniques dans les cantines lyonnaises.

D'abord de quoi parle-t-on ? **D'une mesure temporaire permettant à tous les enfants des écoles de manger équilibré et à un horaire décent**, tout en respectant le protocole de l'Education Nationale. Tous les enfants, quelles que soient leur habitudes alimentaires... cela signifie sans viande mais avec œufs, laitages et poissons !

Nous nous étonnons donc de l'indignation face à une mesure prise l'an dernier par Gérard Collomb et son équipe sans qu'elle n'ait soulevé de réaction de qui que soit, surtout pas de la FNSEA locale, d'Etienne Blanc ou d'un quelconque ministre.

Bien sûr, voir les élus LREM et l'ensemble de la droite s'inquiéter pour l'équilibre alimentaire des petits lyonnais des familles les plus précaires serait une bonne nouvelle... si l'inquiétude n'était pas que de façade ! Car enfin, que font ces indignés face à la misère quotidienne ?

Les entend-on s'émouvoir de la baisse des APL qui réduit le pouvoir d'achat des ménages les plus fragiles ? **NON !**

Les voit-on s'opposer à une réforme de l'assurance chômage qui met en difficulté des milliers de familles ? **NON !**

Montent-ils au créneau pour que le RSA soit ouvert aux moins de 25 ans et notamment aux étudiants qui font aujourd'hui la queue devant les associations humanitaires pour pouvoir se nourrir ? **NON !**

Les communistes invitent donc les élus et ministres en mal d'investissement social à balayer devant leur porte en s'attaquant à la fraude fiscale qui coûte des milliards à l'Etat et empêche de mener les politiques sociales dont nos concitoyens ont besoin pour traverser la crise actuelle !

Pour les élus et militants communistes de Lyon

Aline Guitard

L'inversion perverse entre victime et bourreau

<https://inrer.org/2021/03/l'inversion-perverse-entre-victime-et-bourreau/> Analyses INRER - mars 1, 2021

Par Noémie Issan-Benchimol*

Le renversement des victimes et des bourreaux est au cœur de tous les discours génocidaires ou racistes, rappelle Noémie Issan-Benchimol.

Il arrive qu'au milieu du bruit de l'actualité, vidéos, tweets et articles en vrac, un moment se détache des autres et saisisse par son caractère inouï. Parmi les flots d'images qui nous parvenaient en temps réel du Capitole américain le 6 janvier dernier, toutes plus stupéfiantes les unes que les autres, stupéfiantes justement à cause de la fausse impression de carnaval qui s'en dégageait, une séquence vidéo appelait interprétation: ce moment où une foule serrée devant les portes du Capitole a scandé en rythme et pendant plusieurs secondes: *I can't breathe*.

I can't breathe, c'est-à-dire, «je ne peux pas respirer». *I can't breathe* qui a la particularité d'être à la fois un cri d'agonie, les derniers mots de plusieurs victimes afro-américaines de violences policières, mais également d'être devenu un slogan politique, un cri d'identification du mouvement des *Black Lives Matter* pour signifier la condition noire aux États-Unis, l'indifférence qui entoure les crimes et bavures, le sentiment partagé que leur sang est *hefker*, pour employer ce terme du judaïsme rabbinique qui dit que personne, ni les institutions, ni les autres humains, ne répondent plus de leur vie.

Les anomalies de cette séquence

La première des anomalies de cette séquence vidéo est une forme d'écart, de *contradiction performative* entre ce qui est dit et la *situation d'énonciation*. En effet, que les membres d'une foule debout, non entravés dans leurs mouvements corporels, libres, crient à pleins poumons, sans masque, en plein milieu d'une pandémie mondiale de virus respiratoire, qu'ils ne peuvent pas respirer et ce sans être eux-mêmes membres du groupe à pouvoir s'identifier aux victimes noires, a quelque chose de loufoque. La foule en manifestation, ici la foule en tentative d'insurrection, est d'ailleurs par excellence le lieu où le cri collectif n'est pas policé.

La seconde anomalie tient à l'absence de manifestation évidente de jouissance ironique: les images ne montrent pas de rires indécents, ni de sourires de connivence, comme on en trouve parfois dans ce genre de *substitutions*, lorsqu'il y a usage et subversion d'un slogan ou d'un terme par ses opposants: les gens sur la vidéo ont l'air d'être sincèrement en colère, et d'adhérer tout aussi sincèrement à ce qu'ils disent. Raison pour laquelle il semble qu'il faille exclure la thèse, peut-être trop simpliste, de la pure cruauté, ou du seul racisme nu qui tournerait en dérision un cri d'agonie.

Une forme pervertie du sentiment de culpabilité collective

La thèse que cet article voudrait défendre est la suivante: ce cri-là, par cette foule-là, de quelque façon qu'on veuille la caractériser, condense trois choses en une: une *revendication*, une *dénégation*, et une *substitution*, le tout dans un seul acte de langage. Le fait que chacune soit contradictoire ou incompatible avec les autres fait de surcroît signe vers un mécanisme psychologique à l'œuvre, mécanisme qui est une *forme pervertie du sentiment de culpabilité collective*.

Revendication: Le slogan fait signe vers le cri d'agonie des victimes afro-américaines de violences policières. Pour le reprendre, il faut d'abord reconnaître son existence et donc l'existence de ces morts-là.

C'est une forme de reconnaissance en première personne du singulier. C'est donc un *aveu*. Or, avouer ce que l'on n'a pas fait soi-même en y faisant référence de façon plus ou moins cryptée peut aussi relever de la revendication du groupe, du clin d'œil complice. C'est une forme de reconnaissance.

Substitution: «C'est nous qui ne respirons pas», pas George Floyd, ni les autres, non, nous-mêmes. Ce renversement est au cœur de tous les discours génocidaires ou racistes (par exemple, dans le discours turc sur le génocide arménien). Le bourreau se vit et se présente comme la victime de sa victime.

Comme le note très justement le philosophe Moshe Halbertal: «*Cette inversion éclaire une des fonctions compliquées de la culpabilité comme châtiment de soi. La culpabilité, en tant que réponse émotionnelle, est nécessaire à toute conduite et personnalité morales. Elle n'en peut pas moins jouer un rôle narcissique en donnant licence au bourreau de se transformer en victime. Se vautrant dans sa culpabilité, l'agresseur s' imagine souffrant d'un mal plus grand que celui infligé par ses coups. Ceux qu'il a blessés deviennent alors pour lui les responsables de cette douleur. Pour cette raison, il en veut profondément à ceux à qui il fait du mal. Il voit en eux ses bourreaux.*» (Halbertal, p.116-117)

Mis à part certaines pathologies mentales et lésions cérébrales, le sentiment de culpabilité est présent à degrés divers chez les êtres humains, et possède d'ailleurs les caractéristiques des émotions morales, avec la honte et l'empathie. Central dans la vie éthique, en ce qu'il sanctionne psychologiquement le mal-agir, c'est-à-dire l'écart entre les valeurs et les actions, qu'il est une incitation au repentir et à la réparation, le sentiment de culpabilité peut aussi se retourner en sa version déceptive et servir, comme le montre bien Moshe Halbertal, au bourreau à faire un récit de lui-même comme celui d'un être moralement supérieur poussé à l'infraction et donc à la souffrance d'être le vilain par sa victime.

«*L'esprit peut jouer des jeux compliqués; parmi eux, il y a l'accusation qu'un agresseur dirige sur sa victime qui l'a conduit à devenir violent, ce qui ne devient que trop aisément la justification de nouvelles violences. Ce cycle est courant dans les conditions continues de proximité et de symbiose où l'agresseur identifie sa victime avec ses plus bas instincts. La culpabilité, en tant qu'instrument d'inversion, possède encore une qualité plus subtile. Elle est un témoignage immédiat de la droiture du bourreau. Auto-infligée, la culpabilité n'est pas un châtiment administré par une force extérieure, mais un signe de la sensibilité et de la vertu de l'agresseur. Le cercle du retournement est donc accompli. Le coupable n'est pas seulement la vraie victime: il est aussi une victime juste.*» (Halbertal, p.118)

C'est une forme du «regarde ce que tu me forces à faire» du conjoint violent à sa victime.

C'est une forme d'*excuse* au sens étymologique (se mettre hors de cause) et le début du renversement.

Dénégation: «Nous ne sommes pas des assassins, nous sommes les victimes». Le pas de plus serait d'y lire que ce dont ils sont victimes ce sont justement des Noirs, responsables de «colonisation intérieure» ou de volonté malfaisante de détruire une civilisation. Le phénomène psychique collectif correspondant consiste à glorifier ou à moraliser des actes cruels ou violents en les maquillant de vertu supérieure: défendre la patrie, défendre la pureté raciale, en étant capable de dépasser la morale commune, ici perçue comme une mollesse ou une faiblesse, une barrière empêchant l'accomplissement du bien véritable: c'est à la fois une *reconnaissance des faits* et une *dénégation de culpabilité*, ou encore une ouverture vers un au-delà du droit et des conceptions ordinaires du bien et du mal.

On retrouve ce type de perversion de la culpabilité à la racine de la pensée nazie: l'extermination des Juifs a toujours été présentée comme défensive. C'était l'Allemagne qui étouffait sous les attaques pernicieuses de la vermine juive. On songe également à l'ultime perversion himmlérienne, le nazi félicitant ses troupes: «*Nous avons tenu bon, et à quelques exceptions près, dues à la faiblesse humaine, nous sommes restés corrects: c'est ce qui nous a endurcis. C'est une page de gloire de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne doit jamais l'être.*» C'est la glorification de la moralité capable de se suspendre elle-même, dans une forme d'héroïsme de la cruauté.

Que des arguments mobilisant la pensée nazie soient ici sollicités n'assimile en aucun cas la comparaison à une *reductio ad hitlerum*, non plus qu'elle n'assimile l'Amérique contemporaine à l'Allemagne nazie. La comparaison ne porte ici que sur le point précis des manifestations de la culpabilité collective.

La culpabilité comme sentiment et la culpabilité comme verdict

Une objection à la thèse défendue, qui semble de prime abord être une objection robuste, opposerait, à cette idée d'une perversion de la culpabilité comme émotion et réponse psychique commune à des groupes entiers, celle de la nécessaire individualisation des peines. Pourquoi parler de ces manifestants-là comme des coupables, alors qu'ils n'ont vraisemblablement jamais tué, pendu ou agressé une personne noire eux-mêmes? N'est-ce pas sombrer soi-même dans la fameuse «culpabilité blanche» qui essentialiserait une culpabilité d'avant le crime, qui acterait une culpabilité d'être et non une culpabilité individuelle et personnelle liée à une infraction, elle aussi individuelle et personnelle?

Cette objection est en fait basée sur une homonymie entre la culpabilité comme sentiment, réponse psychique, et la culpabilité comme verdict, moral ou judiciaire, faisant suite à une faute ou un crime, ou encore entre deux acceptions du terme. Or, *le crime n'a nul besoin d'être commis en personne pour que la culpabilité dans le premier sens existe.*

Aleida Assman, dans son article consacré à la culpabilité collective allemande, cite Jung qui répond à cette objection: «*On pourra bien reprocher au psychologue qu'elle est, à tous égards, un préjugé et un jugement inique. Elle l'est certainement et c'est précisément ce qui définit l'essence irrationnelle de la culpabilité collective: elle ne recherche pas les justes et les injustes, elle est le nuage sombre qui s'élève au-dessus des lieux d'un crime non expié.*» (Jung cité par Assman p.183)

Cette «culpabilité atmosphérique», ou encore «culpabilité par contact» (Jung) se devine justement par l'intensité de son propre déni. La culpabilité collective, que ce soit la culpabilité allemande ou la culpabilité blanche des crimes raciaux de l'Amérique, en son sens de verdict moral ou judiciaire, est en fait une accusation qui n'est soutenue ni soutenable par personne, mais qui est toujours une accusation déniée, où la dénégaration précède et anticipe toujours l'accusation. Or, «*le déni littéralement obsessionnel d'un grief que personne n'a prononcé autorise l'interprétation sur un plan psychanalytique seulement comme une "projection"*» (Assman, p.174).

De fait, s'ils ne sont pas coupables, selon les critères du droit et de la morale occidentale individuelle, qui interdit la culpabilité et donc les châtements collectifs, ces manifestants américains sont bien du côté des coupables, ne serait-ce que dans le méta-récit qu'ils se font d'eux-mêmes en tant que groupe, nation, peuple, collectif.

Aleida Assman nomme ainsi la douleur des membres du groupe qui se retrouvent assimilés aux coupables: «*Alors que les victimes souffrent de leurs souvenirs, en ce que ceux-ci leur imposent sans cesse la vision d'expériences extrêmement douloureuses, les coupables, eux, souffrent d'être contraints de se souvenir.*» (Assman, p.172)

Ces deux mécanismes opposés, l'un vers le souvenir, l'autre vers le refoulement, l'apitoiement kitsch sur soi-même ou encore la revendication à assumer, et à ne surtout pas se plier à la repentance, qui serait l'autre nom de l'auto-flagellation, sont des dynamiques qui travaillent l'Amérique contemporaine.

L'Amérique, cette nation créée par et grâce à la colonisation, voit resurgir la crainte de la colonisation et du remplacement de l'intérieur. L'Amérique, ce pays qui n'est sorti de l'esclavagisme et la ségrégation raciale institutionnalisées qu'il y a peu, refuse et rejette, par le biais de sa mauvaise conscience incarnée en foule, la culpabilité collective qui transpire pourtant d'elle.

Quoique apparue dans ce que Georg Lukacs appelle une *péripétie*, un événement qui révèle et projette son sens sur la séquence précédente, que l'on pourrait balayer d'un revers de main en le rangeant opportunément dans les tiroirs des anecdotes ou bizarreries sans sens de l'actualité, ce *I can't breathe* devrait être vu et pensé pour ce qu'il est: le symptôme d'une conscience collective malade de crimes raciaux non expiés.

Bibliographie

Aleida Assman, «La thèse de la culpabilité collective: un traumatisme allemand», *Le Débat* 2003/2 (n°124), p.171-188.

Johann Chapoutot, *La loi du sang: Penser et agir en nazi*, NRF Gallimard, 2014.

Moshe Halbertal, *Du Sacrifice*, éditions de la revue Conférence, 2016 (2012 pour édition originale anglaise).

Gloria Origgi (direction), *Dictionnaire des passions sociales*, PUF, 2019.

- Noémie Issan-Benchimol est doctorante de sciences religieuses à l'École pratique des Hautes Études.

CNews : 200.000 euros d'amende pour les propos de Zemmour sur les migrants mineurs

<https://www.20minutes.fr/arts-stars/television/3001723-20210318-cnews-200000-euros-amende-propos-zemmour-migrants-mineurs> 20 Minutes avec AFP Publié le 18/3/21

OUCH La chaîne CNews a écopé de 200.000 euros d'amende pour les propos du polémiste Eric Zemmour sur les migrants mineurs

Un appel au boycott de CNews avait été lancé après les propos d'Eric Zemmour sur les migrants isolés.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a sanctionné jeudi CNews, la chaîne d'info du groupe Canal +, d'une amende de 200.000 euros pour « incitation à la haine » et « à la violence » après des propos tenus en septembre par son polémiste vedette Eric Zemmour sur les migrants mineurs isolés.

Cette sanction financière est une première à l'encontre d'une chaîne d'information, a précisé le CSA à l'AFP.

« Ils sont voleurs, ils sont assassins »

Le 29 septembre, lors d'un débat de l'émission Face à l'info dédié à la question des migrants isolés après l'attentat devant les ex-locaux de Charlie Hebdo, Eric Zemmour avait déclaré : « Ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont, il faut les renvoyer et il ne faut même pas qu'ils viennent ».

Une sortie qui avait suscité un tollé et l'ouverture d'une enquête du parquet de Paris pour « provocation à la haine raciale » et « injures publiques à caractère raciste », peu après une condamnation du polémiste pour les mêmes motifs.

« Nombreux stéréotypes particulièrement infamants »

« Quand bien même ces propos ont été tenus dans le cadre d'un débat en lui-même légitime [...], ils ont été de nature à inciter à la haine envers les migrants étrangers isolés, et ont véhiculé de nombreux stéréotypes particulièrement infamants à leur égard, de nature à encourager des comportements discriminatoires », justifie le CSA dans un communiqué.

« Par ailleurs, le Conseil a estimé que la maîtrise de l'antenne n'avait pas été assurée, d'autant plus que l'émission a été diffusée en différé et sans modification, ainsi que l'a souligné le comité d'éthique du groupe Canal + dans son avis rendu le 22 octobre 2020 », ajoute l'autorité audiovisuelle.

Le groupe Canal + condamné plusieurs fois

La chaîne a ainsi « manqué à ses obligations », estime le CSA, qui avait confié les saisines relatives à cette séquence à un rapporteur indépendant, CNews ayant déjà été mise en demeure pour des faits similaires fin 2019. Le CSA avait à l'époque délivré un avertissement à la chaîne après des propos de sa vedette Eric Zemmour sur l'islam et la colonisation de l'Algérie.

La sanction de jeudi n'est pas une première pour le groupe Canal + : le régulateur a déjà condamné plusieurs fois C8 pour des séquences polémiques dans des émissions de Cyril Hanouna, avec notamment une amende de 3 millions d'euros en 2017 pour un canular jugé homophobe.

Une autre sanction, une privation de publicité d'une semaine pour l'émission « Touche pas à mon poste », avait été annulée par le Conseil d'État, obligeant le CSA à indemniser C8 à hauteur de 1,1 million d'euros.

Bolloré : un grain de sable dans la « procédure-bâillon »

<https://nvo.fr/bollore-un-grain-de-sable-dans-la-%e2%80%89procedure-baillon%e2%80%89/>

22 février 2021 Par [Ludovic Finez](#)

Bolloré a perdu en appel le procès qu'il avait intenté contre *Mediapart* en 2016. Le groupe porte quasiment systématiquement plainte dès qu'une révélation met en cause ses intérêts, en particulier en Afrique. Fanny Pigeaud et *Mediapart* sont loin d'être les seules cibles du groupe Bolloré. Un mot-valise a même été inventé pour désigner cette guérilla juridique : les « *poursuites-bâillons* ».

Vincent Bolloré ne lâche jamais rien. La cour d'appel a beau lui avoir donné tort le 10 février, il ira en cassation. À l'origine, un article publié par *Mediapart* le 29 avril 2016, titré « Comment le groupe Bolloré a ruiné deux entrepreneurs camerounais ». Signé par la journaliste Fanny Pigeaud, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, il raconte l'histoire de « deux petits patrons camerounais » qui, au début des années 1980, confient une centaine de tonnes de plantes médicinales à la Socopao, chargée de l'entreposer et de la traiter. Ils n'en récupéreront que quelques dizaines de kilogrammes. Le reste aurait été détruit après avoir pourri. En 1987, la Socopao, rachetée entre-temps par le groupe Bolloré, est condamnée. Jugement confirmé en appel puis par la Cour suprême du Cameroun en 1993. Les deux petits patrons n'ont cependant jamais touché les dommages et intérêts ordonnés par la justice.

Un premier jugement « très sévère et injuste »

« Cet article pourrait amener son auteur et *Mediapart* devant un tribunal, le groupe Bolloré ayant pris l'habitude de poursuivre les médias qui soulèvent des questions potentiellement gênantes pour lui », prévenaient les premières lignes. Effectivement, Bolloré attaque et le 8 janvier 2019, le tribunal de Nanterre condamne le journal en ligne et la journaliste, arguant de leur « mauvaise foi » et remettant en cause le « travail d'enquête ».

Fanny Pigeaud garde le souvenir d'une audience « très violente » et d'un jugement « très sévère et injuste ». Changement de ton complet dans l'arrêt du 10 février : la justice la relaxe au regard de sa « bonne foi », de la « base factuelle des documents produits » et de son enquête « sérieuse et suffisante ».

« Ça donne davantage de curiosité pour gratter »

Si la journaliste se serait bien passée de ces péripéties judiciaires – elle n'a jamais été attaquée en justice par quelqu'un d'autre que Bolloré –, elle ne se dit pas impressionnée. Au contraire, « ça donne davantage de curiosité pour gratter », confie-t-elle. Dans *Le Monde diplomatique* de janvier, elle signe ainsi une enquête sur la perte, par le groupe, de la concession du port de Douala... là même où avaient été stockées les fameuses plantes médicinales.

Fanny Pigeaud et *Mediapart* sont loin d'être les seules cibles du groupe Bolloré. Un mot-valise a même été inventé pour désigner cette guérilla juridique : les « *poursuites-bâillons* ». « Ces poursuites systématiques visent à faire pression, à fragiliser financièrement, à isoler », dénoncent dans une tribune publiée en janvier 2018 plusieurs dizaines de journalistes, médias et ONG, alors que s'ouvre un procès contre *Mediapart*, *L'Obs*, *Le Point* et les ONG Sherpa et ReAct, intenté par Socfin et Socapalm, liées au groupe Bolloré. « Les plaignants reprochent des articles relatant les mobilisations de villageois et d'agriculteurs ouest-africains voisins d'exploitations gérées par ces deux sociétés », résume la tribune.

« Depuis 2009, plus d'une vingtaine de procédures en diffamation ont ainsi été lancées par Bolloré ou la Socfin en France et à l'étranger – pour contourner la loi de 1881 sur la liberté de la presse – contre des articles, des reportages audiovisuels, des rapports d'organisations non gouvernementales, et même un livre », précisent les signataires. Radio France, France Télévisions, Les Inrocks, Bastamag ou encore Libération font partie de la liste.

Une attitude particulièrement révélatrice du comportement du patron de presse qu'est également Vincent Bolloré. Propriétaire, via Vivendi, du groupe Canal+, il vient de mettre la main

sur les magazines du groupe Prisma (Géo, Capital, Télé Loisirs, Femme actuelle...) et il s'intéresse de près à M6, RTL ou Europe 1...

Aérodrome de Meythet : un projet inutile

En décembre 2020, le Conseil Départemental de Haute-Savoie propriétaire du terrain a décidé, à l'unanimité de ses élus, d'octroyer pour une durée de 15 ans la concession de l'aérodrome de Meythet au groupe Vinci –qui gère déjà beaucoup de structures de ce type en France– afin qu'il y développe des activités aériennes.

Rien ne justifie aujourd'hui la présence d'un aérodrome à Annecy, à proximité des aéroports de Genève et Chambéry (moins de 40 km), Lyon et Grenoble (100 km).

Cette décision importante a pourtant été prise sans réel débat et alors qu'une partie de la population locale avait clairement manifesté son opposition.

On observera aussi (surtout) que cette décision a été prise quelques mois seulement avant les élections départementales (en juin 2021...).

C'est donc de cette manière que le Conseil Départemental de Haute-Savoie a décidé de faire développer le trafic aérien à Annecy, à l'heure où tout le monde sait le fort impact environnemental de cette activité et où l'État lui-même vient d'être condamné pour ne pas avoir respecté ses engagements de réduction des gaz à effet de serre.

Il est temps de cesser les nuisances aériennes et de gaspiller l'argent public !

Dans l'immédiat, vous pouvez :

- **signer la pétition** destinée à Christian MONTEIL, président du Conseil Départemental en allant sur :

<http://chng.it/BfwSHPg8J6>

- **la faire diffuser** très largement

Collectif CRASH ANNECY a lancé cette pétition adressée à Christian Monteil (Président du conseil départemental de la Haute-Savoie)

NON à une concession de 15 ans offerte à VINCI

NON au gaspillage de l'argent public

Plus rien ne justifie aujourd'hui la présence d'un aérodrome à Annecy vu la proximité des aéroports de Genève, Lyon, Grenoble et Chambéry. Pourtant, le Conseil Départemental (à quelques semaines de la fin de son mandat) offre pour 15 ans l'aérodrome au groupe Vinci sans débat, et en toute opacité. Objectif ? Développer les activités aériennes privées très lucratives en pleine agglomération.

À l'heure où l'État Français vient d'être condamné pour préjudice écologique, le conseil départemental prend la pire des décisions :

- Pour les riverains : aggravation de la pollution sonore et atmosphérique et multiplication des risques d'accidents graves (comme en décembre dernier).
- Pour les contribuables : financement par les impôts d'une structure inutile et très coûteuse (plus de 700.000 € dilapidés en subvention en 2019)

Les 110 hectares du terrain doivent être utilisés pour le bien de tous les habitants de l'agglomération, et non pas capturés pour une minorité très aisée.

La lutte s'organise, un collectif est créé : CRASH Annecy : Collectif de Résistance contre l'Aérodrome et pour la Sécurité des Habitants de l'Agglomération d'Annecy !

Nous invitons les élus directement concernés : les Maires des communes riveraines d'Annecy et Épagny-Metz-Tessy, la Présidente du Grand Annecy, à :

- utiliser tous les moyens qui sont à leur disposition (pouvoir de police, documents d'urbanisme, schémas d'aménagement...) pour engager la reconversion de l'aérodrome.
- organiser le débat et la consultation citoyenne pour repenser l'avenir de ce lieu.

**Avec CRASH Annecy
Agiissons pour la fermeture de l'aérodrome
Portons des projets d'avenir, imaginés par et pour la population.**

Signez et faites signer cette pétition !

Le collectif CRASH Annecy

Collectif de Résistance (et Résilience) contre l'Aérodrome et pour la Sécurité (et Santé) des Habitants de l'agglomération d'Annecy.

Pour le rassemblement, une candidature PCF qui porte la revendication d'unité et de sortie du présidentialisme

(contribution individuelle P. Boukhalifa, inspirée de la GEMM7)

Il y a deux façons de prendre un débat.

La première est de poser deux alternatives qui s'excluent : soit privilégier les alliances en sacrifiant notre Parti et son programme, soit défendre notre Parti et son programme et sacrifier l'union.

Or, la situation est complexe. D'un côté, les sondages montrent une forte volonté d'union (plus de 70%) ; de l'autre, les mêmes sondages montrent qu'une candidature unique rassemble moins que des candidatures multiples. En gros c'est : l'union, mais derrière mon parti ! D'un côté, le fort refus de voter pour le moindre mal nourrit des inquiétudes légitimes pour le second tour et appelle à ce que la gauche se regroupe, de l'autre, le même refus du vote pour le moindre mal entraîne la réticence de nombreux communistes à soutenir Mélenchon 3, d'autant que le PCF a passé son tour 4 fois.

Le risque principal de cette approche est d'aboutir à un vote à 51% contre 49 et une démobilisation des battus, voire que certains passent outre et décident de soutenir une autre candidature que celle désignée par le Parti.

La 2^{ème} approche que je privilégie est la combinaison des deux. Je dis souvent que je suis communiste parce que je veux fromage et dessert : la révolution et les réformes, les luttes syndicales, associatives, de réseaux et la conquête de positions institutionnelles pour mettre en œuvre les revendications.

Nous devons désigner une personnalité de notre Parti pour porter nos combats et participer au débat.

Chacun.e se rappelle la mésaventure de Ian Brossat écarté de nombreux débats ou classé comme « petit » candidat parce que le PCF avait été absent de la dernière présidentielle. Pour parler d'unité, encore faut-il avoir la parole !

Nous devons faire vite, pour éviter la mésaventure de Marie-George Buffet qui, après avoir perdu 1 an et demi à essayer de construire une unité, n'a plus eu que 3 mois pour mener campagne.

En 2017, EELV a désigné Yannick Jadot, qui s'est retiré par la suite. Pour la petite histoire, il s'est retiré trop vite et a rejoint Hamon, alors que la dynamique a finalement été du côté de Mélenchon.

Mais notre candidature ne doit pas se limiter à être une de plus, avec une campagne classique du style « qui m'aime me suive ! »

La première annonce est qu'une date de revoyure soit décidée pour proposer aux communistes le retrait de notre candidature si l'union des gauches se réalise. Le PCF ne ferme pas la porte ; bien au contraire, sa candidature porte la revendication d'unité et de sortie du présidentialisme.

Pour cela, il faut des candidatures collectives.

Pour commencer, notre PCF doit présenter un binôme paritaire pour l'Élysée et Matignon. Cela permettra de répondre au rejet du pouvoir personnel et à la nécessité de la parité.

Ensuite, notre Parti doit désigner des ministres qui vont porter nos principales revendications :

- 1 ministre de la Sécurité d'Emploi et de Formation qui aurait en charge de chapeauter les ministères de l'économie, l'éducation, la formation professionnelle, ... Il poserait comme 1^{ère} priorité de notre Parti la réponse révolutionnaire à la crise systémique du capitalisme et la satisfaction des besoins humains
- 1 ministre de la laïcité et la lutte pour les droits humains notamment contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie. Face à l'offensive du gouvernement sur ces questions, notre Parti doit porter le flambeau de la défense de la laïcité de 1905 et se porter aux cotés des personnes « damnées » de la France de Macron-Le Pen
- 1 ministre de la décarbonation de notre économie. Il est temps de dire à ceux qui ne veulent que la sortie du nucléaire « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». La priorité est d'arrêter le réchauffement climatique par la réduction drastique de la consommation d'énergies carbonées pour le chauffage, les transports (ce ministère poussera au développement de transports collectifs publics et gratuits), la production d'énergie. L'indispensable sortie progressive du nucléaire se fera dans le cadre de la SEF non pas contre mais avec les spécialistes d'EDF qui, après une formation, seront les mieux placés pour démanteler les vieilles centrales.
- 1 ministre de la Paix et du Désarmement. Notre Parti est au point sur ces questions, mais qui le sait ? Créer un ministère permet de mettre dans le débat public une personnalité qui porte ces questions.
- 1 ministre de reconquête des droits et conquêtes de droits nouveaux. La question de la démocratie doit être portée par notre Parti, face au binôme Le Pen Macron qui avancent désormais main dans la main. Ce serait par ailleurs la meilleure réponse aux nostalgiques qui nous parlent de l'URSS alors que Staline est mort depuis 68 ans !
- 1 ministère des services publics et des nationalisations
- 1 ministère de la jeunesse, la culture et les sports
- 1 ministère de la lutte contre la fraude fiscale et la délinquance patronale
- ...

Enfin, il y aurait des ministères vacants, que l'on réserverait à d'autres partis, dans le cadre de notre recherche d'unité, notamment l'intérieur, les finances, la justice...

Nos « ministres » auraient naturellement vocation à devenir parlementaires, ce qui permettrait de mener de front candidature présidentielle et candidatures législatives.

L'idée est de dupliquer dans chaque département un contre-gouvernement chargé de porter nos combats et dont les membres mèneraient campagne en même temps pour les législatives, la présidentielle, et les élections locales. Les ministres au niveau départemental travailleraient en lien avec les ministres au niveau national et pourraient s'appuyer sur les commissions du PCF ouvertes à toutes les bonnes volontés et naturellement à chaque membre du Parti.

Tout cela permettrait une dynamique et une émulation qui relancerait la vie citoyenne dans notre Parti d'abord, puis plus largement. Ce serait une arme décisive pour faire reculer l'abstention et la coupure entre le peuple et la politique.

Ce serait en actes une rupture avec la 5^e République, qui crédibiliserait les critiques que nous adressons à la Macronie.

**PROJET DE TEXTE POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL NATIONAL**

13 mars 2021

En 2022, l'élection du président de la République et celle d'une nouvelle Assemblée nationale interviendront au terme du quinquennat d'Emmanuel Macron qui aura vu se multiplier les régressions sociales et démocratiques, mais aussi de trois années d'une pandémie inédite.

La pandémie de Covid-19, son lourd bilan humain, social, culturel, écologique, économique et démocratique, auront révéillé toutes les impasses du système capitaliste actuel.

La relation entre notre société et l'argent, l'argent et le travail, le modèle productif et les écosystèmes ou la biodiversité : tout cela est à remettre en question. Au-delà de l'enjeu crucial pour notre pays, c'est un défi de civilisation posé à l'humanité tout entière.

Comment être utile, relever au mieux ce défi ? Ce sont les questions auxquelles les communistes ont à répondre, en déterminant leurs choix pour l'élection présidentielle et les élections législatives, ces deux scrutins ayant une importance majeure pour l'avenir.

Nous refusons de nous résigner à ce que 2022 soit un nouveau rendez-vous manqué pour notre pays. Nous agissons pour créer les conditions d'un changement de politique dans la vie quotidienne et pour sortir de la crise. Comme des millions de nos concitoyen-ne-s, nous ne voulons pas être enfermé-e-s dans le piège du duo Macron-Le Pen.

Comme dans de nombreux pays, l'extrême droite menace, ses idées progressent. Elle se présente en alternative à Emmanuel Macron. Elle prospère sur la crise et encourage les affrontements identitaires. Elle est aujourd'hui en capacité d'imposer ses thèmes au centre du débat politique.

Un bloc droitier, autoritaire et xénophobe, peut se constituer et lui ouvrir un chemin vers le pouvoir. Mais, loin de s'attaquer au capital, l'extrême droite continuerait de servir les puissants et son projet de « préférence nationale » soumettrait le pays à une violente politique xénophobe et raciste, mettant à bas les principes mêmes de la République. Le PCF, comme durant toute son histoire, se place au premier rang de la lutte contre l'extrême droite et ses idées, pour empêcher que les élections de 2022 se soldent par l'arrivée au pouvoir d'une solution autoritaire et xénophobe. La droite traditionnelle se trouve en embuscade pour profiter des échecs comme du discrédit des dirigeants en place, et divers aventuriers réactionnaires se posent déjà en personnages providentiels. Pourtant, ceux-là nous conduiraient demain comme hier à de nouveaux désastres sociaux, sociétaux et écologiques.

Nous, communistes, avons une grande ambition pour la France. Nous voulons ouvrir la voie à une politique qui tire vraiment les leçons de la pandémie et de la crise. Nous voulons contribuer à construire une société en rupture avec les logiques capitalistes avec les mouvements sociaux et écologiques, les forces progressistes, les citoyen-ne-s. Nous souhaitons faire valoir l'originalité de la démarche communiste, de contestation et de constructions, de luttes et de conquêtes de pouvoirs, d'avancées réalistes et révolutionnaires, de rassemblement.

Le communisme que nous voulons, c'est l'émancipation, c'est faire le choix de l'humain et de la planète d'abord, d'une société démocratique qui fait reculer l'exploitation et les dominations, une société qui éradique la misère et le chômage, dans laquelle le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de tous et de toutes. Notre adversaire, c'est le capital. C'est pourquoi nous voulons changer l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État, des banques et des assurances. Nous voulons de nouveaux pouvoirs aux salarié-e-s et aux habitant-e-s sur les entreprises et les services publics, du local au mondial.

Une nouvelle fois, nous nous trouvons devant un moment historique. Aussi, les élections de 2022 doivent-elles être l'occasion d'un très grand débat national.

Dans l'élection présidentielle et les élections législatives, nous voulons contribuer au surgissement du très grand mouvement populaire qui fait défaut au pays depuis tant d'années, pour débarrasser celui-ci du pouvoir en place, battre la droite et l'extrême droite, créer les conditions du changement tant attendu par des millions d'hommes et de femmes.

Nous entendons porter notre projet et le mettre en débat. C'est pourquoi les communistes débattent de leur choix à l'élection présidentielle, d'une candidature communiste et de la manière de contribuer, lors de cette échéance et des législatives, à la construction d'une nouvelle majorité politique pour donner au pays les moyens du changement.

De très grands dangers et des forces disponibles à l'action

Après avoir dû desserrer l'étau des politiques d'austérité, les classes possédantes se préparent partout à durcir leurs attaques contre les travailleuses et travailleurs, les classes populaires, la jeunesse, les peuples, au risque de nouvelles guerres. De nouvelles divisions et exclusions dans la société sont organisées pour la fragmenter et faire monter les idées et gestes de rejet et de violences entre les exploité-e-s et les dominé-e-s. Des affrontements majeurs se dessinent entre le capital et les mouvements populaires.

En France, le macronisme est synonyme d'offensive aggravée contre des conquêtes sociales et démocratiques essentielles. La pauvreté et le mal-vivre ont gagné une très large partie de la société, les inégalités se sont creusées, l'environnement a été davantage dégradé, les infrastructures et services publics ont été affaiblis au point de ne pouvoir faire face à la pandémie, la désindustrialisation s'est poursuivie, la jeunesse s'est retrouvée exposée à l'explosion de la précarité comme à la dégradation de l'école publique et de l'université. Toutes les activités humaines, la culture, le sport, les loisirs, la vie associative, déjà malmenées avant l'arrivée du Covid, se heurtent aux incohérences des choix de gestion de la crise. Elles sont à l'arrêt et privent de vie sociale des millions de citoyen-ne-s.

Le président de la République et son gouvernement se préparent maintenant à faire acquitter le prix de la crise au plus grand nombre, de concert avec les dirigeants de l'Union européenne. Une réorganisation de l'État se cherche pour répondre aux nouveaux besoins du capital. De grands groupes continuent de licencier et délocaliser leurs productions. Notre pays est d'ores et déjà confronté à une terrible crise sociale et économique, elle menace d'être dévastatrice.

En l'absence d'alternative politique progressiste crédible, la société française voit se développer des phénomènes de résignation et de peur, des sentiments de relégation, mêlés à de la colère. La nation se retrouve en proie à un sentiment d'humiliation face à la révélation de ses pertes de souveraineté dans les domaines essentiels de la santé, de l'alimentation, du développement industriel. La crise démocratique en est la traduction directe : un large pan de la population travailleuse et de la jeunesse manifeste sa défiance envers la politique.

Rien n'est pourtant joué. À la faveur de la pandémie, des millions d'hommes et de femmes ont pris conscience des ravages auxquels conduisent les politiques dominantes. Ils n'ignorent plus que les épidémies sont imbriquées dans des choix de développement qui ont saccagé les vies humaines, détruit les équilibres écologiques et généré la crise climatique. Face à des politiques publiques incapables de répondre à l'intérêt du plus grand nombre, ils ont réalisé des expériences prometteuses d'actions collectives et solidaires, d'appels, pétitions, initiatives et votes communs dans les diverses assemblées élues. D'innombrables débats sur l'avenir ont vu le jour, remettant en cause les logiques dominantes.

Ce sont autant de points d'appui permettant de prolonger demain les résistances et les luttes qui n'ont cessé de s'amplifier dans leur diversité et ont révélé d'immenses forces disponibles à l'action. Ce sont aussi des points d'appui pour construire des majorités politiques dans notre pays.

Nous voulons répondre aux attentes qu'elles portent.

Le choix de transformations révolutionnaires pour sortir de la crise

Les défis à relever appellent de profondes ruptures. La France a besoin d'une grande révolution démocratique, faite d'avancées décisives, de conquêtes de pouvoirs faisant reculer toutes les dominations sur nos vies et nos libertés : celles du capital, du patriarcat, du racisme, des LGBTI-phobies...

A l'occasion de nos campagnes de 2022, nous entendons mettre des contenus en débat. Nous participerons à tous les échanges publics auxquels nous serons conviés et prendrons nous-mêmes toutes les initiatives pouvant favoriser la discussion sur les projets et solutions existant à gauche et dans le mouvement social.

Nous avons ainsi la volonté de rassembler une majorité populaire autour des grands axes d'une politique correspondant aux exigences vitales du moment.



Nous proposons une grande ambition de services publics, de protection et de promotion de biens communs, pour libérer l'essentiel de nos vies des logiques de profit. Pour sortir de la crise sanitaire, la santé doit devenir un bien commun public, de la production de médicaments à l'organisation des soins. Nous voulons une solidarité internationale accrue

en matière de santé. L'énergie, le logement, l'alimentation, l'éducation et la culture doivent aussi être considérés comme des biens publics prioritaires, pour que chacune et chacun ait accès au bien-être, à de nouveaux temps de vie, à un plein épanouissement personnel.

Nous proposons de sécuriser tous les âges de la vie, pour ouvrir une nouvelle page de progrès humain, en parachevant l'œuvre du Conseil national de la Résistance et d'Ambroise Croizat. Un nouvel âge de la Sécurité sociale vient à l'ordre du jour, qui garantit à chacune et chacun une vie digne et émancipée par de nouvelles libertés dans le travail et hors du travail, de la formation à l'ensemble de l'activité professionnelle, lors de la retraite et jusqu'au grand âge.

Nous proposons une révolution du travail et de l'emploi. La revalorisation du travail, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, l'éradication de la misère et du chômage, le dépassement du marché du travail, l'accès aux savoirs, leur partage, le développement des savoir-faire et une nouvelle efficacité sont dans nos priorités. C'est ce à quoi vise l'idée de sécurité de l'emploi et de la formation, que défendent les communistes depuis longtemps, et qui exige une maîtrise des entreprises et de leurs productions, de l'utilisation de l'argent, de nouveaux pouvoirs garantis aux travailleurs et travailleuses dans les entreprises ainsi que des institutions démocratiques pour une planification stratégique.

Nous proposons une grande politique pour la jeunesse. C'est un enjeu d'avenir pour la France. Quels que soient ses lieux de vie, d'activité, de formation, la jeunesse doit avoir les moyens de parvenir à son autonomie et de construire son avenir personnel et professionnel. L'accès à l'emploi est décisif.

Nous proposons un mode de production et de consommation écologique et social. La transition écologique est inséparable de la question de l'emploi et de la justice sociale. Il s'agit de réindustrialiser la France et de relocaliser les productions, de rendre à la nation sa pleine souveraineté, de développer de nouvelles coopérations internationales, de gagner une industrie respectueuse de ses salarié·e·s, de la santé comme de l'environnement, offrant des produits sains et accessibles afin d'atteindre l'objectif d'une empreinte carbone nulle en 2050.

Nous proposons de renouer partout, pour toutes et tous, avec les principes de la République, pour de nou-

velles avancées au service des libertés, de l'égalité et de la fraternité. Il est temps de se donner les moyens de lutter efficacement et durablement contre le racisme et les discriminations, de construire l'égalité réelle, notamment l'égalité entre femmes et hommes, de repenser le modèle de protection de l'enfance aujourd'hui défaillant, de soustraire les médias à l'emprise de gigantesques groupes financiers, de rétablir la police et la justice dans leurs missions de service public.

Nous proposons une grande politique de la culture et de l'éducation. Celles-ci doivent devenir une priorité au service de l'émancipation et de nouveaux temps libérés, facteurs d'épanouissement personnel. L'utilité et le rôle du secteur associatif et de l'économie sociale et solidaire doivent être reconnus.

Nous proposons, pour une planète durable, solidaire et en paix, de redonner à la France une capacité d'initiative indépendante. Les luttes mondiales contre les inégalités et la pauvreté, contre le dérèglement climatique, et pour la protection de la biodiversité, pour éliminer les guerres, faire taire les armes et progresser la paix ne font qu'une. Notre pays doit définir une nouvelle politique internationale, retrouvant les moyens d'agir en faveur d'un nouvel ordre du monde garantissant la paix et le désarmement à la planète.

Nous proposons que la France agisse pour une construction européenne rompant avec les fondements et les règles néolibérales et austéritaires de l'U E, associant librement des nations et des peuples souverains et s'inscrivant dans un espace de paix, de coopération et de sécurité collective avec ses voisins. Il lui faut se dégager de la tutelle guerrière de l'Otan.

Deux moyens sont nécessaires pour y parvenir.

🕒 **Il est impératif de prendre le pouvoir sur le capital.** De promouvoir un nouveau rôle des banques pour une toute utilisation du crédit et de la monnaie. De se réapproprier les biens communs (au moyen d'un redéploiement des services publics, de la formation de grands pôles publics, de nationalisations de banques, de groupes et entreprises stratégiques). De redistribuer les richesses, de les utiliser autrement alors que des centaines de milliards sont distribués par la BCE et les autres banques centrales pour soutenir les marchés financiers et les profits des grandes multinationales.

🕒 **Il est impératif de refonder la démocratie,** des communes et des entreprises jusqu'à l'État, en s'appuyant sur de nouvelles institutions menant à une Vie l'intervention des citoyen·ne·s et des salarié·e·s, avec des droits nouveaux à tous les niveaux de la société. Il faut en finir avec la séparation du politique, du social, de l'économique.

C'est cette cohérence entre projet de société, conquête d'une nouvelle démocratie et avancées majeures sur les moyens financiers que nous souhaitons porter avec force.

Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple

Nous mesurons chaque jour les trésors d'inventivité, de créativité, de combativité, d'engagement qui émanent de notre peuple. C'est pour cela que nous entendons contribuer au surgissement d'un puissant mouvement de contestation du système et que nous voulons nous atteler à la construction d'un Front populaire du XXIe siècle

Nous voulons créer les conditions d'une nouvelle majorité politique qui rassemble le monde du travail et de la création, toutes les forces qui seront déterminées à s'unir au service des exigences populaires. Le Parti Communiste Français, fidèle à son histoire, refuse de se résoudre à la situation présente de la gauche.

Au sortir de décennies de domination du social-libéralisme, la gauche se révèle lourdement affaiblie. Rien n'y est figé, d'importants débats la traversent, mais le poids des errements passés et sa configuration présente laissent éparpillée, impuissante à défendre une politique permettant de remobiliser le monde du travail et la jeunesse, en proie à un présidentialisme favorisant toutes les tentations hégémoniques.

Nous, communistes, pensons qu'une perspective d'espoir pour la France et son peuple exige la remise en cause radicale de la domination du capital, sans laquelle on ne peut agir contre les diktats des marchés financiers, qu'elle ne peut trouver sa concrétisation dans la tentation du « populisme de gauche », qui relativise le combat de classe pourtant primordial, qu'elle doit récuser l'illusion d'un verdissement des politiques capitalistes, laquelle interdirait d'ouvrir un nouveau chemin de civilisation. Avec les militantes et militants socialistes, insoumis, écologistes, avec les hommes et les femmes qui comme nous aspirent à une gauche de combat, nous voulons mener tous les débats d'orientation aujourd'hui soulevés pour répondre à la gravité de la situation. Ces débats doivent se dérouler au grand jour, en lien avec le mouvement social et ses organisations.

Les enjeux sont en effet considérables : ils concernent la nature des objectifs sociaux et écologiques à porter dans le débat public, notamment en matière d'industrie et de services publics, la stratégie à mettre en œuvre face aux projets du capital et des grands groupes industriels ou bancaires, la place de travail dans la société, la conception de l'entreprise et les pouvoirs dont doivent disposer les travailleurs en son sein, la conception de la République, ou encore l'exigence d'une autre construction européenne et de coopérations solidaires à engager dans le monde.

Ce ne sont pas seulement les divisions qui engendrent la fragilité de la perspective progressiste, c'est la faiblesse des idées et des choix portés par une large partie de la gauche qui nourrit l'abstention et ne permet pas de faire reculer le vote en faveur de l'extrême droite.

D'importants débats, dont le peuple doit s'emparer, restent donc indispensables pour unir les forces populaires, dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées suffisamment partagées, initier une construction politique nouvelle pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays. Nous entendons agir pour y parvenir, progresser dans cette direction en amplifiant les luttes, en poussant les idées anticapitalistes qui montent dans la société, en faisant gagner en influence les idées et propositions transformatrices portées par le Parti Communiste Français. Tout au long de l'année à venir, le PCF prendra des initiatives à même de réunir les conditions d'une alternative politique autour d'un pacte d'engagements législatifs communs.

Une candidature communiste à la présidentielle, utile pour transformer la France et reconstruire la gauche

S'agissant de l'élection présidentielle de 2022, son 38^e Congrès avait fixé au PCF le mandat de travailler à réunir les conditions d'une candidature communiste.

Le choix, en 2022, ne saurait se réduire au duo Macron-Le Pen, ni à la nécessité de consentir à des opérations de sommet bâclées, ne permettant pas de répondre aux exigences populaires. Ne nous laissons pas prendre au piège institutionnel qui réduit l'enjeu de la présidentielle à son second tour.

Pour créer les conditions d'une alternative de gauche s'appuyant sur le mouvement populaire, parce qu'il y a plus que jamais besoin d'espoir, le rôle du PCF est décisif.

Nous lançons un appel.

Au monde du travail et de la création, à la jeunesse, à toutes les femmes et à tous les hommes de gauche, à celles et ceux qui sont en colère ou qui attendent des réponses à leurs aspirations, nous disons : ensemble, donnons-nous les moyens d'en finir réellement avec la pandémie et d'engager une rupture avec les logiques capitalistes qui ont mené notre pays et le monde à une impasse.

L'heure est à nous unir pour conquérir une vie digne et émancipée, donner un nouveau sens au travail, à l'entreprise et à la vie sociale, réussir la transition sociale et écologique. L'heure est à construire ensemble et à faire progresser des idées révolutionnaires pour le pays. L'heure est à hisser la gauche à la hauteur des besoins communs et à construire l'alternative au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Cette ambition pour la France, nous avons commencé à la faire grandir dans la résistance aux choix du pouvoir, dans les nombreuses luttes de ce quinquennat, dans nos campagnes politiques pour faire du vaccin un bien public mondial ou pour développer des solidarités concrètes, à travers nos propositions pour éradiquer le chômage et la précarité ou pour sécuriser l'emploi et la formation, dans les actions pour la justice climatique et environnementale, dans les innombrables batailles pour gagner l'égalité réelle contre le patriarcat, le racisme et toutes les dominations.

Pour que cela débouche sur des changements concrets pour nos concitoyen·ne·s, nous décidons de proposer à notre peuple une candidature communiste.

À travers cette candidature, il s'agit de porter un projet partagé pour la France et les grandes propositions qui en découlent, d'œuvrer à la remobilisation du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des forces vives du pays, sans lesquels aucun changement majoritaire ne sera possible.

Il s'agit également de proposer une nouvelle offre politique, d'enclencher une véritable dynamique de changement à partir de l'élection présidentielle, de favoriser ce faisant le rassemblement autour d'une perspective de transformation de la société, de construire les conditions d'une nouvelle majorité politique de gauche.

De ce point de vue, l'élection présidentielle et les élections législatives sont étroitement liées.

De la présidentielle aux législatives : pour une nouvelle majorité politique

Les communistes ont toujours combattu la Ve République et ses dérives, fonctionnant telle une monarchie présidentielle. Ils se battent pour une démocratie représentative et citoyenne. C'est leur projet pour une nouvelle République.

Nous voulons participer au débat d'idées que focalise la désignation du président de la République au suffrage universel. L'élection de député·e·s communistes et d'une majorité de gauche sera un important point d'appui pour la mise en œuvre d'une politique de réelle transformation sociale.

Avec leur candidature à la présidentielle, les communistes entendent changer la donne, faire prévaloir à gauche des solutions transformatrices, renforcer l'influence communiste et donc celle de la gauche tout entière, initier une dynamique au service d'une nouvelle majorité politique, riche de sa diversité.

Elles et ils proposent dès lors que se construise, avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes, un pacte d'engagements législatifs communs pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Non un contrat de sommet, mais une réponse véritable aux attentes du pays. Dans chaque circonscription, nous voulons libérer les immenses aspirations au changement, prendre appui sur la richesse de chaque territoire.

C'est dans ce cadre, en même temps qu'il engagera sa campagne à la présidentielle, que le Parti Communiste Français travaillera à la construction, dans l'ensemble des circonscriptions, de candidatures de gauche à parité au service d'un projet novateur pour la France, avec l'objectif d'un maximum de député·e·s communistes et d'envoyer dans la prochaine Assemblée un groupe communiste fortement renforcé.

La mise en œuvre de cette ambition pour la présidentielle et les législatives de 2022 est pour les communistes le choix qui donne ses meilleures chances à la reconstruction d'un espoir pour la France.

Se fondant sur l'irruption citoyenne et démocratique, les communistes entendent œuvrer à construire de nouveaux rapports de force politiques et sociaux où l'humain sera pleinement respecté. La bataille politique qu'ils et elles sont résolus à mener se fixe pour ambition de mettre en mouvement, de contribuer à rassembler, de participer à une conscience sociale puissante, d'envisager dès aujourd'hui les voies d'une société libérée des dominations qui la minent.

Ainsi, le Parti Communiste Français entend-il jouer pleinement son rôle et être utile à changer les choses.

HOUSE OF CARBONADE

MAÎTRE MÉLENCHON. L'union de la gauche dans les Hauts-de-France, si elle a lieu, aura peut-être commencé par un "coup de Jarnac", selon l'expression utilisée hier soir au téléphone par l'un des socialistes au cœur de l'histoire. D'autres diraient un "coup de maître". Playbook vous rembobine le film.

PS, PCF, LFI et EELV : voilà des mois que les tractations sont en cours entre les quatre formations de gauche qui rêvent toutes de retrouver quelques sièges au conseil régional. La présidence de région a été arrachée par le Républicain Xavier Bertrand en 2015, à la faveur d'un front républicain formé dans l'entre-deux-tours contre une liste menée par Marine Le Pen.

Les discussions semblaient particulièrement avancées entre le Parti socialiste, représenté par le sénateur Patrick Kanner, le Parti communiste, avec son secrétaire national Fabien Roussel, et La France insoumise, emmenée par le député Ugo Bernalicis. Les écologistes, et leur cheffe de file, l'eurodéputée Karima Delli — qui n'envisageait d'autre scénario que de prendre la tête de liste — faisant bande à part.

La décision, pour les trois partis de gauche, de se ranger derrière Roussel devait même être entérinée lors du Conseil national du PS, mardi à 18h30, avec les Insoumis "dans le panier de la mariée", selon les mots d'un parlementaire socialiste. En échange, les socialistes attendraient un soutien du PCF dans les cinq régions qu'ils tiennent, et un soutien au premier tour aux élections départementales "dans 90% des cas".

Autrement dit par un membre du conseil national : "L'idée était que Roussel soit tête de liste, un trait d'union entre les différentes forces de gauche." Au Parti communiste comme au PS, nombreux sont ceux qui voient les Hauts-de-France comme un "labo" pour l'union de la gauche, qui pour l'heure part divisée en PACA, dans le Grand-Est ou encore en Ile-de-France. "Le problème", poursuit le socialiste, "c'est les écologistes, qui, eux, entendent être tête de liste partout."

Sauf qu'une rumeur, parvenue aux oreilles des cadres du PS au cours du week-end, a fini par leur être confirmée à... 3 heures du matin, dans la nuit de lundi à mardi : LFI et EELV venaient de sceller un pacte (nocturne !) dans lequel Ugo Bernalicis se rangeait derrière Karima Delli. Bien sûr, l'info fut rapidement rendue publique, en l'occurrence dans les colonnes de l'Opinion le lendemain. Les socialistes martelaient depuis des semaines qu'ils n'accepteraient qu'un accord de l'ensemble des quatre forces — autant dire que Fabien Roussel voyait soudainement ses chances de prendre la tête de liste réduites à néant.

"Mélenchon a tout fait péter." Jointes par Playbook hier, les membres du conseil national du PS rivalisaient d'expressions fleuries pour parler de l'épisode de la veille. "Roussel s'est fait baiser" résumait l'un. "Mélenchon a décidé de tuer Roussel et de marcher sur la gueule du PC", enfonçait l'autre. Car à leurs yeux, l'affaire ne fait pas un pli : ce sont ses velléités de candidature à la présidentielle que paye le communiste, et c'est évidemment le candidat déclaré Jean-Luc Mélenchon qui est derrière le coup. "A LFI, même la photocopieuse ne marche pas sans Mélenchon..." raillait hier le conseiller communiste cité plus haut. Une conseillère de Fabien Roussel jointe, elle aussi, par Playbook, ne démentait pas.

Décryptage par un cadre socialiste : "C'est le double baiser du cobra. Pour le PCF, parce que [Mélenchon] met un stop à Roussel, en lui disant 'tu veux jouer la présidentielle ? C'est sans moi.' Et pour EELV, parce qu'ils ont besoin de prouver qu'ils peuvent rassembler, pour être devant nous au premier tour. Or [avec LFI] ils prennent le risque d'apparaître comme un pôle de radicalité politique et plus de notabilité et d'alternance. Bref, il fracasse à la fois la stratégie de Roussel et celle de [Yannick] Jadot." Un coup de maître.

Brèves sur Annecy et ses élu·e·s

Monteil s'acharne

Après la deuxième annulation de la décision du Conseil Départemental d'octroyer pour 15 ans (!) la concession de l'aérodrome contesté de Meythet, il a décidé lui aussi de faire appel au Conseil d'État. Cela devrait laisser assez de temps pour que la question soit posée lors de la campagne des départementales.

Rigaut aussi

Le maire sorti d'Annecy a déposé un recours devant le Conseil d'État contre le refus d'invalider els élections 2020. Lardet va donc pouvoir continuer à cumuler les mandats de députée et présidente de l'agglo

Démocra... non !

Ma candidature pour les conseils participatifs n'a pas été retenue par le tirage au sort. C'est marrant mais je m'y attendais !

En bref, divers humour

La Terre se **réchauffe** mais pas les banques : il y a de plus en plus de **frais** !!!

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 13/2 Une nouvelle digue tombe en Europe. En Italie, accord honteux sur l'utilisation du plan de relance à 209 milliards d'€ de l'UE entre les démocrates, la droite et l'extrême droite ! Solidarité avec nos camarades de la gauche italienne qui continuent le combat !

Humour de Droite ☺@humouredroite 13/2 A ceux qui seraient tentés de reprocher à Ali Rabeh (qui est maire depuis 6 mois) d'être responsable de la ville qui crée le plus de salafistes, rappeler que le record en France est tenu par Nice (160 individus), tenue par la droite depuis des décennies.

13 février 2021 : on a super bien **dormi** : le **marchand de sable** était passé !

Edwy Plenel @edwyplenel 16/2 Les députés PS ont décidé de ne pas s'opposer au #PJLPrincipesRepublicains qui ruine nos libertés fondamentales et fait le jeu de l'extrême-droite. Ils se sont tous abstenus (sauf un) comme d'ailleurs huit députés PCF. "Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles"...

Le marchand de sable est repassé ???

Humour de Droite @humouredroite 18/2 Curieux de savoir de quelles comorbidités souffre @NicolasSarkozy pour se faire vacciner à 66 ans. A moins qu'il cumule un boulot de professionnel de santé avec son activité d'avocat ? **C'est marquant mais les puissants de ce monde tiennent à se faire vacciner, eux !**

Jean-Moundir @supermegadrivin 18/2 Rien de tel qu'un bon vieux débat sur l'islamo-gauchisme pour respirer un peu après une année de pandémie. On sent enfin un retour à la vie d'avant ça met du baume au cœur. Humour de Droite @humouredroite 18/2 **Au moins les Roms sont tranquilles**

Humour de Droite @humouredroite 23/2 Darmanin et Denormandie claironnent : "les pauvres ne mangent pas de viande, il ne faut pas mettre d'idéologie dans l'assiette". Pour tant... "Les enfants des classes modestes mangent le + de viande en France mais peu de fruits, de légumes et de poissons."

Harold Bernat@bernathoustra 23/2 Le CAPES est en train d'être massacré mais tout le monde s'en fout. Peut-être faut-il appeler ça l'islamo-Capes pour que ça réagisse.

Cohérence @coherence_e 24/2 « Toute vérité franchit trois étapes : D'abord, elle est ridiculisée. Ensuite, elle subit une forte opposition. Puis, elle est considérée comme ayant été une évidence. » Arthur Schopenhauer **Cineux Cyril @Cyril-Cineux 24/2 La gratuité des transports ?**

Hélène Bidard @Helenebidard 25/2 Utiliser l'écriture inclusive dans toutes ses formes, c'est promouvoir l'égalité. C'est l'usage qui fait le langage vouloir le rendre illicite est un combat perdu d'avance! Le français est une langue vivante. Même l'Académie française a évolué ! @BFMTV

Jean-Michel aphantie @jmaphantie 27/2 Une question islamo-gauchiste me vient à l'esprit: j'ai mangé des pâtes fetucine. Suis-je encore Français? #debats #france #2021

Thomas. @Esithom 27/2 Moi à ma nièce de 8 ans :
- Tu joues à quoi en récréation ?
- Je joue à « chat-COVID » En gros moi j'suis le COVID et je dois toucher les autres pour les contaminer

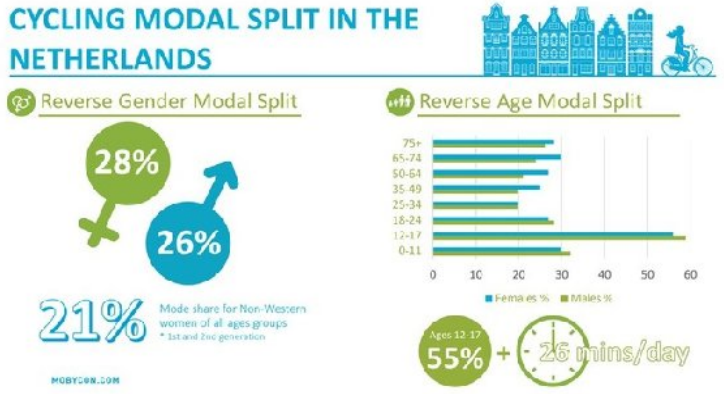
Ils sont forts ces enfants
Benjamin Rosmini @BRosmini 27/2 Le nouveau siège du groupe @LeMondeFR, l'une des meilleures réussites architecturales de ces dernières années à Paris **Arwa أروي @barkettedelu 28/2 Une réussite qui n'aurait pas été possible sans les ouvriers et artisans bâtisseurs sans-papiers qui ont occupé les lieux pour une reconnaissance de leur travail, une régularisation de leur situation et un minimum de respect.**

Syndique azot @Saka_974 28/2 Retour à l'envoyeur ptdr



Les poussières de sable du Sahara étaient porteuses de Césium-137, résidu d'anciens essais nucléaires français
Quand un nuage de sable jaune orangé nous rappelle le passé. Du sable ramassé dans le massif du Jura a été analysé par un laboratoire près de Rouen en Normandie. **On y retrouve des traces des essais nucléaires français au Sahara au début des années 60.**

Mathieu Chassignet @M_Chassignet 28/2 Impressionnant! Les néerlandais de + de 75 ans font 27% de leurs trajets à Vélo Il se déplace donc 10x plus à vélo que la moyenne des français*Le prochain qui affirme que les politiques pro-vélo sont anti-personnes âgées devra recopier 20x ce graphique

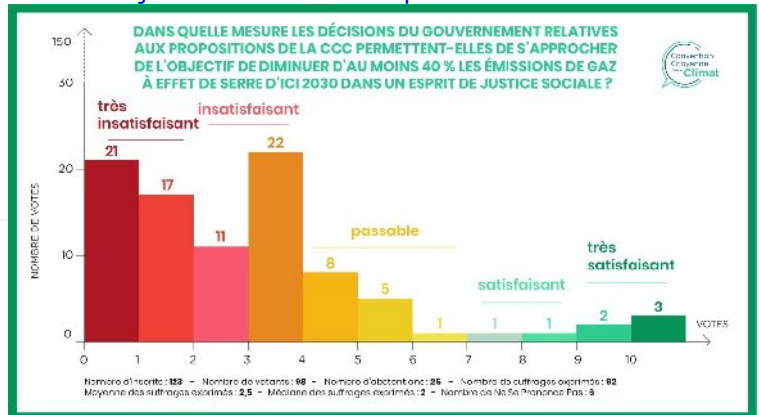


via @Cycling_Embassy
Sahar Amarir @SaharAmarir 28/2 Le Maroc a vacciné 3,4 millions de personnes (sur 36 millions) et la France 2,9 millions (sur 67 millions). Si un jour on m'avait dit que le Maroc, avec son système de santé actuel, générerait mieux (ou moins mal) une pandémie que la France, j'y aurais jamais cru. **Thomas Portes @Portes_Thomas 28/2 9% de la population marocaine vaccinée contre 4,3% de la population française. Un exemple de plus pour illustrer la faillite totale de ce gouvernement. Terrible, car cela se paie en vie humaine. #COVID19**

Breves de presse @Brevesdepreste 28/2 SUIVI - La violence des réactions de LREM à la une de Libé sur ces électeurs de gauche qui ne veulent plus choisir entre Macron et Le Pen est un aveu de faiblesse. La droitisation assumée du gouvernement a privé la majorité de toute assise à gauche... https://www.liberation.fr/politique/quand-la-macronie-a-mal-a-sa-jambe-gauche-20210228_P6ZJ5ZSHFVBORKXTT5QRJ-MUDGQ

Ôni @Adidirr 28/2 C'est marrant les insoumis qui traitent de castor ceux qui font barrage, tout en demandant à la gauche de voter pour eux dès le 1er tour pour éviter un second tour Lepen /Macron Ce n'est pas ce qu'on pourrait appeler... un barrage ?

M-A Carlotti @MACarlotti 28/2 La Ministre du travail n'a que la garantie jeune à la bouche. Je l'ai créée en janvier 2013 lors du Plan Pauvreté voulu par FHollande. Sa généralisation ne peut justifier le refus du RSA jeunes par LAREM alors que de nombreux jeunes vivent dans la pauvreté.



Clément Sénéchal @ClemSenechal 28/2 Le verdict vient de tomber : sur la reprise « sans filtre » de ses propositions, la #ConventionCitoyenne pour le climat attribue une note de 3,3/10 à Emmanuel Macron. C'est une gifle pour le président, doublé d'un immense gâchis démocratique.

Gérard Filoche @gerardfiloche 1/3 Barre a volé 11 millions d'euros dans les caisses de Matignon. Chirac et Juppé ont été condamnés comme délinquants. Balladur Fillon sont en cours de jugement. Sarkozy condamné. Je propose que leurs familles qui n'ont pas su les élever remboursent les allocations familiales



Franceinfo @franceinfo 2/3 Convention citoyenne pour le climat : "Une partie des citoyens sont dans une démarche politique", accuse Barbara Pompili **PCF @PCF 2/3 Ministre macroniste découvrant qu'un citoyen fait de la politique. Bientôt la découverte que la Terre est ronde ?**

L'Express @LEXPRESS 2/3 Pédocriminalité dans l'Eglise: "au moins 10.000" victimes depuis 1950 **Humour de Droite @humouredroite 2/3 Tant que les catholiques Français seront plus choqués par une femme évêque ou par le mariage gay que par les 10.000 victimes des prêtres prédateurs et pédophiles qu'ils protègent...**

France Inter @franceinter 3/3 Tests salivaires : comment Jean-Michel Blanquer est passé de 50 000 à 3 000 tests en deux jours **PCF @PCF 3/3 Mauvaise idée de sortir les mathématiques du tronc commun des enseignements du lycée. Ça peut servir....**

Le Point @LePoint 3/3 Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française » **Humour de Droite @humouredroite 3/3 A force d'associer le mot laïcité à l'exclusion et à la stigmatisation des musulmans, le tacle à la gorge de la jeunesse sur la carotide des amis de Zemmour, Valls, Fourest, Bouvet etc...**

M.V. @Tewtewala 3/3 La laïcité, l'arbre qui cachait la forêt.

Humour de Droite @humouredroite 11/3 Dire que les musulmans sont incompatibles avec la République est incompatible avec la République.

Ian Brossat @IanBrossat 14/3 La loi SRU a permis la création de 870.000 logements sociaux dans les communes déficitaires. En pleine crise sociale, elle mérite d'être prolongée et surtout renforcée dans son application face aux tenants de l'entre-soi.

Thomas Portes @Portes_Thomas 15/3 Cuba, petit pays, victime d'un blocus économique travaille sur 5 vaccins dont 3 sont en phase 3. Pendant ce temps la France ne dispose pas d'un seul vaccin. La différence ? D'un côté il y a le choix de la financiarisation de la santé de l'autre c'est l'intérêt général qui prime.

Manon Aubry @ManonAubryFr 15/3 Je me réjouis de l'annonce d'une liste commune dans les Hauts de France face à l'extrême-droite et la droite pour proposer une alternative sociale & écologique. J'espère que cela fera tâche d'huile dans d'autres territoires et notamment dans ma région PACA !

Cartographe encarté @nico_lambert 15/3 Dorénavant la ligne de la @FranceInsoumise c'est l'alliance avec le PS ? Très honnêtement, je n'arrive plus à suivre...

LCI @LCI 15/3 EN DIRECT - #Covid19 : la DGS alerte sur un nouveau variant "breton" <https://bit.ly/3eGXSeW> Humour de Droite @humouredroite 16/3 Apparemment c'est un variant très résistant à l'eau froide. #VariantBreton

Thomas Portes @Portes_Thomas 17/3 17 mars 2021. Après 77 jours, la France a épuisé le crédit carbone dont elle disposait jusqu'à la fin de l'année. À ce rythme la neutralité carbone sera atteinte en... 2084. Pendant ce temps le gouvernement continue sa politique écocidaire. Irresponsable. #JourDuDereglement

Barbara Gomes @BGomes_75 17/3 Au Royaume-Uni, Uber plie : ses chauffeurs seront désormais des « workers » et bénéficieront de droits sociaux. En Espagne les travailleurs des plateformes seront légalement présumés salariés. Et nous **@Travail_Gouv, c'est pour quand ? PCF @PCF 17/3 C'est comme pour la vaccination contre le covid, le gouvernement vise la dernière place, sûr de son succès.**

Thomas Portes @Portes_Thomas 18/3 Annonce importante. Le gouvernement écossais vient d'annoncer la renationalisation des chemins de fer du pays à partir de mars 2022. Par-tout la privatisation du rail a mené à des catastrophes, **@D-jebbari_JB pourquoi ne pas écouter les cheminots ?**

Média, propagandes

Le JDD @leJDD 14 /2 Les méthodes douteuses d'Anticor, toujours en attente du renouvellement de son agrément **Humour de Droite @humouredroite 15 /2 Si sucer le gouvernement était un sport, @leJDD aurait plus de titres que Teddy Riner.**

Humour de Droite @humouredroite 16 /2 Dire que si on réussissait à bouter l'islamogauchisme hors de l'université la précarité étudiante disparaîtrait, la recherche ferait des bonds, les étudiants ne seraient plus isolés et le niveau global augmenterait. Quelle poisse. [twitter.com/Ilyesramdani1/...](https://twitter.com/Ilyesramdani1/) Humour de Droite @humouredroite 16/2 Quoi de mieux que blâmer les arabes pour faire oublier ce qu'on n'a pas fait pendant quatre ans ?

Sleeping Giants FR @slpng_giants_fr 17/2 #CNews : chasse aux sorcières dans l'empire Bolloré. D'abord, licenciement d'un humoriste qui se moquait de l'ignoble #PascalPraud Puis un journaliste qui avait pris parti pour son collègue Maintenant, 3 pigistes qui avaient signé une pétition de soutien ? #Ambiance

Alexandre Devecchio @AlexDevecchio 18/2 "Les travaux sur le genre, et désormais la race, sont très encouragés par le CNRS, qui pratique d'ailleurs l'écriture inclusive de manière encore plus systématique que les universités." #islamogauchisme #frederiquevidal <https://lefigaro.fr/vox/societe/is>

Humour de Droite @humouredroite 18/2 Le gouvernement : "nous allons demander au CNRS une étude sur l'islamo-gauchisme"

Le CNRS : "l'islamo-gauchisme n'existe pas" Le Figaro : "le CNRS est islamo-gauchiste"

Humour de Droite @humouredroite 20/2 Hâte de voir comment @Qofficiel va couvrir l'affaire PPDA

Acrimed 24/2 Ces « penseurs » qui rendent fou Éditeurs d'hier... et de demain ? <https://www.acrimed.org/Ils-nous-manquent-deja>

Franceinfo @ 24/2 Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il existe un problème "d'islamo-gauchisme" en France, selon notre sondage **Méline @Melusine_2 25/2 Bonjour @franceinfo @radiofrance @mediatriceRF. Est-ce votre conception du service public qu'il commande et finance un sondage pour légitimer et renforcer la diffusion d'un discours d'extrême droite raciste sans lien aucun avec la réalité ?**

25/2 Une presse agricole dominée par les industriels et le syndicat majoritaire () – Un article de Transrural initiatives <https://www.acrimed.org/Une-presse-agricole-dominee-par-les-industriels>

Sihame Assbague @s_assbague 25/2 La fabrique du consentement raciste. Des jours & des jours à construire, reprendre & amplifier un « débat » visant à disqualifier, criminaliser & justifier des mesures d'exception...puis, des sondages. Du Figaro à France Info. « Français, es-tu inquiet ? » « Bah oui. » Bah oui. **Ismaël X @zalzil_ 25/2 "La vraie question ce n'est pas est ce que les français-es sont racistes, mais bien comment il pourrait en être autrement"**



Sihame Assbague
@s_assbague



franceinfo
@franceinfo

Lundi : islam, musulmans, danger
Mardi : islam, indigénistes, salafistes
Mercredi : islam, quartiers, voile, migrants
Jeudi : attention, ils envahissent les facs
Vendredi : attention, ils envahissent les médias
Samedi : attention, France en danger
Dimanche : êtes-vous inquiets ?

Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il existe un problème "d'islamo-gauchisme" en France, selon notre sondage

francetvinfo.fr/politique/jean...

26/2 France Télévisions : stigmatisation à l'antenne Un communiqué du SNJ-CGT. <https://www.acrimed.org/France-Televisions-stigmatisation-a-l-antenne>

Raphaël Enthoven @Enthoven_R 27/2 Bref, si Marine Le Pen est élue en 2022, la faute n'en reviendra pas à ceux qui la combattent ou qui mettent les mains dans le cambouis, mais à ceux qui s'abstiennent. **Stefano palombarini @StefPalomba 28/2 Mais c'est simple. Vous voulez éviter Le Pen présente ? Suffit de ne pas voter Macron au 1er tour, n'importe qui d'autre la battra. #VoteUtileBoomerang**

L'Humanité @humanite_fr 1/3 « Son CV devrait la préserver du risque de prix Nobel » : le mépris de classe de Var Matin envers... Le journal local s'est illustré en dénigrant Nathalie Marin, cheffe de file des communistes aux régionales, en binôme avec Anthony Gonçalves, en raison de sa profession de cheminote. <https://t.co/8xoBfLKGhQ?amp=1> humanite.fr

3/3 Acrimed Mettre en cause Vincent Bolloré ? Comment osez-vous – Jean-Pierre Elkabbach n'a pas dit son dernier mot <https://www.acrimed.org/Mettre-en-cause-Vincent-Bolloré-Comment-osez-vous>

Sylvain Chazot @sychazot 3 3/3 Ce soir : PPSA sur Quotidien (TMC) Carlos Gohsn sur LCI Sarkozy au JT de TF1 **Humour de droite @humouredroite 3/3 Délinquants TV**

Acrimed 3/3 Claire Hédon face à Sonia Mabrouk (Europe 1) : l'art de l'interrogatoire policier – Police partout, information nulle part <https://www.acrimed.org/Claire-Hedon-face-a-Sonia-Mabrouk-Europe-1-l-art>

Humour de Droite @humouredroite 3/3 Pour vous, Bolloré, respectable patron à la française, en plus d'être un vendeur de feuilles à rouler des oinjs, principal promoteur de la pensée d'extrême droite dans le paysage audiovisuel et harceleur en chef de ceux qui s'en moquent est quelqu'un qui...

- Corrompt les africains? 4,2 %
- Menace les journalistes? 4,4 %
- Va à l'église intégriste? 1,5 %
- Tout à la fois? 89,9 %

4/3 Lire Qu'ils se servent de leurs armes. Le traitement médiatique des gilets jaunes, de Jean-Louis Siroux – Éditions du Croquant, 2020, 164 p. <https://www.acrimed.org/Lire-Qu-ils-servent-de-leurs-armes-Le>

Acrimed 5/3 Spectre, une nouvelle plateforme de podcasts critiques – Pour « tracer collectivement des routes vers l'égalité et la justice » <https://www.acrimed.org/Spectre-une-nouvelle-plateforme-de-podcasts>

5/3 Une partie de la rédaction se désolidarise d'un éditorial du Parisien – Communiqué intersyndical, de la SDJ et du collectif des femmes du Parisien <https://www.acrimed.org/Une-partie-de-la-redaction-se-desolidarise-d-un>

6/3 <https://www.acrimed.org/8-mars-toutes-et-tous-pour-l-egalite-et-la-parite> 8 mars : toutes et tous pour l'égalité et la parité dans nos rédactions (communiqué collectif) – Un communiqué du SNJ, SNJ-CGT, CFDT-journalistes et Prenons la Une

Humour de Droite @humouredroite 7/3 La "pensée woke", qui "met en danger la société française" selon le Figaro et P. Praud, à travers le privilège blanc, la cancel culture, etc n'est connu que de 6% des français, dont la moitié n'adhère pas. Par contre le RN est à 48% d'intentions de vote.

9/3 Dessine-moi les médias : Médias, rien ne va plus ! <https://www.acrimed.org/Dessine-moi-les-medias-Medias-rien-ne-va-plus> – Illustrations de Mathieu Colloghan

10/3 « Meghan et Harry » : l'AFP, gogo des alertes – Un communiqué du SNJ-CGT <https://www.acrimed.org/Meghan-et-Harry-l-AFP-gogo-des-alertes>

Acrimed 10/3 Quand les « complotologues » de Franceinfo font l'impasse sur la principale théorie du complot de l'ère Trump – Rudy Reichstadt et Tristan Mendès France « oublient » de mentionner une thèse conspirationniste majeure... à laquelle ils ont cru <https://www.acrimed.org/Quand-les-complotologues-de-Franceinfo-font-l>

11/3 Et si on arrêta les micro-trottoirs ? – Un communiqué du SNJ France 3 Paris IDF <https://www.acrimed.org/Et-si-on-arretait-les-micro-trottoirs>

12/3 Facebook, Google et co : les plateformes contre la démocratie – Un entretien avec Arthur Messaud et Benoît Piédallu de la Quadrature du Net <https://www.acrimed.org/Facebook-Google-et-co-les-plateformes-contre-la>

Législatives partielles à Paris : bataille de terrain dans le XXe arrondissement Marché Belgrand, ce samedi, c'est la dernière ligne droite pour l'élection législative partielle (4 et 11 avril). La candidate PS sera favorite leparisien.fr **Thomas Roger, un infirmier à l'assemblée @TAssemblee 14/3 Coucou @le_Parisien, il semble que vous ayez oublié quelqu'un... La plus grosse campagne c'est nous qui la menons et les surprises c'est nous qui allons les créer.**

C Politique @CPolF5 14/3 Le terme 'racisé' : « C'est un mot qui enferme dans une identité qu'on vous impose, qui vous stigmatise. » La comédienne @KhanNRachel dans #CPolitique **Arwa اروى @barketedelu 15/3 Mais c'est chaud d'être aussi indigent et d'être aussi pauvre intellectuellement.**

Jean-Michel aphantie @jmaphatie 17/3 On progresse, on progresse... Vu ce matin dans @Le_Figaro Un livre arrive en librairie : l'islamogauchisme serait un cousin de l'islam nazisme... Ça sent bon, tout ça... Chauffe, chauffe Marcel !!! **Thomas Portes @Portes_Thomas 17/3 Donc @Le_Figaro fait la pub sur un livre dont le titre est « liaisons dangereuses : islamo-nazisme, #islamogauchisme ». La période est vraiment puante.**

Lutte des classes

Remy Buisine @RemyBuisine 18/2 Ce soir encore à Paris, la distribution alimentaire pour les étudiants dépasse les 500 bénéficiaires et oblige même à des refus. La demande est toujours plus importante à chaque fois. @LinkeeOfficiel

Gravouil @DenisGravouil 19/2 La ministre de la culture évite la manifestation à Limoges et reçoit une délégation ... sans représentant syndical ! C'est tellement plus simple de choisir ses interlocuteurs ... #CultureEnDanger @cgt_spectacle @SNAM_CGT @SFA_CGT francebleu.fr

<https://t.co/yuWYrM9wMz?amp=1> **Compagnie Jolie Môme @CieJolieMome 22/2 Comme redouté, il va falloir se mobiliser dans les prochains jours les prochaines semaines... intermittents du spectacle rapprochez-vous de vos syndicats pour organiser la lutte ! @cgt_spectacle @LejeuneJojo @SNAM_CGT**

Humour de Droite @humouredroite 24/2 6500 ouvriers étrangers morts pour construire des stades qui ne serviront que pour un mois d'une Coupe du Monde achetée, dans un pays qui n'en est pas vraiment un et pour une compétition qui ne pourra pas se jouer en été : on dit un grand bravo à la corruption généralisée. #Qatar

https://lemonde.fr/planete/article/2021/02/26/le-chu-de-la-reunion-envisage-des-evacuations-sanitaires-massives-vers-paris_6071368_3244.html via Le Monde **Fabien Roussel @Fabien_Rssl 27/2 Mayotte étouffe. Le CH est saturé. Et 90% de tension en réa sur l'Île de la Réunion. Dans ces îles, comme aux Antilles, le nombre de lits de réa pour 10 000 hab est 2 à 3 fois inférieur à la métropole. Inégalité insupportable.**

Thomas Portes @Portes_Thomas 28/2 Mépris de classe envers une candidate PCF au motif qu'elle est ... cheminote. Merci l'@humanite_fr ! **voir P47**

<https://twitter.com/i/status/1366754333929439238> LCP @LCP 2/3 Réforme de l'assurance-chômage : "Elle va réduire drastiquement et immédiatement les ressources de 850.000 chômeurs, à commencer par les plus précaires et les plus jeunes", se scandalise @stephane1peu. > "Vous faites reposer les économies sur les plus fragiles." #DirectAN #QAG

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 2/3 Le 1er mars, les ménages ont subi une hausse du prix du gaz de 5,7% en moyenne, et 5,9% pour les foyers qui l'utilisent comme chauffage. Après avoir augmenté de 3,5 % le mois précédent, nous assistons à une réelle flambée du prix du gaz, et ce, en pleine crise !

<https://twitter.com/i/status/1367577588978180098> LCP @LCP 4/3 "Les plateformes de travail sont un cheval de Troie. Si notre système normatif cède face à leur stratégie, à terme, ce sont tous les secteurs d'activités qui seront concernés." @barbaragomes_fr à propos des plateformes qui emploient grâce au statut d'auto-entrepreneur. #DébatDoc **Barbara Gomes @BGomes_75 5/3 Et c'est bien pour cela que les plateformes sont si féroce ment défendues par certaines et certains. Elles représentent une forme d'aboutissement du rêve néolibéral.**



PCF @PCF 7/3 Ca va les rentiers ? On ne vous dérange pas trop ?

Cartographe encarté @nico_lambert 8/3 Confiner le Pas de Calais, soit... Mais pourquoi le taux de vaccinations des personnes âgées est-il là-bas inférieur de 14 points à la moyenne nationale ?

Vaccination contre le Covid-19 : où en est votre département ? Regard de cartographe #3. Pour ce nouveau "regard de cartographe", Nicolas Lambert, ingénieur de recherche au CNRS en sciences de l'information géographique, vous permet de suivre où en est la... <https://t.co/HFXoXm8Sf4?amp=1> humanite.fr

Éric Bocquet @EricBocquet 9/3 « Chaque seconde nous perdons le salaire annuel d'une infirmière dans un paradis fiscal. Nos systèmes fiscaux sont les outils les plus puissants pour créer une société juste. Mais ils ont été détruits par les multinationales et les super riches » @senateursCRCE @publicsenat @PCFNord **Cartographe encarté @nico_lambert 10/3 Chaque seconde, l'équivalent du salaire annuel d'une infirmière part en fumée dans les paradis fiscaux. Stop ou encore ?**

Fabien Gay @fabien_gay 10/3 217 licenciements chez Comptoir des cotonniers, 750 chez Bosch, rien qu'en ce début de semaine. Et que fait la ministre du travail @Elisabeth_Borne? Interdire les licenciements, conditionner les aides publiques. Non ! La réforme #allocationchômage

Sénateurs CRCE @senateursCRCE 12/3 Fonction de directrice ou de directeur d'école Cette proposition de loi ne règle aucun problème, mais en crée de nouveaux. Si ces personnels doivent être soutenus, ce n'est pas en les transformant en managers, concept inadapté au fonctionnement collectif du primaire.

GROUPE

COMMUNISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN et ÉCOLOGISTE
UNE VOIX DIFFÉRENTE AU SÉNAT

Directeurs d'école : une proposition de loi qui ne règle aucun problème et en crée de nouveaux

Le 10 mars au soir, le Sénat a adopté la proposition de loi de la députée LREM Cécile Rilhac, censée améliorer la situation des directeurs d'école. Sur le fond comme sur la forme, le débat sénatorial de mardi pose un certain nombre de questions.

Sur le fond, cette proposition de loi ne permettra pas de régler les difficultés rencontrées par les directeurs d'école. Ces derniers, soumis à des injonctions contradictoires et à une augmentation massive de leurs tâches administratives, demandent aujourd'hui massivement un allègement de ces dernières et le retour des aides administratives dont ils bénéficiaient jusqu'en 2017. Or, c'est un tout autre projet que les majorités à l'Assemblée nationale et au Sénat leur propose, et ce bien qu'ils s'y soient opposés à plus de 90 % dans une enquête du ministère de l'Éducation nationale.

La proposition de loi confère aux directeurs d'école une autorité fonctionnelle, floue dans ses détails, au sein de leur établissement ainsi qu'une délégation de pouvoir des services académiques. Si les directeurs doivent être soutenus et aidés dans leurs missions, ce n'est pas en les transformant en managers, concept inadapté au fonctionnement collectif du primaire, en les isolant encore du reste de l'équipe pédagogique et en affaiblissant leur rôle pédagogique que leur situation va s'améliorer.

Cette proposition de loi ne pourrait être que la première étape d'un projet plus large, créant un statut de directeur d'école propre à l'image de ce qui se passe dans le secondaire.

Sur la forme, le débat a donné lieu à un nouveau tour de passe-passe de la part du gouvernement pour tordre le bras à la représentation nationale. Cette proposition de loi, inscrite dans le créneau réservé à un groupe parlementaire, était soumise à un temps limité. Ces créneaux, fixés à la proportionnelle des groupes politiques, permettent une certaine équité entre majorité et opposition. Or, le gouvernement a fait le choix de fouler au pied ce fonctionnement démocratique et respectueux des oppositions en demandant l'allongement, chose inédite, du débat.

Le gouvernement, qui nous a déjà habitués à confier à sa majorité parlementaire le soin de déposer des projets de loi déguisés en proposition de loi par souci d'agenda, crée une nouvelle fois la confusion. Pire, cette manœuvre démontre une volonté de passer en force, avec la complicité de la majorité sénatoriale.

Considérant que ce texte n'est pas de nature à répondre aux problématiques identifiées par les directeurs d'école, les sénatrices et sénateurs du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste se sont opposés à ce texte.

15, RUE DE VAUGIRARD 75291 PARIS CEDEX 06 - 01 42 34 21 24

Thomas Portes @Portes_Thomas 15/3 La crise, oui mais pas pour tout le monde. Les cours du CAC 40 flambent. 24 de nos multinationales ont versé des dividendes pendant la crise. Ces 37 firmes ont déjà communiqué leurs résultats de 2020. 33 même ont promis de réenclencher la planche à billets. #COVID19 Pour rappel 18 grandes entreprises ont déjà annoncé des plans sociaux. Alors que des aides ont été versées aux grandes entreprises ces dernières continuent à distribuer de généreux dividendes, tout en annonçant la suppression de près de 60 000 emplois, dont 15 000 en France.

Thomas Portes @Portes_Thomas 16/3 En 2020 près de 345000 Français ont été victimes de punaises de lits, soit 85000 de + en 5 ans. 4,7 millions de Français (soit 7 %) ont eu affaire à ces insectes rampants depuis 2016 pour un coût qui n'est pas anodin : 1250 € sont dépensés en moyenne pour les éliminer. **Punaise !**

Thomas Portes @Portes_Thomas 16/3 Certains pleurent sur Emmanuel Faber, patron de Danone débarqué par les actionnaires. Pour rappel c'est 2000 suppressions de postes avec une hausse du dividende versé aux actionnaires. Personne ne s'est ému du sort de ces salariés, de ces vies brisées ...

Droites

Humour de Droite @humouredroite 13/2 Cette droite (et cette gauche printemps républicain) qui s'élève plus des menaces fantasmées d'un prof de philo politicien plutôt que des menaces de mort réelles sur un maire élu, étouffez vous dans votre déni. #SoutienAliRabeh

Marine Roussillon @marine_roussill 15/2 Donc d'après notre ministre, l'université serait gangrenée par des « islamogauchistes » influencés par Mao (?) et Khomeini (???) et convaincus de l'existence de races biologiques. Ça pourrait passer pour de la bêtise et faire rire. Mais là, ça fait trembler.

Le JDD @leJDD 21/2 La ministre Frédérique Vidal : "Si vous me demandez à quoi j'occupe en priorité mes journées, et une partie de mes nuits, c'est évidemment à l'impact de la pandémie sur les jeunes" **Ian Brossat @IanBrossat 22/2 Alors il y a un souci de productivité.**

Humour de Droite @humourdedroite 23/2 @GDarmanin en février :

Le 3 : "je veux de l'apaisement"

Le 4 : "je défends l'action française"

Le 5 : "la loi de la République supérieure à la loi de Dieu"

Le 19 : "L'université gangrénée par l'islamogauchisme"

Le 22 : "les Khmers verts affament les enfants"

C'est un métier.

RTL France @RTLFrance 23/2 Barbara #Pompili déplore un "débat préhistorique" autour des menus sans viande à Lyon "Il n'y a pas de cacophonie au sein du gouvernement... Cette décision est aberrante d'un point de vue **Humour de Droite @humourdedroite 23/2 Quelqu'un peut dire à nos ministres de l'agriculture et de l'intérieur que cette "décision aberrante, cette honte sociale" est conforme à la proposition citoyenne pour le climat avalisée par leur patron ?**

@LesinfirmieresEncolere @Lesinfirmieres1 24/2 flash info : on apprend qu'un conseiller ministériel de chez Veran s'en va au 1 mars 2021 rejoindre la direction générale du groupe Korian. Ni l'un ni l'autre ne souhaitent commenter. Donc c'est vrai.

Humour de Droite @humourdedroite 24/2 On pourrait demander au CNRS de travailler sur les accointances entre les entreprises du CAC40 (DE DROITE) et le personnel politique (DE DROITE) d'un côté, et les pays qui financent le terrorisme islamiste de l'autre. Et que se apelorio l'islamodroitisme #Vinci #Lafarge #Sarkozy

C ce soir @Ccesoir 25/2 Race : "On s'est quand même battus pendant des générations pour arrêter d'utiliser ce mot." @CarolineFourest dans #CCeSoir **M C Vergiat @MCVergiat 27/2 C'est terrible de penser qu'en évitant d'utiliser les mots on règle le problème et de penser qu'en reprenant la pensée de l'extrême droite on peut lutter contre la montée du courant identitaire.**

POLITIQUE

Un conseiller d'Emmanuel Macron a déjeuné secrètement avec Marion Maréchal en octobre à Paris

Bruno Roger Petit, « conseiller mémoire » du chef de l'Etat, a invité la nièce de Marine Le Pen et l'égérie de l'extrême droite identitaire dans un

Auréli Filippetti @aurelifil 27/2 La bouche en cœur, les élus EnMarche s'en prennent aux électeurs de gauche las-sés d'être pris pour des chèvres au 2nd tour des présidentielles, mais pendant ce temps, chez eux, certains déjeunent avec l'extrême-droite sans être sanctionnés #hypocrisie

Emmanuelle Wargon @EmmWargon 27/2 Quel rempart la gauche au pouvoir avait-elle dressé contre le FN ? Quelles avancées pour rattacher les classes populaires au projet républicain ? Femme de gauche, j'ai rejoint Emmanuel Macron pour mener ce combat au quotidien. Tout nous sépare du RN. Ne nous résignons pas. **Najette @Khaltibesara 28/2 Ca déjeune avec Marion Maréchal, ça téléphone pendant 45 mn à Zemmour, ça réhabilite Pétain et Maurras, ça trouve Marine Le Pen molle avec l'islam, ça traite d'islamo gauchiste toute personne qui dénonce les lois sur le séparatisme... Mais on n'a rien à voir avec Marine Le Pen**

Céline @Celine_at_Paris 28/2 Donc le médicament miracle identifié par Macron qui ne marche pas (1) est commercialisé par Eli Lilly, dont la directrice des nouveaux produits France (2) est l'épouse d'un député LREM (3), la mère de l'adjoint au chef de cabinet de l'Élysée (4) et de sa conseillère santé (5). **Thomas Portes @Portes_Thomas 28/2 Cadeau entre amis, épisode 8967. Donc on autorise un médicament expérimental commercialisé par une société dont la directrice de l'accès national et régional et nouveaux produits est la femme d'un député LREM. Le fils bosse lui au cabinet de Macron. #COVID19**



https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement/on-va-etre-partout-tout-le-temps-a-dunkerque-la-police-multiplie-les-contrôles-pour-faire-respecter-le-confinement_4314283.html Franceinfo @franceinfo 28/2 "On va être partout, tout le temps" : à Dunkerque, la police multiplie les contrôles pour faire respecter le confinement **MaitrePandaï @Panda31808732 28/2 Bienvenue en Absurdistan autoritaire, où l'on peut vous coller 135 euros d'amende pour vous être promené seul sur une plage le week-end alors que les écoles et lieux de travail où les gens sont exposés de force toute la semaine font office de passoire virale.**



Je suis une femme de gauche. La justice sociale et l'égalité des chances sont les combats de ma vie. Et c'est en @EmmanuelMacron que j'ai trouvé leur meilleur défenseur. Alors je le dis aux électeurs de gauche : regardez ce que nous faisons, ne baissez pas les bras face au FN.



La réforme de l'assurance chômage est relancée. Un décret sera présenté mardi aux syndicats : 40% des demandeurs risquent de voir leurs droits diminuer. lejdd.fr/Politique/assu...

Pierrick Lavoine @PierrickLVN 28/2 Cette ministre réussit avec brio l'épreuve du grand écart macroniste en affirmant dans la même journée « Je suis une femme de gauche » et « Je diminue les droits au chômage de 40% des demandeurs d'emploi en pleine crise sanitaire ». Bravo @Elisabeth_Borne Débats d'école @debatdecole1 28/2 LREM à la gauche : « bande d'islamogauchistes, assistés, ennemis de la République, populace, violents, couards, procureurs... » Also LREM : « ouin ouin la gauche veut plus jouer au barrage avec nous »

Humour de Droite @humourdedroite 1/3 Gouvernement Fillon 1 (ordre protocolaire) Sarkozy : condamné Fillon : condamné Juppé : condamné Borloo : néant Alliot-Marie : mise en examen Kouchner : néant Horetefeux : mis en examen Dati : témoin assistée Bertrand : relaxé Darcos : relaxé Pecresse : condamnée Morin : condamné Bachelot : condamnée Boutin : condamnée puis décision annulée Lagarde : reconnue coupable Albanel : néant Woerth : mis en examen Sur les 17 têtes de l'exécutif, 14 ont été concernées par des affaires judiciaires, soit 82% du gouvernement. De rien.

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 1/3 3 ans de prison dont 1 ferme pour Nicolas Sarkozy. La justice a fait son travail. Il ne s'agit pas de le commenter. Mais je suis curieux de savoir si ce qui était vrai en 2015 l'est toujours...



Nicolas Sarkozy @NicolasSarkozy

Je souhaite qu'il n'y ait pas de mesures d'aménagement de peine pour les peines supérieures à 6 mois #NSParisien

BFMTV @BFMTV 1/3 Gérald Darmanin: "Nicolas Sarkozy a évidemment tout mon soutien amical" ◊ **Humour de Droite** ◊ **@humouredroite 2/3 Ok donc on a un ministre de l'intérieur qui est prêt à envoyer l'armée contre des jeunes qui tournaient un clip de rap à Grenoble mais qui assure de son " soutien" un délinquant condamné.**

L'Humanité @humanite_fr 2/3 Gérard Araud, ancien ambassadeur aux États-Unis, et Étienne de Poncins, qui représente la France en Ukraine, s'en prennent à la #CommuneDeParis sur Twitter, au plus grand mépris de l'histoire. 150 ans après, l'esprit versaillais est toujours là...

5 rappels historiques pour nos diplomates qui aiment taper sur la Commune de Paris <https://t.co/Luags8JsZO?amp=1> humanite.fr

France Inter @franceinter 4/3 Faut-il commémorer le bicentenaire de la mort de Napoléon et les 150 ans de la Commune de Paris? Pierre Nora, historien: "Je dirais: oui Napoléon, non la Commune. La polémique sur Napoléon est ridicule" #le79Inter **PCF @PCF 4/3 150 ans après, l'immortelle Commune de Paris gêne encore! #VersaillaisNotDead**

BFMTV @BFMTV 11/3 ALERTE INFO. Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde en garde à vue pour détention d'armes

<https://twitter.com/macinside/status/1367750383217618944> Majdi Charana @MajdiCharana 12/3 OK la vie des cyclistes est dure mais de là à s'en prendre à ce livreur qui galère déjà à déplacer sa marchandise... c'est lunaire. Bref dans la vidéo on voit surtout que ce gars est un bobo de droite relou. Supprime.

Mediapart @Mediapart 16/3 [#Enquête] Conseiller de Macron, le député Solère est suspecté d'avoir détourné 167 000 euros d'ArgentPublic | par @AnttonRouget <https://mdpt.fr/3rSEpe/>

RTL France @RTLFrance 16/3 #Cesar2021: "Cette soirée n'a pas été utile au cinéma français... c'est navrant de voir des artistes piétiner leur outil de travail", estime la ministre de la Culture @R_Bachelot dans #RTLMatin avec @VenturaAlba **PCF @PCF 16/3 C'est navrant de voir une ministre de la culture piétiner les artistes en lutte pour leur survie**

https://www.liberation.fr/politique/emmanuel-macron-le-variant-elyseen-20210316_G5JG3DTIKVHOZH6MV-CRY3P4N7U/ Etienne Baldit @EtienneBaldit 16/3 «Le Covid, c'est ce qui est arrivé de mieux au Président, estime le député LREM Bruno Bonnell. Il s'en trouve renforcé parce qu'il a la confirmation qu'il est sur la voie à suivre.» **PCF @PCF 17/3 91.000 morts du Covid.**

L'Humanité

vendredi 17 mars 2017
Page 17
563 mots



APRÈS LA DÉCISION DE VALÉRIE PÉCRESSE

« Clause Molière » : la fourberie identitaire de la droite

« En Île-de-France, il faut parler français pour porter un sac de ciment » : voici le nouveau credo de Valérie Pécresse, qui a décidé de n'attribuer des marchés publics qu'à des entreprises employant des salariés parlant français. Cette mal nommée « clause Molière », la droite veut en faire un symbole pour l'élection présidentielle. Personne n'est dupe de cette fourberie. Ce n'est pas la sécurité des ouvriers du BTP qui intéresse Pécresse, Wauquiez et compagnie. Personne ne les a jamais entendus s'engager à propos de leurs faibles salaires, de leur fatigue, de leur plus faible espérance de vie, de leurs accidents du travail, de la nécessité d'amplifier les moyens de l'Inspection du travail, pas plus qu'ils ne se sont opposés, par leur vote, à la directive des travailleurs détachés Ce qui anime la droite, c'est de jouer à plein la carte identitaire en affichant cette mesure xénophobe pour diviser les salariés entre eux et faire gagner ainsi des voix à l'extrême droite. Un jeu dangereux, périodiquement pratiqué par la droite, mais qui, cette

fois, franchit un palier car la clause Molière structure une politique publique. La droite légitime le discours de l'extrême droite, met en place une politique publique discriminatoire et fissure encore plus les digues avec le FN. L'histoire de cette clause est éclairante. Créée à Angoulême, elle a été reproduite en série dans plusieurs collectivités sous l'impulsion d'un collectif baptisé « Franc-Parler ». Plusieurs régions dirigées par la droite l'ont ainsi votée, dont la dernière en date est l'Île-de-France. C'est Jérôme Chartier, conseiller spécial de François Fillon, qui a été chargé de la défendre comme un dispositif avant tout politique. Les régions sont devenues des laboratoires pour mettre le pied à l'étrier à la préférence nationale en modifiant le cadre réglementaire et législatif actuel par la jurisprudence. Un pas de plus après l'introduction de cette clause suffirait pour inciter les entreprises à recruter sur critère de nationalité et à appliquer la préférence nationale, pierre angulaire du programme du FN. Cette clause Molière xénophobe,

en toute logique, devrait être intégrée dans le projet de Fillon à la faveur de l'accélération d'une redéfinition idéologique en cours à droite. Elle se heurte toutefois au refus d'une partie du patronat : Parisot qualifie cette clause de « ridicule », Gattaz redoute « une dérive nationaliste », de même une partie de la droite, qui souhaite poursuivre la surexploitation des « travailleurs détachés » que permet la directive européenne dans le cadre d'une concurrence libre et non faussée. La gauche doit combattre juridiquement cette offensive car cette clause est illégale, mais aussi politiquement, en réaffirmant que la réponse passe par l'obtention des mêmes droits sociaux pour tous, et en agissant au niveau local, national et européen. ■

Par Céline Malaisé Présidente du groupe Front de gauche en Île-de-France, membre du CEN du PCF.

Céline Malaisé @CelineMalaise 17/3 Le vrai bilan de la droite de Pécresse, c'est cette tentative d'imposer une clause xénophobe dans les marchés publics régionaux. Déjà la droite virait sur les terres de l'extrême-droite. Cette clause fut retoquée car illégale.

FatalErrorSystem @Evernem 18/3 La droite passe son temps à hurler au #racismeAntiBlanc mais dès qu'on lui parle de groupes de parole entre personnes subissant du racisme (cf. UNEF), elle en déduit que ça exclut les blancs ? Donc CQFD le racisme anti blanc n'existe pas, même pour les hypocrites de droite.

Extrêmes droites

Il est homophobe, opposé à l'égalité H/F, partisan de la fessée éducative, commandité par Dieu pour une croisade anti-chinoise et il prévient que les juifs non convertis à son Eglise évangéliste seront "raffinés" dans un "brasier" (suivez son regard). Il s'appelle Adrian Zenz, il est la source N° 1 dans l'enfumeage sur les Ouïghours. Beurk!

<https://twitter.com/i/status/1361405197470343171> Action Antifasciste Paris-Banlieue / Rescue Page @AFA_PB 15/2 Extrait audio dans lequel on apprend qu'un des porte-parole de Génération Identitaire souhaite "remigrer" les français juifs #TPMP

Humour de Droite ◊ @humouredroite 17/2 Les douaniers retrouvent du boulot. Les frontières se ferment. Chacun reste chez soi. La délation est en plein boom. L'autre est dangereux. L'Union européenne vole en éclats. La science est suspecte. Le Covid nous aura appris à vivre avec le programme du Rassemblement National.

Sud-Ouest @sudouest 18/2 « Islamo-gauchisme » : le RN salue les propos de Frédérique Vidal

Manuel Valls @manuelvalls 18/2 C'est pourtant assez simple: c'est l'alliance directe ou indirecte entre une partie de la gauche (politique, syndicale, médiatique, intellectuelle..) avec l'islam politique ou l'islamisme. **Ismaël X @zalzil_ 19/2 "l'alliance directe ou indirecte (...) islam politique ou islamisme" : même pour toi ça n'a pas l'air si clair que ça. Personne ne veut entendre ton avis et ça par contre c'est beaucoup plus simple à comprendre.**

Willy Le Devin @Will_Id 19/2 [Info @libe] Arrivée en provenance de Madrid, une enfant d'origine camerounaise, dont la validité du passeport interrogeait la police aux frontières, est restée plus d'une semaine, nuit et jour, à l'aéroport @franckbouaziz

Thomas Portes @Portes_Thomas 20/2 Donc le Préfet violent Didier Lallement autorise la manifestation de #GenerationIdentitaire, groupuscule visé par une procédure de dissolution, mais interdit le rassemblement organisé par les antifascistes. Deux poids deux mesures pour un Préfet qui affiche clairement son camp.

Velouté @Letoulouzingue 23/2 Dites, le #LucFerry de l'immonde tribune du journal @lemondefr, c'est le même Luc Ferry qui a été payé 14 ans 4500 € mensuels par l'université Diderot pour ne jamais y venir enseigner ?

Jean Hugon @JeanHugon3 23/2 Donc en une semaine, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin aura :

- Débattu avec Marine Le Pen
- Fait une tribune dans Valeurs Actuelles
- Fait un débat avec Éric Zemmour

Ils ne se gênent même plus ils ne font que "débatte" entre gens d'extrême-droite.

Ronanov @ronane_ 24/2 Et on en parle de l'islamoextremoidotisme ?

David Perrotin @davidperrotin 26/2 Depuis 24h, un syndicat de police d'extrême droite a diffusé une vidéo complotiste (reprise par Valeurs actuelles and co) m'accusant de mensonges et de manipulations dans l'affaire Zecler. Depuis, je reçois insultes et menaces. Je ne récus pas une seconde de mon sujet #Thread **M C Vergiat @MCVergiat 27/2 Notre meilleure arme est la solidarité #solidaires**

<https://twitter.com/i/status/1365411151127990275> Human Rights Observers @HumanRightsObs 26/2 Ce matin à #GrandeSynthe les exilé.e.s ont subi une 2ème expulsion à grande échelle cette semaine. Les personnes ont été forcées de laisser leurs affaires/abris, qui ont été détruits avec une pelleteuse. **M C Vergiat @MCVergiat 27/2 Qui peut trouver cela digne de nos #PrincipesRépublicains**

Le terroriste Brenton Tarrant était «membre bienfaiteur» de Génération identitaire Brenton Tarrant, qui a assassiné 51 musulmans dans des mosquées à Christchurch (Nouvelle-Zélande), en 2019, était «membre bienfaiteur» de Génération identitaire selon Tracfin. Le groupe d'extrême... liberation.fr <https://t.co/WMJwdLUDNB?amp=1> **Cartographe encarté @nico_lambert 3/3 Pour mémoire, Brenton Tarrant c'est le type qui a assassiné 51 musulmans dans des mosquées à Christchurch en Nouvelle Zélande. #dissolutiongenerationidentitaire**

Lydia Guirous @LydiaGuirous 6/3 Erreur de @MarleneSchiappa qui met en scène une jeune femme voilée pour l'opération #109Marianne ! LREM est toujours enlisée dans le relativisme. Marianne n'est et ne sera JAMAIS voilée! L'islamisme et ses symboles ne se combattent pas à moitié! **Gintoki Sama @Sht_dono 6/3 Fatoumata Kébé : Astrophysicienne, féministe, militante pour la place des femmes en sciences-astronomie, l'ouverture aux classes pop, primée par l'ONU pour le projet écolo Connected Eco portée par des femmes. Lydia Girous : Présidente du fan club de Nicolas Sarkozy (délinquant)**



Jean-Michel CADENAS
@RassNational53

Dans le Grand Est, le PCF investit une liste sur un tandem turc constitué par Hülliya Turan, adjointe à la maire de Strasbourg, et Bora Yilmaz, adjoint au maire de Nancy qui, espère-t-il, lui apportera un électorat de substitution, compte tenu de la forte présence locale turque !

08:22 - 06/03/2021 - Twitter Web App

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 10/3 Total soutien à @HulliYaTURAN_67, @Yilmaz_Bora_ et à toutes les forces de gauche et écologistes de la région grand Est qui, à travers ce post de l'extrême droite, se font insulter. Soyons fiers de nos valeurs et défendons-les. Elles finiront par l'emporter sur la haine!

Tajmaât @Tajmaat_Service 17/3 FLASH - Des groupuscules d'extrême droite préparent des attentats contre des musulmans sur des groupes Telegram La @mosqueedeparis est particulièrement visée, certains souhaitent évincer des femmes enceintes afin de déclencher une guerre civile. **Thomas Portes @Portes_Thomas 18/3 « Imagine je crame une mosquée ou j'égorge un imam » voilà ce qui circule sur des groupes d'extrême droite sur la chaîne Telegram. Des appels à la haine, au meurtre et à commettre des actions violentes. @GDarmanin une réaction ? L'extrême droite est une idéologie violente.**

Résistances

Olivier Dartigolles @Dartigolles 12/2 Je viens d'être informé de la décision du tribunal suite à la procédure en diffamation publique engagée contre moi par Génération identitaire suite à mon expression lors d'un débat sur @CNEWS. Je suis relaxé. Une belle victoire judiciaire. Mais aussi politique et morale.

PCF @PCF 18/2 « Frédérique Vidal n'a plus rien à faire à la tête du ministère de la connaissance » @OuzouliasP @publicsenat <https://t.co/YtDBb51PAG?amp=1>

Ian Brossat @IanBrossat 18/2 La Cour de Cassation vient de se prononcer. Victoire totale de la Ville de Paris face à Airbnb et aux fraudeurs qui louaient leur logement illégalement : nos outils de régulation sont reconnus conformes au droit européen ! Une bataille de 5 ans devant les tribunaux.

PCF @PCF 22/2 Dans @leMonde 115 scientifiques et experts médicaux appellent à soutenir la campagne #PasDeProfitsur-laPandémie #right2cure et demandent que « la protection de la population mondiale passe avant la logique du profit » https://lemonde.fr/idees/article/2021/02/22/la-protection-de-la-population-mondiale-doit-passer-avant-la-logique-du-profit_6070802_3232.html

Signez : <https://noprofitonpandemic.eu/fr/>



L'Humain D'Abord AURA @LHumainDAbAURA 24/2 La filière photovoltaïque doit être soutenue ! C'est le sens de nos interventions au CR Aura. Nous obtenons grâce à un vœu commun avec la Majo Régionale et le PRG le soutien unanime à Photowatt. Notre groupe a déposé un vœu ce jour au CR Aura pour engager l'institution contre la casse d'EDF. L'essentiel du vœu (refus du processus Hercule) est voté à l'unanimité (les groupes RN et Modem se sont abstenus). #DirectAura

[Agenda] PCF @BotPCF 24/2 [#AgendaPCF] 20 mars, No-gent-sur-Oise - Manifestation « Pour le respect des droits des mineurs et des jeunes majeurs étrangers isolés » [@PCF](http://dl-vr.it/RtNX4Z)

UGICT - les Ingés Cadres Techs CGT @CGTCadresTechs 24/2 La CGT Spectacle appelle à manifester pour de nouvelles mesures en faveur de la culture <https://syndicoop.info/?p=37068> via @Le_Figaro

Mediapart @Mediapart 24/2 Malakoff Humanis condamné pour discrimination sexiste et syndicale - par @CecHautefeuille <https://t.co/nJNUSdfcyL?amp=1>

L'Humanité @humanite_fr 26/2 Enfin! Adecco sera jugé après 20 ans de procédure, pour la mise en place d'un fichage racial qui a concerné 500 intérimaires de couleur, suite à une plainte déposée par @SOS_Racisme @maisondespotes et des intérimaires. #discrimination <https://t.co/gxEWVfiu07?amp=1> humanite.fr

Sea-Watch International @seawatch_intl 27/2 102 people rescued in 2nd operation The SeaWatch3 spotted another boat in distress early this morning. One of the boat's tubes was already deflated, but the people could be brought safely on board, where there are now a total of 147 guests. **M C Vergiat @MCVergiat 28/2 Merci #SeaWatch3**

PCF @PCF 28/2 Nos compatriotes guadeloupéennes et martiniquaises ont manifesté contre la menace de prescription qui pèse sur le dossier chlordecone. Cette indignation et cette colère sont légitimes face à ce scandale d'État. Les communistes sont à leurs côtés ds cette quête de justice et de vérité

<https://twitter.com/i/status/1366734172098854913> PCF @PCF 2/3 Cette fusion Suez-Veolia, nous n'en voulons pas ! @Fabien_Rssl avec les salarié.e.s des 2 groupes en lutte pour l'intérêt général et contre l'intérêt particulier des actionnaires.

<https://twitter.com/i/status/1367028508606799873> Alain Bruneel @Alain_Bruneel 3/3 #ETUDIANTSPASINFLUENCEURS J'interpelle les Ministres de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, et de la Jeunesse, Sarah El Haïry. #etudiants #etudiantsfantomes

<https://lejdd.fr/Societe/exclusif-covid-19-deux-tiers-des-francais-sont-favorables-a-une-levee-des-brevets-vaccinaux-4029674> via @lejdd **Fabien Roussel @Fabien_Rssl 7/3 70% des français.es pensent que les gvts doivent obliger les labos à partager les connaissances sur les vaccins. 63% souhaitent la levée des brevets. Allons-y ! Signez la pétition europ d'initiative citoyenne #PasDeProfitSurLaPandemie**

<https://twitter.com/i/status/1369320530562711560> Sénateurs CRCE @senateursCRCE 9/3 #Handicap En individualisant le calcul du montant de l'Allocation aux adultes handicapés, le Parlement met fin à une injustice notoire. Une proposition, rappelle Cathy @Apourceau, que nous avons portée en 2018 déjà, mais rejetée à l'époque par le gouvernement et le Sénat.



Fabien Roussel @Fabien_Rssl 9/3 Enfin, un juge annule les condamnations honteuses et sans preuve de @LulaOfficial. Lula est libre et éligible. Avec @ManuelaDavila du PCdoB, il et elle représentent l'espoir de battre Bolsonaro l'année prochaine !

<https://twitter.com/i/status/1369661014069944322> Sénateurs CRCE @senateursCRCE 10/3 Question d'actualité de @OuzouliasP à @R_Bachelot « Quand allez-vous autoriser la réouverture des salles de cinéma, des salles de spectacle et des salles de concert ? La culture n'est pas accessoire. Elle est essentielle, car elle constitue l'essence même de notre nation. »

<https://twitter.com/i/status/1370064100852703233> PCF @PCF 11/3 Il faut sortir de la logique du profit et de la mise en concurrence avec les vaccins. @TAssemblee et @PSavoldelli94 devant Bercy pour soutenir les #Sanofi

L'Humanité @humanite_fr 12/3 Jeudi, devant les agences régionales de santé, le @PCF a réclamé la levée des brevets sur les sérums anti #Covid19 Une conférence de presse a aussi réuni de nombreuses organisations. #vaccins <https://t.co/xsweYkivXu?amp=1>

<https://twitter.com/i/status/1370503733054951425> Fabien Randonne @fabrandanne 12/3 #Cesar2021 Corinne Masiero a dit ce soir en une image et deux minutes ce que d'autres ont tenté d'exprimer plus ou moins bien en tenue de soirée et avec prompteur **Fabien Roussel @Fabien_Rssl 13/3 Bravo à Corinne Masiero qui, hier soir, n'a pas fait de cinéma pour défendre le monde de la culture en danger! #NoCultureNoFutur #Cesar2021**

Thomas Portes @Portes_Thomas 14/3 La bonne nouvelle du soir. En Allemagne lors deux scrutins régionaux l'extrême droite (AFD) L'extrême droite de l'Alternative recule de 3,3 points à 4,2 points dans les deux Länder.

Léon Deffontaines @L_Deffontaines 15/3 @PCF, @La_CNL, @_MJCF et l'@uec_fr devant le ministère @sup_recherche pour réclamer un revenu étudiant. Prochain rdv le #16mars partout en France ! Nous refusons d'être une #générationsacrifiée

<https://twitter.com/i/status/1371829654194114564> Assemblée nationale @AssembléeNat 16/3 @ElsaFaucillon (GDR) dénonce "le choix idéologique qui aggrave"[...]la situation des saisonniers et des intermittents qui ne peuvent bénéficier de la prime d'État". Elle demande l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, "qui fait la guerre aux travailleurs" #DirectAN #QAG

Fabien Gay @fabien_gay 16/3 #LoiSécuritéGlobale Mobilisé avec mes camarades du groupe @senateursCRCE aux côtés des manifestant.e.s devant le Sénat pour protester contre la "Loi Sécurité Globale", projet de loi contre lequel nous nous opposons fermement à la fois dans la rue et dans l'hémicycle !

MRAP @MrapOfficiel 16/3 [Écho des comités locaux] Insultes négrophobes devant un bar à Strasbourg. Le MRAP fut partie civile à l'audience au Tribunal. □ <https://mrap-strasbourg.org/Insultes-racistes-devant-un-bar-a-Strasbourg-Le-MRAP-a-ete-partie-civile>



PCF @PCF 17/3 Les soignants tournent le dos à Macron. Juste retour des choses quand on sait à quel point il a tourné le dos à l'hôpital public...



NVO - La Nouvelle Vie Ouvrière @La_NVO 18/3 EDF : l'interfédérale appelle à la mobilisation le 8 avril contre Hercule <https://buff.ly/3cIXKJ1>

Thomas Portes @Portes_Thomas 18/3 @CNEWS vient d'être condamnée à payer une amende de 200000€ pour des propos d'Éric Zemmour contre les migrants. C'est le prix à payer quand on salarie une personne condamnée pour provocation à la discrimination raciale et Injure et provocation à la haine envers les musulmans.

Pétitions

Non à la réédition de Mein Kampf ! <https://www.change.org/p/fayard-non-%C3%A0-la-r%C3%A9-%C3%A9-%C3%A9-dition-de-mein-kampf-par-fayard>

Partagez cette initiative citoyenne @Right2Cure et aidez-nous à obtenir 1 million de signatures #Covid19 #Right2Cure #NoProfitOnPandemic #PeoplesVaccine Pas de profit sur la pandémie ! Signez maintenant! Nous avons tous droit à la protection du COVID-19 <https://noprofitonpandemic.eu/fr>

Pétition initié par UniversiteOuvverte.org afin de demander la démission de Vidal. <https://www.wesign.it/fr/science/nous-universitaires-et-chercheurs-demandons-avec-force-la-demission-de-frederique-vidal>

Aérodrome d'Annecy Halte aux nuisances aériennes Le collectif CRASH. Annecy vient de créer une pétition en ligne : <http://chng.it/ghfxvg8K>

Justice for Ali, Eyad, Ahmad and all Palestinians killed https://secure.everyaction.com/AMed5_6g90KOYwuC3T2-Krg2?emci=d2bef9c6-6c70-eb11-9889-00155d43c992&emdi=f8c695a4-6d70-eb11-9889-00155d43c992&ceid=5020220

Contre la surveillance biométrique de masse : pétition européenne <https://technopolice.fr/blog/contre-la-surveillance-biometrique-de-masse-signez-la-petition-europeenne>

Protégeons l'Arctique des forages de Total <https://act.350.org/sign/protegeons-larctique-des-forages-de-total>

L'UE et la France doivent sortir du Traité sur la charte de l'énergie, ce Traité qui protège les pollueurs <https://www.collectifstopptafta.org/traite-sur-la-charte-de-l-energie/article/signez-la-petition-l-ue-et-la-france-doivent-sortir-du-traite-sur-la-charte-de>

Israël : 10bis doit cesser ses actions antisyndicales, maintenant ! https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=4778&src=mm

À Morsang-sur-Orge la Maire UDI @m_duranton91 a décidé d'expulser le Secours Populaire dans son local du Bric à Brac. Décision scandaleuse qui rappelle les méthodes de l'extrême droite à Hayange. La solidarité n'existe pas avec la droite ! Signez : <https://t.co/GnDSFIXGiu?amp=1>

A voir ou à revoir sur le blog

<https://gemcran.wordpress.com>

16/2 Le #PCF se félicite de la nomination de Pap Ndiaye à la direction du musée d'histoire de l'immigration

17/2 Haïti : Répondre à l'appel à solidarité du peuple haïtien en danger ! (#PCF)

18/2 La Turquie embrase le Moyen-Orient (#PCF)

19/2 Fabien Roussel #PCF : Ne pas laisser la campagne vaccinale dans les mains du privé

20/2 Quel service public de l'électricité ? #PCF

21/2 Contre la précarité, garantissons un emploi ou une formation pour chaque jeune #MJCF

22/2 Perseverance sur Mars : une réussite pour toute l'Humanité #PCF

23/2 Le #PCF appelle à se mobiliser massivement en défense de la recherche, de l'université et du pluralisme

24/2 Sur la progression inquiétante des extrêmes droites européennes (#PCF)

25/2 Luxembourg vu de Moselle – Un paradis fiscal et une référence libérale (#PCF)

26/2 Déclaration #PCF pour le 45^e anniversaire de la création de la RASD le 27 février

27/2 Faudra-t-il attendre 1000 ans de plus pour l'égalité ? #PCF

28/2 ZAD de Gonesse : Soutien et solidarité #PCF avec les opposants à la gare de plein champs de la ligne 17

1/3 Agenda mars 2021

2/3 Haïti : La place de la France est aux côtés du peuple haïtien, et non de ses tyrans (#PCF)

3/3 Mme Vidal : encouragez-vous la calomnie et le fichage des universitaires ? #PCF

Jeudi 4 mars à 8h35, Fabien Roussel #PCF sur la matinale de BFM TV et RMC

4/3 Birmanie : Le régime militaire se place au ban de l'humanité (#PCF)

5/3 Le #MJCF lance la semaine du féminisme

6/3 Grève et manifestation féministe #Annecy 6/3 14h mairie #NousToutes

7/3 8 mars : grèves et manifestations #CGT notamment #Annecy 14h30 Préfecture et #Chambery 15h40 place de Genève devant la FNAC

8/3 Bande d'alcoolos

9/3 Sénégal : Droits et libertés doivent être respectés et garantis (#PCF)

10/3 11 mars, faire du vaccin un bien public #PCF

11/3 Vers un manifeste communiste pour l'écologie #PCF

12/3 Les jeunes se mobilisent pour leur avenir

13/3 Pour le rassemblement, une candidature #PCF qui porte la revendication d'unité et de sortie du présidentielisme

14/3 #OdeonOccupe : « Le gouvernement doit sortir de sa tour d'ivoire » (Pierre Dharréville – #PCF)

15/3 Vaccination en Israël : modèle ou contre modèle ?

16/3 Macron a fait un pari mais on ne joue pas avec des vies humaines (Fabien Roussel #PCF)

17/3 Un anniversaire d'une puissante actualité (150 ans de la Commune de Paris)

18/3 @YFC_Annecy mobilise pour l'urgence écologique et les conditions étudiantes le 19 Mars, lors d'une manifestation dans les rues d' #Annecy (départ à 15h devant Courier)

19/3 Manifestations contre les lois liberticides 14h Paquier face préfecture #Annecy 14h30 Place Palais de justice #Chambery

A voir ou à revoir

<https://twitter.com/i/status/1356234585990983682> Pif le Mag @Pifofficiel 1/2 Ton #PifHorsSérie avec 2 Unes ! Le 1er Mag avec 2 Couv & la seconde offerte à l'intérieur... Chez ton marchand de journaux préféré à partir du 3 février... 132 pages Grand Format (33/30) 90 de BD (5 histoires complètes) 40 de Gags & Jeux 4 gadgets

<https://twitter.com/i/status/1361955787103436800> PCF @PCF 17/2 En PIB d'actifs financiers, le Luxembourg est le N°3 mondial. Les plus grandes fortunes françaises y sont, payent 0% d'impôts sur les dividendes, sur les plus values boursières. De l'argent qui nous manque pour financer nos hôpitaux, nos écoles @Fabien_Rssl @RTLFrance #OpenLux

<https://twitter.com/i/status/1362415617903652866> Laurence Cohen @LaurenceCohen94 18/2 L'interim médical est un vrai problème. Pourtant notre amendement est balayé d'un revers de main! Avis défavorable... Mais, mes chers collègues, que proposez-vous à ce sujet? Je demande à ce que le débat soit un peu plus nourri! @senateursCRCE @PCF

PCF @PCF 18/2 Rendez-vous ce jeudi à 19h pour l'épisode #2 ! En immersion avec @Fabien_Rssl

<https://youtu.be/bk89hldy00s>

L'Humanité @humanite_fr 24/2 Des réflexions sur l'application d'un « objectif zéro #COVID19 » commencent à émerger en Europe et en France. Venue de pays d'Asie, cette doctrine fait le pari d'un freinage brutal et immédiat de l'épidémie avant que celle-ci n'explose. #Confinement

Covid-19. Face au virus et ses variants, la tentation de nouvelles stratégies Des réflexions sur l'application d'un « objectif zéro Covid » commencent à émerger en Europe et en France. Mais l'idée ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique, à l'heure où la... humanite.fr

<https://t.co/3bWDCJwJvr?amp=1>

Travailler au Futur @T_au_futur 24/2 L'@OITinfo appelle à ce que tous les travailleurs des plateformes numériques, quel que soit leur statut d'emploi, puissent exercer leurs #droits fondamentaux au travail Lire sur TaF : <http://bit.ly/2NW8cEg> S'abonner à la revue : <https://bit.ly/3ngxjyo>

L'Humanité @humanite_fr 24/2 L'infirmerie Farida C., brutalement arrêtée lors d'une manifestation en juin, a été jugée lundi 22 février. Aux faits qui lui sont reprochés, elle a opposé la violence institutionnelle. La soignante risque trois ans de prison. #ViolencesPolicieres

Violences policières. « J'irai manifester avec ma blouse maculée de sang et de boue ... » Le témoignage...

Le 16 juin, Farida C. était violemment interpellée lors de la manifestation des soignants, à Paris. Les faits qui lui sont reprochés : « outrage », « rébellion » et « violences sur personne dépositaire... <https://t.co/AFaJDFNXaS?amp=1> humanite.fr

<https://twitter.com/i/status/1364534182257586177> Loopsider @Loopsidernews 24/2 Les menus végétariens dans les écoles, bonne ou mauvaise idée ? Nous avons rencontré un éleveur et un cuisinier en cantine pour comprendre. Eux, ils y sont favorables. En partenariat avec @RACFrance

L'Humanité @humanite_fr 26/2 Sollicités pour prêter main-forte aux hôpitaux, les cadres de santé en formation n'ont pas perçu d'augmentation de salaire, ou alors au bon vouloir de leur établissement. Ils témoignent de leur exaspération. #hopital #segur #soignants

A l'hôpital, l'injustice faite aux cadres de santé en formation <https://t.co/To9lgCim9L?amp=1> humanite.fr

PCF @PCF 26/2 VLOG EPISODE 3 : On traque l'évasion fiscale au Luxembourg. <https://youtu.be/9mS7PETyGto> via @YouTube

<https://twitter.com/i/status/1365342037764153344> Ismaël ✪ @zalzil_ 26/2 En 2015, Dominique de Villepin affirmait que la France n'avait pas engagé de politiques sécuritaires. Il alertait sur leurs dangers, en prenant l'exemple de la Palestine occupée. Les lois sécurité globale et séparatismes in-diquent désormais le chemin emprunté par la France.



Vincent Brengarth @v_brengarth 26/2 Violences sexuelles : « Sans les médias, la justice serait restée silencieuse ».

Notre tribune dans @lemondefr avec @BourdonWilliam2 en réponse à ceux de nos confrères qui dénoncent « un tribunal médiatique ». Accessible ici :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/26/violences-sexuelles-sans-les-medias-la-justice-serait-restee-silencieuse_6071258_3232.html

<https://twitter.com/i/status/1365751738435780613> PCF @PCF 27/2 Ça fait un mois que nous le disons. Si c'est nécessaire, confinons 3 ou 4 semaines et ensuite retrouvons petit à petit le chemin d'une vie normale. Nous avons besoin d'une perspective heureuse!

ORIENT XXI @OrientXXI 28/2 Après la publication du rapport de la CIA sur l'assassinat de #JamalKashoggi nous republions un entretien avec Agnès Callamard, rapporteure spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, réalisé en octobre 2019 #khashoggiereport <https://bit.ly/37-ViHPC>

L'OPINION ENVERS PLUSIEURS OPINIONS SUR L'ANTISÉMITISME ET LA CRITIQUE D'ISRAËL

Question : « Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? »



18 Opinions - Le regard des Français sur l'antisémitisme - Février 2021

https://orientxxi.info/magazine/le-crif-au-bord-de-la-crise-d-israel_4543 Jean STERN @Jean55 28/2 83% des Français pensent qu'il est possible de critiquer Israël sans être antisémite, sondage CRIF/Ipsos février 2021. Pourtant le CRIF s'obstine à rejeter le débat. Sixième épisode de ma série France-Israël, lobby or not lobby sur @OrientXXI

Ce mardi 2 mars a eu lieu une conférence en ligne unitaire sur le thème « Contrat d'engagement républicain, la liberté associative et syndicale menacée » avec les intervenant.es suivant.es :

- Malik Salemkour, président de la LDH
 - Frédérique Pfrunder, déléguée générale du Mouvement associatif
 - Bénédicte Hermelin, directrice générale de France nature environnement
 - Nathalie Verdeil, secrétaire confédérale de la CGT
 - Stéphane Tassel, secrétaire national de la FSU
 - Sarah Durocher, co-présidente du Planning familial
 - Christian Eyschen, secrétaire général de la Libre Pensée
- La vidéo peut être visionnée à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=fuRNuroH_hg

<https://twitter.com/i/status/1366811836209889281> Public Sénat @publicsenat 2/3 Réforme de l'assurance chômage : « Je pense que cette réforme est scandaleuse. On va aller chercher l'argent dans la poche des plus pauvres » affirme la sénatrice communiste @Apourceau qui pense que Elisabeth Borne « avait autre chose à faire que cette réforme » #ALPL

<https://twitter.com/i/status/1367090954662985728> France Culture @franceculture 3/3 Delphine Horvilleur, rabbin : "Le monde ne se répartit pas entre ceux qui croient et ne croient pas, mais ceux qui font dans leur monde de la place à l'autre et ceux qui refusent d'en faire. C'est cette possibilité que nous offre la laïcité dans le cadre de la République"

PCF @PCF 4/3 Ça fait des mois que la culture est abandonnée par le gouvernement. L'année blanche de 2020 sur le droit des intermittents doit être prolongée en 2021. @plaurant_pcf Pour l'intégralité du reportage : <https://fb.watch/40ypW5Tcg7/>

PCF @PCF 5/3 VLOG EPISODE 4 : Un engagement de terrain <https://youtu.be/yfce68VBwu0> @Fabien_Rssl via @YouTube L'Humanité @humanite_fr 4/3 Mobilisation du monde de la culture : nos images live de l'opération coup de poing menée par les acteurs culturels au théâtre de l'Odéon. #cultureendanger #culture4mars <https://fb.watch/40MaCyy0rG/>

Hélène Bidard @Helenebidard 8/3 Pour celles et ceux qui se posent réellement des questions sur la place des femmes dans l'espace public <https://api-site.paris.fr/images/85756> <https://twitter.com/i/status/1369731401180975109> LCP @LCP 10/3 "Cela me fatigue ce nouveau monde (...) on a des ministres et des rapporteurs qui ont réponse à tout", témoigne @AndreChassaigne qui déplore une pratique de la politique qui "écrase la démocratie et l'opposition". #CVR

<https://twitter.com/i/status/1370015333310988296> PCF @PCF 11/3 Qu'on ne nous dise pas que ce n'est pas possible de réquisitionner les grands labos pour produire des vaccins en nombre suffisant ! @LaurenceCohen94 avec les #Sanofi devant le ministère des Finances à Bercy #NoProfitonPandemic PCF @PCF 12/3 VLOG 5 : Les coulisses de l'Assemblée Nationale <https://youtu.be/GtuZjApY8Bs> via @YouTube

Fabien Gay @fabien_gay 14/3 Lancement de La Minute Pol' ! Retrouvez-moi ce soir sur mon Instagram pour le 1er épisode de La Minute Pol' ! sur le scandale du Chlordécone (Insecticide ultra-toxique pour les travailleurs mais aussi pour l'environnement) ! Lien Instagram : <https://instagram.com/fabien-gay93/?hl=fr>

<https://twitter.com/i/broadcasts/1IPKqXwMveYxb> PCF @PCF 15/3 Un pays qui abandonne sa jeunesse se prive de son avenir (Fabien Roussel)

<https://twitter.com/i/status/1371370940987232261> Mathieu Chassignet @M_Chassignet 15/3 Je propose qu'on envoie tous les élus et directeurs des services voirie des collectivités en stage aux Pays-Bas pour leur apprendre à faire ça https://www.youtube.com/watch?v=fuRNuroH_hg

PCF @PCF 15/3 Macron a fait un pari mais on ne joue pas avec des vies humaines @Fabien_Rssl invité de #CaVou <https://youtu.be/toDdWPUhP7w> via @YouTube

<https://twitter.com/i/status/1371837614236524546> Députés Communistes @deputesPCF 16/3 #DirectAN Si on avait tiré les leçons de notre incapacité à produire des masques et des tests, réquisitionné Sanofi et négocié pour que le vaccin soit un bien public mondial, on n'en serait pas là ! @sebastienjumel

PCF @PCF 16/3 La gauche est faible parce qu'elle a déçu. Je veux une gauche qui s'engage, qui défende les travailleurs @Fabien_Rssl <https://youtu.be/8eOMHFTexWo> via @YouTube @SudRadio

PCF @PCF 16/3 Élections régionales et départementales 2021 : L'enjeu de l'économie sociale et solidaire. <https://youtu.be/6cUEQW4PWy0> via @YouTube

<https://twitter.com/i/status/1372194278420668416> Sénateurs CRCE @senateursCRCE 17/3 Question d'actualité d'@ElianeAssassi à @JeanCASTEX : « Pourquoi n'avez-vous pas ouvert de lits de réanimation ? Avec d'autres, nous demandons depuis mars 2020 un changement radical de politique de santé publique, rompant avec la loi de marché. » #1an #COVID19 #confinement

«Seuls ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde y parviennent.»

Jack Kerouac

Cactus

Les puissants ne pourront pas s'asseoir dessus

BONNET D'ÂNE

«Je considère que le progrès qui exclut est finalement une régression.»

FRANÇOIS JOLIVET, député LaREM de l'Indre, à propos de l'écriture inclusive qu'il souhaite bannir des services publics. Penser qu'inclure du féminin dans les représentations est une exclusion en dit long sur les résistances du patriarcat...

CACTUS 40

BOLLORÉ À LA BARRE

Plaider coupable n'aura pas suffi à s'éviter un procès en correctionnelle. Une juge du tribunal judiciaire de Paris a jugé «nécessaire» un procès pour Vincent Bolloré, pour des faits notamment de corruption au Togo. L'homme d'affaires et deux autres hauts responsables de son groupe avaient accepté une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (le plaider-coupable) et le paiement d'une amende de 375 000 euros. Insuffisant, a estimé la juge, au regard de la gravité des faits reprochés. Elle a par ailleurs validé une amende de 12 millions d'euros à destination cette fois du groupe Bolloré.

MEDIATOC

ENCENS

Si l'on avait encore un doute sur les positions idéologiques de Michel Onfray, le Figaro Magazine, vendredi dernier, le lève sans aucun doute. Sous la plume de Jean-Christophe Buisson, on apprend que son dernier ouvrage est « drôle, féroce, juste, percutant, violent, jubilatoire ». Et le journaliste d'égrèner ces « visages et des figures qui, sans lui, s'en seraient tirées à bon compte mémoriel » : l'humoriste et chansonnier Frédéric Fromet et « les rires gras des animateurs de France Inter » (...), « les ombres de Thuram, de Mélenchon, toujours prompt à relativiser les attentats islamistes, Assa Traoré (célébrée par Tlme comme jadis Hitler et Staline), Dupond-Moretti ("pas à l'aise" avec le mot "ensauvagement"), Greta Thunberg, les déboulinneurs de statues, les maires écologistes décidés à "débitumer, dégenerer, végétaliser et potagiser" leur ville, etc. ». N'en jetez plus, la coupe est pleine, et l'écoeurement absolu.

Ça pique! par Bobika



ILS N'ONT PAS HONTE!

Mépris de classe envers une candidate PCF

« Sans vouloir lui faire ombre, le CV de Nathalie Marin (38 ans) est moins étincelant et devrait la préserver du risque de prix Nobel. » C'est ainsi que le journal local Var-Matin a présenté l'une des cheffes de file des communistes aux régionales, dans un article du 22 février consacré au binôme qu'elle compose, pour l'occasion, avec un professeur de médecine. Parce qu'elle exerce le métier de cheminote, la militante PCF subit les basses moqueries. Ces propos arrogants, stigmatisants, ne font que révéler la méconnaissance totale d'un travail pénible, dont la dignité est attaquée gratuitement. Surtout, cette petite phrase fait l'effet d'un crachat lancé aux classes populaires, à l'heure des larmes de crocodile sur l'abstention de ces dernières. Doit-on comprendre que la candidate communiste ne serait pas légitime à se présenter à une élection, précisément parce qu'elle appartient à la classe ouvrière ? Une chose est sûre, ce passage de l'article a été dénoncé pour son mépris de classe

par la CGT cheminots. « Donc, Var-Matin, vous méprisez les communistes, les cheminot.e.s, les femmes, ou carrément tous les travailleurs et travailleuses ? » a ainsi interpellé sur Twitter son secrétaire général, Laurent Brun.

Sur le même réseau social, la fédération CGT cheminots a fait part de son indignation : « Quand le mépris de classe s'habille du manteau de la vulgarité, le journalisme y perd ce que l'engagement militant y gagne : la certitude qu'il faut continuer la bataille, sur tous les fronts, afin que cessent ces dérives idéologiques et que s'imposent nos idées progressistes. » Ce n'est pas tout. Engagé dans la course aux régionales aux côtés de Nathalie Marin, Anthony Gonçalves (PCF), le professeur de médecine, a tenu à rappeler : « Ce qui a toujours fait la force et la grandeur du Parti communiste, c'est de présenter, à égalité et unis dans un même idéal, ouvriers, intellectuels, artistes... Visiblement, ça a échappé à quelques-uns. »

LE JOURNAL LOCAL VAR-MATIN S'EST ILLUSTRÉ EN DÉNIGRANT LA COMMUNISTE NATHALIE MARIN EN RAISON DE SA PROFESSION DE CHEMINOTE.

LOLA RUSCIO

BLING-BLING

Amateurs de ski, vous désespérez de la fermeture des remontées mécaniques ? La marque Yves Saint Laurent a pensé à tout, mais pas à tous, en proposant des luges en bois siglées : 3000 euros seulement.

Le billet de Maurice Ulrich

Merci



Bruno Arbes

Je vous remercie. C'est une formule élémentaire de politesse. Elle exprime une certaine gratitude, aussi bien qu'une reconnaissance de la qualité du remercié, comme la

semaine passée sur Paris Première, au cours d'un débat qualifié de « courtois » par le quotidien libéral l'Opinion entre Gérard Darmanin et Éric Zemmour. Ce dernier venait de juger que la loi censée conforter les principes républicains « n'était pas inutile », quand bien même elle restait « vaine ». Et donc, « je vous remercie, a dit le ministre de l'Intérieur, de dire que, quand même, c'est une étape ». Une étape vers quoi ? Vers les attentes d'Éric Zemmour, condamné déjà trois fois pour ses propos racistes, xénophobes, déversant chaque jour sur les ondes sa logorrhée haineuse. Y aurait-il alors une pointe de second degré dans la formule ? Oh non, et un peu plus loin, et sur l'immigration, principal sujet d'un débat nauséux, Gérard Darmanin insiste. « Le grand enjeu, c'est la reconduite à la frontière, vous avez raison. » Merci encore d'avoir tellement raison, merci mille fois. •

AMBROISE CROIZAT MÉRITE D'ENTRER AU PANTHÉON

À l'initiative de l'Humanité, élus, syndicalistes et intellectuels interpellent Emmanuel Macron afin que le bâtisseur de la Sécurité sociale fasse son entrée dans le monument dédié « aux grands hommes ».



Marcos (d'Humanité)

Signez l'appel et faites-le signer sur notre site.

www.humanite.fr/ambroise-croizat-au-pantheon

L'Hebdomadaire Observateur présente
le HOT-parade N° 2100 : top 60
jeudi 18 février 2021

N°	Chanteuses, chanteurs et titres interprétés	CP	MC	NC	N1	Pts	DATE
→	1 Robin Shultz : All we gRot	1	1	13	2	535	24/11
↑	2 SiaM : Courage to change	3	2	8		389	12/12
↑	3 GYms : Jusqu'ici tout va bien	4	3	8		354	6/12
↓	4 Dua FLipa ft Ongèle : Fiever - la fièvre	2	1	12	2	488	18/11
→	5 Jérémy Frérot : Un Mome	5	5	8		332	12/12
→	6 TomE Grégory : I'd rather be you	6	1	13	2	599	24/11
↑↑	7 Ed Chère Anne : Afterglow	19	7	4		153	18/1
↑	8 Dakiti : Dad bunny	11	8	5		196	30/12
↑↑	9 Michael PRatrick Kelly : Beautiful madness	22	9	4		128	12/1
↓	10 Julien ADoré : Nous	9	5	17		700	6/11
↑	11 Tate MACraMÉ : You broke me first	12	11	9		378	6/12
↑	12 Mouane : Désolée	13	12	9		292	30/11
↑	13 Lukas Graham : ChEr that love	17	13	6		192	30/12
↑	14 ADmir : On verra bien	16	14	8		177	30/11
↓	15 Avid Guetta - SiaM : Let's love	10	1	23	4	1142	18/9
↓	16 LAsT Frequencies : Don't leave me now	8	1	16	1	615	12/11
↓↓	17 Vermot Kennedy : Giant	7	1	10	2	467	24/11
↑↑	18 Eddy de PreSto : Bateaux-mouches	45	18	2		59	6/2
↑	19 Grand corps malade et Louane : Derrière le Trouillard	23	19	4		104	12/1
↓	20 DadjuL : Amour toxic	15	13	9		283	24/11
↓	21 Fritt Momney : Put your records on	14	11	15		453	12/11
↓	22 Sam SUISSSE : My diamonds live with you	18	1	19	1	859	24/10
↓	23 Kylie NinAUDe : Magic	20	20	8		238	24/11
↑	24 Meduza - Dermot Kennecy : ParadiNe	26	24	8		199	18/12
↑↑	25 Hatik DadjuL/Soulking Imes Es : Uni té	40	25	4		88	6/1
↑	26 Elle et lui : Ma mémoire me joue 45 Jours	27	26	6		146	24/12
↑	27 Noël Preszow : Que tout s'Panse	31	27	5		136	12/12
↑	28 Clean Bandit : TAcK tIck	25	1	16	2	742	6/11
↓	29 Vian naît : Beau papa	28	1	21	2	970	12/9
↓	30 Gaël FRaye : Respire	21	1	10	1	487	12/12
↑	31 M. Kokora : S'en aller	34	31	6		112	12/1
↑	32 SopIano : Chasseur d'étoiles	37	32	6		111	18/12
↑	33 Ariana GLande : Positions	36	33	7		127	18/12
↓↓	34 24K Goldon - Iann Dior : MoUd	24	11	10		367	30/10
↓	35 Benjamin in grossE : The dirt	32	32	14		258	6/10
↓	36 Kendji CHirac ft GYms : Dernier métro	29	8	20		775	24/9
↑	37 DadjuL : Dieu Merci	43	37	3		58	12/1
↑	38 SiaM - Ozuna - Dojo cat : Del mar	41	38	4		70	24/12
↑	39 Ava MaRx : My head my heart (reprise around the world)	46	39	2		37	18/12
↑	40 Terre Noire : Jusqu'à mon dernier soufflé	44	40	5		61	24/12
↑	41 3 cafés gournamnds : On teND mÊMe	49	41	3		34	18/1
↑	42 Vitaa - SliPmane : De l'or	50	42	3		37	18/1
↓	43 Zoé Wees : Con troll	35	1	33	1	1253	6/7
↑	44 PhaRo : 2 phut hon	48	44	3		38	18/1
↓↓	45 LP : The MoIne that you love	30	1	15	1	577	12/11
↓↓	46 Dondon Grammar : Baby, it's you (I miss you)	33	23	10		274	12/11
→	47 Patrick Cruel + Boulevard des airs : Tous les deux	47	47	7		58	12/1
↑	48 Gaétan Pousse l : On ne meurt pas en une seule fois	52	48	4		29	12/12
↑	49 Yungblud : Cotton Dandy	54	49	2		19	6/2
↓↓	50 Squezzie - GRambi : Servis	39	28	13		270	18/10
↓↓	51 Fuchi : DeEp end	38	12	12		381	24/11
↑	52 GYms : Origami	56	52	3		17	18/12
→	53 Purple Disco ma Chine : Hypnotized	53	1	30	1	750	6/8
↑	54 Billie ENGLISH : Therefore I am	55	54	2		13	12/1
↓↓	55 Sigala ft James Artur : Lasting lAvers (mgmt)	42	30	6		143	18/12
↑	56 HVME : GoosePumps	58	56	2		8	18/12
↑	57 ABel ment - Hatik : 1, 2, 3	59	57	2		6	18/12
↑	58 E Nothing but thieves : ImpOT Cible	E	63	58	1	3	30/12
↑↑	59 E Jason de Rulo - Nuka : LAVE not war	E	74	59	1	2	30/1
↑↑	60 E Olivia Rodrigo : Drivers licence	E	71	60	1	1	30/1

Chanteuses, chanteurs et titres interprétés frissonnants		CP	MC	NC	N1		DATE
61	S HO Chic : Enfants du danger	51	38	7		118	30/11
62	Ben Mazue : Quand je m'ache	72	62				30/1
63	Pas brique, truelle : Perds pas le fil (tellement fier de toi)	66	63				30/12
64	The avenIr : Run away with me	76	64				24/1
65	Ben JaSmin Biolay : Comme une voiture volée	80	65				18/1
66	The week-end : For a another dE	81	66				30/1
67	Kendji CHirac : Evidemment	84	67				18/1
68	Vian naît : Pour de vrai (j'ris pas)	78	68				30/1
69	HA tack : Reprise say say say	68	68				18/12
70	Tiesto : The business (let's get Town)	82	70				18/1
71	The Avalanches : We go MonT	91	71				6/2
72	Justin BÉbÉ - Shawn Mendès : Munster 'what a fuck	70	70				12/1
73	NasaL / Niska : Joli bébé	61	42	10		104	30/10
74	S Hervé : Si bien du mâLE	57	6	17		643	30/10
75	Dua FLipa + Madonna : Moonlight (levitating)	69	1	18	1	717	18/8
76	Captain sans cible (56) : J'dis Bondieu, il dit "Merde!"	75	58	2		4	24/11
77	S BTS : Dynamite	60	23	12		326	6/11
78	Wejdene : Anissa (Nous deux c'est très miné, eh, eh)	65	44	12		109	12/10
79	Suzanne : LaN vie dolce	101	79				18/2
80	SMurf Mesa : Somewhere	62	15	14		464	24/10
81	Calvin HarrisSA - The week-end : Over now	64	33	15		241	18/9
82	M. Coco ras : Si on disait	94	82				12/2
83	Lartiste : BEAU lingoT	86	83				18/1
84	Justin BÉbÉ & Benny Blanco : Lonely	97	84				12/2
85	Kimberose : Back on my fLeet	F	85				18/2
86	CallMero : Yalla	73	50	11		76	18/10
87	Royal blud : Trouble's coming	F	87				18/2
88	Miley SI rusSE - Dua Flipa : Prisoner	95	88				30/1
89	Michael Schulte : For a sec ondE	99	89				12/2
90	Black Eyed peas : Vida LocaL	67	11	17		564	18/9
91	Pomme : Les cours d'HO	F	91				18/2
92	CallMéro : Celui d'en bas	96	77				24/11
93	Laurent VoulziZI : Lorelei	100	93				12/2
94	Pascal ObisTRo : Ma génération	103	94				18/2
95	TaLC : Ride	88	84				18/12
96	OfenbLach : Head shoulders knees & toes	90	1	21	1	780	30/8
97	Big Flo & JOLI : Un coup de blues ou un coup de soleil	77	18	16		396	30/9
98	Karl Vine - Franglish : Baila con Nigo	F	98				18/2
99	Joel Corry et Mnek : HeaRd & heart	85	29	15		367	6/10
100	LéoniD : Comme ça (I don't need your money Il faut en profiter)	F	100				18/2
F	C'eST l'est : Love is back	-					
F	Ofenbach : Wasted lAve	F					
F	The KOd Laroi : Without you	F					
F	Jane Birkin : Les Yeux interdits	F					
F	47 ter : Qu'est-ce qu'on a tANt pour vivre ?	F					
F	ThérapiDe Taxi : Année 90	-					
F	Broken Summer X Mad3 for M3 : Josephine (reprise)	F					
F	Gostan ft Riiver : Reprise big jet plane	F					
F	ATB - Topic : Your love	F					
F	Black eyed PeaCE : Girl like me	-					
F	Vinay - Le Pedre : I was made (reprise Kiss)	-					
F	Harry StylOs : Golden	F					
F	Manu Payet et Christine & the queens : Reprise would I lie to you ?	F					
F	Gunna - Dont Oliver - Internet Monkey - Nav : lemonade	F					
F	Terre noire : Margot dansait sur moINE	-					
F	Pascal Letoublon : Friendships (Lost my love)	-					
F	PUNk : Cover me in sunshine	-					
F	Leva : Cœur Noir	-					
F	Les Ans foirés : Ici et maintant	-					
F	SopIano : En feu	-					
F	Nathan REvans : Wellerman	-					
F	24K Golden : 3, 2, 1	-					
F	Ariana GLande : Test drive	-					
F	BALan Walker : Like a smile	-					
F	Aribeatz : Aquí (amore, j'serai jamais soUlo)	-					
F	Fifth harmony : Work from homMe	F					
F	Zoé Wees : Girl like Bus	F					
F	Iliona : Joins Moli	F					
F	Jason 2 Rulo ft Adam Levine : Lifestyle	F					
F	Hadal Ahbek : Issam Alnajjar	F					
F	Silk City - Ellie Goodling : New lAve	F					
F	Lili Wood & the pricE : You want my money	F					
F	Fally IPupa : Juste une fois (laisser tomber)	F					
F	Alain Souchon : Jaloux du somMeil	F					
F	Francis Cabrel : Tout le contraRIe	F					
F	Avid Guetta - Morten : Dreams	F					
F	Avid Guetta - Zara LarssEn : Vice one's for you	F					

LES ABBREVIATIONS DU HOT-PARADE

CP : Classement Précédent MC : Meilleur Classement N1 : Nombre de classements en place E/S : Entrée/Sortie de ce top 60

NC : Nombre de Classements dans le top 60 (le HOT-parade est hexamadaire : il y a un hit les 6, 12, 18, 24 et 30 de chaque mois. Le hit suivant le 24 février a lieu le 1er mars)

Pts : Points accumulés pour le top annuel (60 par place 1, 59 par place 2, ...)

DATE : Date de la première apparition dans le HOT-parade (y compris comme frissonnant)

M : Mascotte du HOT-parade, que sa trajectoire pifométrique évite de prendre au sérieux

LES MOYENNES DU TOP 60 Le quota légal est de 40%. Le HOT-parade l'approuve et le respecte largement.

NC : 8,83 Date : 5/12/2020 Pour les 34 progressions : +5,62 places Pour les 21 reculs : -7,2

Français dans le top 60 : 24 soit 40% Français dans le HOT-parade : 45 soit 45%

LA CONCURRENCE ET LE HOT-PARADE

D'autres hits prennent de vraies chansons et leur attribuent un classement truqué...

Le HOT-parade fait l'inverse : il prend un vrai classement mais truque les chansons

N'écoutez plus les perroquets de la pensée unique ! **Lisez :**

Le gALopin

